

Jean-Baptiste André  
**Godin**

**ARCHITECTURE  
UNITAIRE**

Le Familistère de Guise

Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel

Avril 2017

Edition n° 1

Contact : Yul Akors

akorsyul@gmail.com

<http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com>

Les brochures que nous mettons à votre disposition, sont libres de droits, que vous pouvez utiliser librement, à une fin non commerciale et non professionnelle. Tout lien vers notre site est bienvenu...

Toutes les utopies sont déprimantes, parce qu'elles ne laissent pas de place au hasard, à la différence, aux "divers". Tout a été mis en ordre et l'ordre règne.

Derrière toute utopie, il y a toujours un grand dessein taxinomique : une place pour chaque chose et chaque chose à sa place.

**Georges Perec**

*Penser/Classer. 1985*

Couverture :

Jean-Baptiste André Godin

photographie anonyme

vers 1860

©collection archives départementales de l'Aisne

# SOMMAIRE

6 → PREAMBULE

**8 → LA DOCTRINE GODIN**

**20 → LE FAMILISTERE**

- 21 → Les cités ouvrières
- 23 → Le modèle américain
- 26 → Guise
- 27 → Urbaphobie
- 28 → Mobilité
- 29 → Immobilité

**32 → L'ARCHITECTURE UNITAIRE**

- 36 → Equivalent de la richesse
- 38 → Mixité sociale
- 39 → Locatif Collectif
- 46 → Cité Napoléon
- 47 → Palais des Familles
- 49 → Palais social
- 52 → Loyers
- 52 → Coopératives
- 53 → Logements

**76 → PANOPTIQUE ?**

- 78 → Débauche d'espaces
- 82 → Liberté
- 83 → Piloni
- 89 → Se familiariser
- 90 → Sécurité

91 → Familialisme

93 → Vie politique

## **96 → LA FABRIQUE**

97 → Méritocratie

99 → Richesse et dépenses sociales

101 → Démocratie ouvrière

101 → Les Unions

103 → Le Devoir

## **104 → L'ASSOCIATION**

108 → Les Godins

## **110 → LA VILLE**

115 → Isoler

117 → Illusion

## **122 → LE PALAIS DES VEUVES**

124 → Immobilisme

## **127 → LE DECLIN**

115 → Isoler

## **134 → EN GUISE DE CONCLUSION**

142 → NOTES

145 → SOURCES

Il ne s'agissait plus de trouver le remède  
aux abus et aux erreurs de ce monde ;  
il s'agissait de conserver au Peuple la patience  
de la Pauvreté.

André Godin | 1870

En 1880, l'industriel multimillionnaire Jean-Baptiste André GODIN lègue son empire, soit le capital, ses deux complexes Manufactures-Cités, les Familistères – de Guise en France et de Bruxelles -, leurs dépendances et les usines, puis sa fortune personnelle en héritage, à l'Association, une coopérative propriété des salariés. Un héritage historique, le seul à ce jour en France, fait par un industriel socialiste disposant d'une fortune considérable [1]. Critiqué par les marxistes, socialistes radicaux et anarchistes, son empire industriel ne représente pas moins un contre-modèle de l'entreprise capitaliste ; une société nouvelle, imparfaite qui a été dénaturée par la caste des coopérateurs privilégiés, l'aristocratie ouvrière, qui plutôt de prolonger et améliorer l'oeuvre sociale, préféra protéger ses acquis sociaux au détriment des Autres.

Dans cet affrontement, le Familistère occupe un rôle prépondérant. Car la part du capital que chaque salarié reçoit, annuellement, est calculée selon plusieurs critères, en fonction du mérite, de l'ancienneté, du poste occupé, etc., et pour les catégories les mieux avantagées, dont les « Associés », une des conditions imposées par Godin est d'habiter le Familistère depuis au moins cinq années. Le Familistère n'est qu'une pierre dans l'édifice social de son programme politique, mais ce fut la première, ou plutôt, la seconde après les ateliers ; car il était nécessaire selon Jean-Baptiste Godin, avant tout, de bâtir une cité autonome afin d'expérimenter in vitro les innovations du socialisme, et d'éduquer ses premiers ouvriers, en majorité des pauvres gens issus de milieux défavorisés et de la campagne, analphabètes et, souvent, plongés dans les ténèbres de l'égoïsme.

Le Fondateur le déplorait avec amertume : peu avant sa mort – en 1888 -, il évoquait que trente années de vie socialiste au sein du Familistère de Guise – habité en 1860 – avait porté bien peu de fruits rouges.

En préambule, il convient de mettre un terme à l'idée répandue depuis longtemps, et aujourd'hui par certains idéologues rétrogrades, qui osent qualifier l'oeuvre de Godin, d'utopie, ou d'utopie réalisée : Jean-Baptiste André Godin s'en défendait, et il rétorquait aux stupides que d'une part le Familistère était bâti, bien ancré dans le réel, et que d'autre part, les avancées, les avantages sociaux étaient bien mis en pratique dans les ateliers.

Godin est un républicain convaincu, socialiste laïc, ennemi du capitalisme le plus prédateur et partisan d'une r-évolution sociale pacifique, et il déplore les théories révolutionnaires de Marx :

« La haine du mal n'est pas toujours la science du bien, et c'est là que se trouvent les défauts du communisme »,

comme il n'approuve pas la Commune de 1871, mais la comprend. Il n'est ni un acharné fouriériste, ni un utopiste illuminé, mais un réformateur social visionnaire, en avance sur son temps.

Et la catégorisation de son oeuvre dans le domaine des Utopies a été faite dès son époque par l'idéologie bourgeoise conservatrice et les marxistes : utopie doit être pris, ici, dans le sens péjoratif du terme, servant à dénigrer, voire ridiculiser son projet de société. A ce titre, l'oeuvre de Godin fut considérée au 19e siècle, comme un îlot d'expérimentations socialistes, émergeant de l'océan capitaliste, puis tout au long du 20e siècle, elle fut mise à l'écart, oubliée ou réduite à l'architecture du Familistère.

L'oeuvre de Jean-Baptiste Godin n'est pas seulement sociale, c'est un projet politique, une oeuvre intégrale, une société, ou plutôt l'embryon d'une nouvelle société socialiste qu'il convient d'améliorer sans cesse, de perfectionner, un modèle pour une République socialiste à venir ; pour y parvenir, Godin invente l'architecture Unitaire et bâtit son palais social, afin de bâtir l'Homme nouveau.

# LA DOCTRINE GODIN

Le socle de la doctrine de Jean-Baptiste André Godin est de porter l'innovation dans tous les domaines ; il fut d'ailleurs lui-même un inventeur de génie ayant déposé près de 200 brevets concernant autant les produits manufacturés que les machines, les procédés techniques et les matériaux nécessaires à leur fabrication. Sa stratégie commerciale inaugure de même de nouvelles méthodes, très certainement reprises de la nouvelle industrie commerciale des Grands magasins (l'on songe à Dufayel), notamment par des produits bon marché et robustes à portée de bourse des classes populaires, et d'autres luxueux pour les salons feutrés de la grande bourgeoisie. Pour les historiens de l'économie, le génie créatif de ce self made man d'origine modeste, a fait sa fortune en moins d'une décennie.

Dans le domaine politique et social, Jean-Baptiste Godin n'invente pas, il puise dans les différents catalogues des grands réformateurs sociaux, socialiste, communiste, anarchiste et libertaire, idées, méthodes et pratiques, qu'il adapte à ses propres idéaux, et surtout, à la réalité quotidienne du Familistère. Les différentes avancées sociales mises en pratique proviennent toutes de thématiques réformatrices agitant les débats publics de l'époque, autour de la fameuse « Question sociale », à leurs premières applications ou leur renouvellement idéologique, que ce soit le collectivisme, le communautarisme, le coopératisme, le corporatisme, le syndicalisme, le mutualisme, l'associationnisme, le participationnisme, le solidarisme et l'auto-gestion, ou bien encore le féminisme, l'anti-cléricalisme, et le pacifisme, etc. Pour celles qu'il estime les plus appropriées pour sa société, sa méthode consiste à les faire passer de l'état théorique au stade de l'expérimentation in vitro. Ce qui n'était pas nouveau, d'autres industriels bien avant Godin avaient adopté une ou deux améliorations pour leurs ouvriers (hausse de salaire, participation aux bénéfices, logis ouvrier, caisse de secours, magasin patronal, etc.) ; mais Godin les applique toutes en simultané, les organise pour former un ensemble cohérent, une nouvelle société, modèle réduit d'une possible et souhaitable République socialiste.

C'est pourquoi Jean-Baptiste Godin n'a jamais été étiqueté politiquement, républicain convaincu, socialiste certes, mais de quel courant ? Et a déplu aux uns et aux autres, car ses solutions sociales sont au-delà des clivages idéologiques : il rassemble pêle-mêle des réponses exprimées par tous les milieux politiques, y compris radicaux, sans préjugés, faisant de sa doctrine un alliage de capitalisme le plus pur, de socialisme le plus cristallin renforcé par des convictions libertaires.

L'équilibre recherché entre Capital et Travail est la mission du socialisme de Guise, celle de concilier ses deux antagonistes, en refusant à la fois le conservatisme de l'élite bourgeoise et le communisme naissant, mais en ne refusant pas d'adopter adapter certains de leurs préceptes. Ainsi, chaque avancée sociale ou au contraire pratique traditionnelle, dans n'importe lequel domaine, est « équilibré » avec son opposé, ou corrige les excès, en exemples, l'organisation du travail est restée classique, mais contrariée par la création d'un Syndicat ; la surveillance perdure mais les contremaîtres sont élus par le personnel, l'amende infligée à un travailleur pour faute également mais est versée à une caisse de secours ; la répartition des bénéfices entre les salariés s'effectue de manière équitable, c'est-à-dire de manière inégalitaire entre catégories sociales bien distinctes, etc.

En conséquence, ce système « bancal » ne peut se rattacher, et satisfaire pleinement aucune doctrine politique réformatrice, ni même aucune branche progressiste du capitalisme. Malgré la radicalité de son programme Godin n'échappe pas à la catégorisation des « hypocrites » dont parle François Furet, évoqué par Boltanski et Chiappero par la nécessité faite au patronat industriel de formuler un

« amalgame de dispositions et de valeurs très différentes, voire incompatibles – soit du profit et moralisme, avarice et charité, scientisme et traditionalisme familial [...] »

Dans le cas Godin, nous sommes face à un premier type de post-modernisme, celui d'une entreprise libérale ayant intégré les critiques culturelle et sociale du moment, afin de les amortir et profiter de leur potentiel d'innovation ; c'est-à-dire, préférer le consensus social plutôt que l'affrontement politique, et l'élever à son paroxysme : on retrouve trace

que d'une seule et unique heure de grève, en 1880, du vivant de Godin, alors que les grèves des ouvriers en Europe font fureur. Il n'est pas un utopiste, mais un visionnaire pré-voyant les contours de l'évolution de la société moderne. Reprenons les mots de Luc Boltanski et Eve Chiapello :

« Pour maintenir son pouvoir de mobilisation, le capitalisme va donc devoir aller puiser des ressources en dehors de lui-même, dans les croyances qui possèdent, à un moment donné du temps, un pouvoir important de persuasion, dans les idéologies marquantes, y compris lorsqu'elles lui sont hostiles, inscrites dans le contexte culturel au sein duquel il évolue. »

Le post-modernisme de Guise peut également caractériser les méthodes de Jean-Baptiste André Godin, pouvant à tout moment modifier complètement un organigramme qu'il juge défaillant : son système est ainsi flexible, souple, et en mutation permanente, afin d'obtenir des performances et efficacités maximum. C'est d'ailleurs un exercice commun, la valse des inventions techniques du 19<sup>e</sup> – comme celles d'aujourd'hui - est ainsi rapide qu'elle contraint ses premiers grands industriels modernes à corriger sans cesse leurs stratégies, à adopter ou copier le dernier outillage, et nouveauté, encore, les premières expositions universelles présentent dans une grand'messe les inventions, et la propagande des gouvernements contre les révolutions.

Car la révolution rodait, la crise du logement était à une apogée, à tel point qu'en France Napoléon III accorda à l'habitat ouvrier une attention particulière et des financements exceptionnels ; politique identique en Angleterre où le prince Albert, époux de la reine Victoria, prit soin de soutenir et de promouvoir la construction de cités ouvrières. À Paris comme à Londres, les expositions universelles présentaient ainsi des modèles de maisons ouvrières anti-révolutionnaires, des incitations au patronat afin qu'ils prennent leurs responsabilités politiques face aux dangereux ouvrages de Marx et Engels.

A l'exposition de 1867, selon les mots de Godin : « Le Familistère de Guise ne put se faire admettre à l'Exposition, ni en relief, ni en plan, ni en gravure », jugé trop subversif, les organisateurs, dont Le Play, préféraient

présenter des modèles de maison individuelle minimum avec potager.

## Créer de la richesse

Modifier en permanence autant que possible afin de créer de la richesse, condition sine qua none pour financer son œuvre sociale, un maximum de richesse afin de la répartir entre le plus grand nombre, d'anéantir la pauvreté. En ne remettant pas en cause fondamentalement les principes du capitalisme, le système Godin fut ainsi critiqué par les opposants d'extrême-gauche, même si les richesses créées profitaient à ses salariés coopérateurs. Une partie seulement des salariés jugeaient-ils, et plus particulièrement, l'aristocratie ouvrière : la division du travail au sein de l'entreprise Godin était à la base de toutes les inégalités, concrétisées notamment par un strict système hiérarchique, commun à toutes les grandes industries de l'époque. Ce à quoi l'industriel rétorquait que le financement de l'œuvre sociale justifiait, obligeait même, une gestion plus qu'efficace de la Société, en confiant les différentes directions, conseils et postes clés, aux membres de l'Association les plus compétents, aux plus méritants.

Godin reconnaissait et déplorait les imperfections de son système social, mais il estimait que ces renoncements étaient temporaires, que sa société devait s'améliorer, se perfectionner et atteindre un stade supérieur, au fil des décennies, bien après sa disparition, grâce à une ou deux nouvelles générations de travailleurs compétents et instruits, fils et filles d'ouvriers ayant bénéficié de l'instruction gratuite, et obligatoire, des écoles du Familistère : l'instruction et l'éducation « politique » est le plus grand gage de réussite de son entreprise sociale. Et l'organisation même du Familistère, son programme, a pour fonction, à chaque instant, de favoriser l'élévation intellectuelle, spirituelle même, de ses habitants, et notamment d'inculquer son socialisme aux enfants, dès leur plus jeune âge à qui il accorda, en définitive, cette mission d'éradiquer l'égoïsme par « l'amour du peuple et du progrès ». Là encore, Godin bouleverse les codes, car s'il garde l'espoir de la formation d'une élite composée des plus méritants, celle-ci ne sera pas issue forcément des classes dirigeantes, de l'aristocratie ouvrière, car leurs membres seront, toujours et encore choisis en fonction

de leurs capacités, et non pas par leur situation sociale, non par l'hérédité, c'est-à-dire la transmission automatique d'avantages, d'une position sociale. À ce titre, le fils de Godin fut écarté de la direction, jugé trop autoritaire, incompetent, pas assez proche des ouvriers et de ses idéaux. Au contraire, était récompensé l'ouvrier d'origine modeste ayant fait preuve de capacité, proposé une quelconque amélioration, suggéré une idée.

## L'expérience américaine

Après la mort de Charles Fourier en 1837, Victor Considérant (1808-1893) prit la tête du mouvement fouriériste et popularisa sa théorie en l'épurant de ses notions concernant les passions humaines, la liberté sexuelle et des instincts, et autres extravagances. Aux Etats-Unis le fouriérisme se développa et au milieu du 19e siècle existaient plus d'une vingtaine de communautés se réclamant plus ou moins de ses idéaux, dont celle célèbre de Brook Farm. Là, les membres de la communauté agricole et artisanale, les Brook Farmers, faisaient partage égalitaire des profits sur la base d'un partage du travail, prônaient la nécessité des loisirs et l'épanouissement intellectuel. Sur le modèle du phalanstère de Fourier, ils bâtirent leur propre palais. Idem pour la communauté North American Phalanx, mais dans les deux cas, l'incendie de leurs bâtiments signifia leur fin. Etienne Cabet, de même avait tenté, en 1848, de créer sur le sol américain, au Texas, terre d'avenir, une « Icarie », expérience malheureuse de courte durée.

Jeune, Jean-Baptiste Godin adhéra aux idées de Fourier, et de Victor Considérant, qui décida à son tour d'établir une colonie phalanstérienne au Texas ; Godin apporte tout son soutien à l'expérience, dont le tiers de sa fortune, 100.000 Francs. Il doit en principe rejoindre la colonie et s'y établir. Mais la petite colonie « européen-américaine du Texas », du nom de « Réunion » fut plus qu'éphémère, victime semble-t-il, d'un été trop sec et d'un hiver trop rigoureux pour les cultures, et d'un Victor Considérant dépassé par les événements.

Cet échec décida Jean-Baptiste Godin de bâtir son propre phalanstère, et en même temps de s'éloigner des approximations fantaisistes des partisans

de Fourier, incapables ou incompetents dans leurs tentatives communautaires en France comme aux USA, de concrétiser sérieusement et durablement les préceptes fouriéristes. D'autant plus que le phalanstère de Charles Fourier s'adressait au monde rural artisanal, l'agriculture domine, celui de Godin, le Familistère, est industriel : la différence est de taille pour y appliquer le « travail attrayant », concept cher à Fourier, sur les chaînes de montage des ateliers. Par contre, celui concernant le « Talent » de chaque individu, plus adapté à l'industrie, aura les faveurs de l'industriel Godin, le « Mérite » sera ainsi au centre de son programme politique et social, plus que cela, il le détermine.

## Organisation politique

Godin, à partir de 1880, assure le transfert progressif de l'ensemble du capital de sa Société, incluant usine, Palais Social et ses annexes, aux salariés de l'entreprise remplissant certaines conditions (âge, ancienneté, poste occupé, etc.), par la constitution de la Société du Familistère de Guise et de l'Association du Capital et du Travail au Familistère. Les salariés sociétaires bénéficient d'une distribution annuelle du total des bénéfices industriels, du rendement des locations du Familistère, et des bénéfices des économats, après déductions des frais de fonctionnement et de gestion (dont les « dépenses sociales »), d'amortissement, des charges, des impôts, des crédits, etc. Grossièrement, le calcul (très complexe) du partage des bénéfices entre les sociétaires imaginé par Godin s'effectue selon les « catégories sociales », le mérite, l'ancienneté, le lieu de résidence, etc., et cette part est distribuée soit en espèces, soit dans le cadre du transfert du capital, en parts du capital, sous forme de « titres d'épargne ». De cette manière Godin perd année après année la propriété du capital ainsi transmise aux salariés (Godin lègue par testament en 1887 sous certaines conditions, y compris post-mortem, sa fortune personnelle à l'Association).

L'Association est divisée en différentes « catégories sociales » (Participant, Sociétaire et Associé) chacune ayant un certain nombre de droits (dont de vote), de devoirs, de rétribution et d'attribution de postes (siège dans les

différents conseils, mutuelles, etc. pour les Associés). L'Association a la charge de la direction de la gestion de l'ensemble des biens et services communs du Familistère : écoles, nourricerie, théâtre, buanderie-piscine, des magasins coopératifs, et des mutuelles. L'assemblée générale annuelle est l'occasion de présenter la situation industrielle et commerciale de l'Association : chiffre d'affaires, bénéfices, investissements, sommes engagées dans des projets de travaux, etc., sont ainsi communiqués sans aucune restriction. Les ordres du jour engagent également des questions et des débats sur la vie quotidienne des salariés. Les Associés peuvent prendre la parole et leur assemblée vote une « motion de confiance » pour approuver ou sanctionner les rapports du gérant et du Conseil de surveillance, puis vote à nouveau pour l'élection membres du conseil de surveillance, des membres élus du conseil de gérance, pour des questions relatives à des modifications des statuts ou du règlement des mutuelles, etc. En théorie, les décisions de Jean-Baptiste Godin étaient soumises au vote d'un conseil, voire à celui de l'assemblée des Associés. Mais la personnalité « écrasante » du Fondateur pesait à ce point, que le vote était acquis d'emblée. Cela étant, le patron Godin est contraint à minima de présenter et d'expliquer ses décisions, choix et orientations. Plusieurs conseils ont été créés :

- . le Conseil de gérance a pour mission d'assister le gérant – Godin - dans le choix de ses décisions, il se compose de directeurs de services et de trois Associés élus par l'assemblée générale des Associés. Les directeurs, nommés ou recrutés par Godin, sont souvent de jeunes diplômés des grandes écoles. Le Conseil de gérance se décompose en trois conseils :

- . le Conseil du Familistère, pour les questions relatives à la cité.

- . le Conseil de l'industrie, pour les ateliers.

- . le Conseil de gérance supervise l'ensemble, et se charge de la stratégie commerciale, des projets de travaux, etc.

- . le Conseil de surveillance, composé de trois Associés a pour rôle de surveiller les opérations comptables, et dispose du pouvoir de proposer à l'assemblée générale un vote pour le renvoi de l'administrateur-gérant, c'est-à-dire, les successeurs du Fondateur. Cette procédure des ouvriers contre leur gérant est cependant très limitée.

- . les membres de l'Association, « dans le but de se rendre utile à l'œuvre commune et de faciliter l'essor de leurs propres facultés », peuvent se constituer en un « comité d'études » chargé d'étudier certains

problèmes ou d'envisager des améliorations potentielles.

## Organisation du travail

Godin offre à ses employés :

- . un système de participation ouvrière à la gestion de l'entreprise.

- . un « Syndicat du travail », chargé de discuter des salaires et des conditions de travail , géré par neuf élus du Familistère et neuf élus des salariés de l'usine, sorte de délégués du personnel, auprès du gérant.

Godin, a sans doute été le premier patron de France – avec l'embryon d'un organe de représentation ouvrière mis en place par l'industriel Léon Harmel, en 1875 - a instauré véritablement la représentation du personnel au sein d'un conseil d'administration et de son « droit » à négocier. Les syndicats ont été autorisé en France en 1884, et sous certaines drastiques conditions.

- . la journée de 10 heures de travail, au lieu de 12, pour les hommes.

- . l'instauration du « concours » passage obligé pour un salarié candidat à un poste à responsabilités, un avancement, ou même souhaitant une augmentation de salaire. Épreuve écrite et orale pour le candidat, après la rédaction d'un mémoire présenté au Conseil de gérance. Le recrutement à un poste d'employé, de directeur d'atelier, etc., s'effectue, le plus souvent, par cette méthode, suivie d'élection.

- . un surveillant d'atelier élu annuellement par le personnel de chaque atelier, et le Conseil de gérance qui décide en définitive du choix entre les candidats.

## Avancées sociales

Godin instaure :

1. un salaire supérieur de 20 % par rapport aux manufactures de la région ;

2. un système de sociétés mutuelles constitué de caisses de secours, financées en partie par les cotisations prélevées sur les salaires,

pour :

- . les blessés, les accidents du travail pris en charge sans conditions ; des indemnités sont versées.
- . les malades ; prise en charge des prestations pour les visites et soins délivrés par un médecin, et allocations journalières versées en compensation de l'absence de salaire pendant la maladie ;
- . les retraités, les invalides du travail, les infirmes ; des allocations, dites « pensions » sont versées aux salariés dans l'incapacité de travailler, sous certaines conditions (uniquement pour les salariés ayant 15 ans de service, par exemple) et calculées selon le sexe, en fonction du poste occupé, du salaire, de l'ancienneté, etc.

. Des caisses mutuelles sont accordées exclusivement aux habitants du Familistère, en complément des autres mutuelles : une caisse pour les dames, une caisse de pharmacie, dont les cotisations sont incluses dans le loyer, et une assurance du nécessaire à la subsistance ; pour cette dernière, il s'agit d'une allocation versée aux familles (les veuves avec enfants, par exemple) dont les revenus sont inférieurs à un seuil jugé minimal, ancêtre lointain du Revenu Minimum d'Insertion (RMI). Mais un « secours exceptionnel » est prévu pour les non-Familistériens.

3. Les cotisations sont obligatoires, prélevées sur les salaires, et sont placées sur un compte au nom du cotisant, reversées, avec intérêts, lorsqu'il prend sa retraite sur sa pension de retraite.

4. Les différentes caisses sont gérées par des comités élus par les habitants du Familistère et les salariés de l'usine.

5. Enseignement laïc, obligatoire, mixte et gratuit.

## Les Familistères - Guise et Laeken

Les employés réguliers de Godin peuvent bénéficier de logements au sein des Cités ouvrières adossées à l'usine :

. Habitations collectives en location ;

. Loyers calculés en fonction de la superficie, inférieurs aux prix du marché locatif de la région ;

. Equipements collectifs et services (dont écoles, théâtre, bibliothèque, cafés, buanderies, piscine, salons et terrains de jeux, etc.) ;

. Economats, magasins patronaux (sur le même principe que les

coopératives d'achat) ;

. Potagers et vergers ;

. Parc et promenade ;

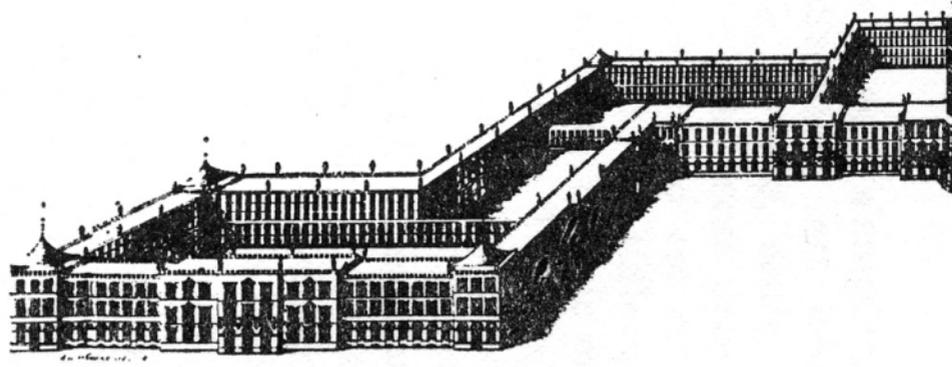
. Les retraités, les veuves d'ouvriers, sous certaines conditions, peuvent continuer à habiter le Familistère, les appartements du rez-de-chaussée leur étant réservé ;

. Enfin, et ce n'est pas rien, l'union libre (couple non marié) est autorisée, voire préconisée.

*Le phalanstère de Fourier*

**L'AVI**

# Perspective d'un Phalanstère ou

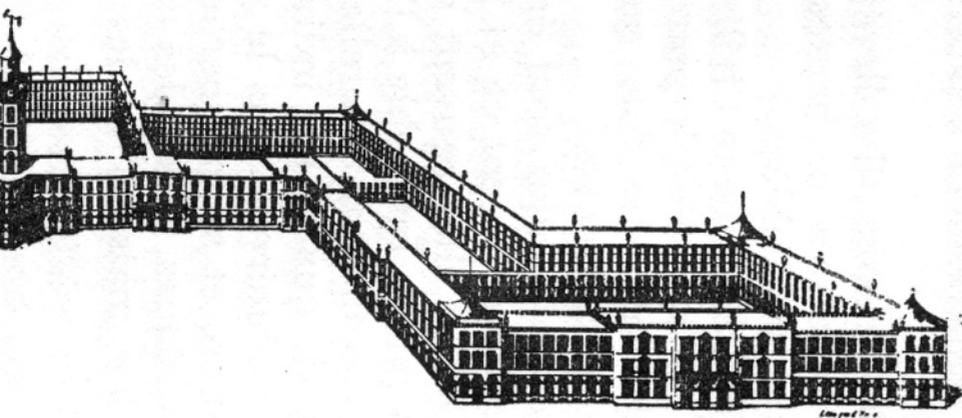


**Le Phalanstère**  
Charles Fourier

*Journal de Paris*

# ENIR.

Palais Sociétaire dédié à l'humanité.



# LE FAMILISTÈRE

Le programme social et politique de Godin ne pouvait s'accomplir que dans un environnement propice, un cadre adapté, et le Familistère dont la construction débute en 1859 a été spécialement et spatialement conçu pour l'application de ce programme, et pas seulement pour y loger confortablement les employés, même si Godin évoquait le fait que l'expansion de ses ateliers exigeait de fait la construction de logis :

« cette industrie, augmentant chaque jour le nombre de la population ouvrière, rendait nécessaire la construction de nouvelles maisons ; je dus donc songer à édifier le Familistère à proximité de l'usine. »

Sa compagne Marie Moret affirmait que :

« C'est pour aider à la culture générale, au développement de l'idéal d'unité chez chacun, que J.-B. A. Godin a réalisé et l'habitation unitaire et l'association du Capital et du Travail, deux œuvres où la solidarité des familles et, conséquemment, la nécessité d'harmoniser, d'unifier tous les rapports sociaux est rendue aussi évidente que possible. »

Car en effet, la principale difficulté que rencontre Godin et les grands réformateurs sociaux de son époque, est, dans cette région des Ardennes, outre une pénurie de logements, ceci expliquant cela, l'inculture et l'analphabétisme des ouvriers, souvent issus du monde paysan, de milieux défavorisés. Les débuts ont été difficiles, selon un mot de Godin :

« Le Familistère a donc à lutter contre les obstacles que lui créent l'ignorance du bien et l'habitude du mal ; il a à souffrir, dans sa fondation, de tous les embarras résultant du peu qui a été fait en France pour l'éducation et l'instruction du peuple ; il a à souffrir dans son développement des difficultés qui lui sont créées par les pouvoirs hostiles à toute idée ouvrant une voie nouvelle à l'émancipation des classes laborieuses. »

Aucune source ne peut donner le nombre exact d'ouvriers « Godin » n'ayant reçu aucune instruction, lorsque les premiers bâtiments sortent de terre, le pourcentage estimé oscille entre 50 à 80 %. Dès lors, s'imposait la première mission de les éduquer, de les moraliser, de leur apprendre les bonnes mœurs calquées sur le modèle bourgeois, et de leur inculquer les règles à observer dans la vie collective en milieu urbain [2].

Jean-Baptiste André Godin promet un Versailles des ouvriers et à ses habitants, « logement, éducation, protection sociale, commodités quotidiennes, liberté de mouvement et morale nouvelle ». Car le Familistère, cet environnement intégral autonome doit certes éduquer les travailleurs mais surtout les former aux valeurs de l'économie sociale, solidaire et humanitaire, et plus que cela, les inciter à rejoindre les rangs politiques du socialisme de Guise.

Le Familistère de Guise n'échappe pas aux critiques de l'époque, des socialistes et des radicaux, d'être, comme les entreprises patronales, une opération destinée à assurer la paix, apaiser les velléités des uns et des autres pour réaliser de profitables retombées économiques. Godin, d'ailleurs, ne récuse pas ses critiques, parfaitement conscient des avantages de la protection sociale et des intérêts économiques de son usine :

« En présence de l'insuffisance du logement et de la difficulté de vivre, l'ouvrier est peu attaché à son atelier ; la gêne et la souffrance le font facilement et souvent changer de lieu. Il était donc de l'intérêt industriel bien compris de chercher à placer l'ouvrier dans de meilleures conditions, afin de donner plus de stabilité à la production. »

## Les cités ouvrières

Pourquoi bâtir de tels complexes ? Car aucune étude sérieuse, à l'époque, n'établissait que l'amélioration des conditions de vie du travailleur était un facteur d'une meilleure productivité ; de même, la grande grève de la company town Pullman, aux USA, prouvait le danger d'une trop grande concentration d'ouvriers. Et dans maints cas, le « paternalisme »

architectural était peu apprécié des travailleurs. Mais, outre ses dangers, ce type de complexe procurait aux industriels des instruments et des moyens formant un système où chaque composante est liée à l'autre, une organisation totale formant rempart contre la révolution sociale, mais aussi étanche aux lois nationales, et aux décisions municipales. Grossièrement, les principales caractéristiques de ces complexes peuvent être définies de cette manière, adoptées en partie ou en intégralité, selon les cas.

### **Augmenter la production**

- . Améliorer la condition physique et la « moralité » des travailleurs – logis confortables, équipements et services, à une époque où règne une extraordinaire pénurie de logements dans les villes de province en voie d'industrialisation (ce fut le cas à Guise).

- . Éliminer le temps contre-productif de transport Domicile – Manufacture, et Domicile – services.

- . Éliminer la mobilité ouvrière et stabiliser les travailleurs expérimentés et hautement qualifiés de l'entreprise – pénurie et concurrence obligent.

### **Surveiller et Punir**

- . Assurer la paix sociale.

- . Exercer un contrôle total sur les travailleurs, tant politique qu'économique – un fautif perd son emploi et son logis.

- . Isoler le complexe des fureurs de la grand'ville – lieu de débauche, et en particulier du syndicalisme, mais aussi :

- . Limiter l'intrusion de l'Etat, ou les prérogatives d'une municipalité, dans les affaires de l'entreprise (règlement intérieur ou statut propre à l'entreprise dérogeant aux lois).

- . Paternaliser ou selon patroner les employés, en faire une grande famille unie – moyen de renforcer leur attachement à l'usine, leur fidélité à la marque : les « Godin » du « Fami », par exemple. Et simultanément :

- . Segmenter la classe ouvrière par l'habitat (et autres avantages, salaire, prime de rendement, médaille du travail, etc.), entre bénéficiaires d'un logis, prétendants et exclus – la sélection des habitants est faite par le mérite, ou la productivité du travailleur, ou ses convictions politiques.

- . Et ce faisant, dans ce monde clos, favoriser l'auto-surveillance et la délation, en permanence, au sein et entre les catégories sociales.

## Capitaliser l'Habitat ouvrier

. Limiter au maximum le coût de construction par l'implantation des cités en milieu rural sur des terrains bon marché ou hors zones spéculatives.

. Éliminer la concurrence du marché immobilier privé, s'assurer une situation de monopole et le contrôle des prix de l'habitat et du commerce (magasins patronaux), à l'échelle d'une ville, d'une agglomération voire d'un territoire plus large.

. Fructifier l'offre de logements – individuel ou collectif – des cités ouvrières qui procurent une excellente voire prodigieuse rentabilité – location, location-vente – à leurs prometteurs-constructeurs.

. Le propriétaire appliqué à la classe ouvrière assure la paix sociale, et la stabilité des ouvriers.

. Renforcer l'image de marque d'une entreprise « pénétrée de justice et de charité sociales » par ses efforts dits philanthropiques en faveur de leurs travailleurs. Dans le cadre de la résolution de la « Question sociale », les cités ouvrières modèles faisaient en effet l'objet de l'attention soutenue des périodiques de France, et du monde entier : soit une propagande-publicité à bon compte.

## Le modèle américain

Le Palais social s'inspire dit-on, du Phalanstère de Fourier, des idées de Robert Owen, mais les modèles ont été nombreux : la Cité Napoléon à Paris, le Palais des Familles conçu par l'architecte Calland, les galeries commerciales couvertes de Bruxelles, ect., et il emprunte la symbolique du château de Versailles. Mais si Godin ne les mentionne pas, le Familistère, par son ampleur, ressemble aux premières company towns des Etats-Unis.

Les premiers complexes manufacture-habitat, les company towns apparaissent aux Etats-Unis dès le début du 19e siècle, modèle qui donna naissance à l'urbanisme moderne. La première, la cité ouvrière de Lowell, fut construite à partir de 1823, exclusivement dédiée à la Merrimack Manufacturing & Co, qui compte, en 1840, le nombre impressionnant de 30.000 habitants. Le développement du chemin de fer accéléra à partir de 1840, la construction de company towns, érigées le long des voies ferrées,

loin des centres urbains, lieux de débauche et de dangers syndicaux. La plus célèbre et représentative de l'esprit nouveau du capitalisme américain, Pullman Town, construite près de Chicago, devait selon le magnat milliardaire Pullman, isoler ses employés de l'environnement social et politique instable de la grande ville, lieu de violentes luttes ouvrières, et d'autre part, exercer un contrôle total, aussi bien politique, qu'économique, des ouvriers.

Ces premières company towns américaines deviendront le modèle d'urbanisme politique et social des futures cités et villes ouvrières européennes, l'ancêtre lointain des villes satellites. Expériences isolées elles se transforment à la fin de ce siècle en modèles largement diffusés et perfectionnés. Elles arrivent en Europe par l'Angleterre, déclinées en particulier sur le mode des cottages néo-bourgeois des garden cities. À Copley proche d'Halifax, en Angleterre, la cité ouvrière bâtie à partir de 1844 près de l'ensemble industriel d'Akroyd, s'apparentait à un village traditionnel pittoresque, offrant aux employés-habitants une panoplie complète et moderne d'équipements et de services, un modèle de vie saine pour l'hygiène comme pour la moralité, ayant pour mission de combattre les dégénérescences ouvrières : syndicalisme et alcoolisme. Edward Akroyd était partisan, comme d'autres industriels anglais, de l'extension du droit de vote, d'une politique d'assistance destinée à éliminer tout danger révolutionnaire, et fut promoteur d'innovations technologiques et d'une stratégie commerciale de bon marché propre à stimuler la consommation des classes populaires. Pour Akroyd, Titus Salt, la famille Corwley, les réformes devaient coïncider avec une production plus grande et établir un rapport paternaliste entre Capital et Travail. Après la cité Copley, l'industriel Titus Salt s'occupe de la ville de Saltaire (1851), près d'Halifax, comprenant usine, équipements, hôpital, parcs, etc., et maisons destinées à 4500 habitants. Plus tardivement, Bournville (1899), cité érigée par le célèbre industriel du chocolat, Georges Cadbury, et Port Sunlight, financée par Lord Lever – les célèbres savons - symbole du couple pacifié capital travail, surnommé le « Village de la Paix » et de la morale du travail, ou bien la « Cité de l'hygiène ». Philanthrope, il s'intéressa sa vie durant à l'urbanisme et créa en 1909 à Liverpool, la première école britannique de Town Planning. Cette fondation est suivie, en 1911, par la création d'une deuxième école à Birmingham, à l'initiative du « Roi du

chocolat » Cadbury... Ainsi, remarquaient les historiens de l'urbanisme F. Dal Co et M. Tafuri,

« Ce sont justement les deux grands industriels, fondateurs des villes ouvrières de Port Sunlight et de Bournville, qui s'efforcent de donner un caractère scientifique et institutionnel à l'activité urbanistique. En Angleterre aussi, cette dernière est considérée maintenant comme partie intégrante du développement économique dans son ensemble, au point de rendre nécessaire la formation de professionnels spécialisés. Cela signifie qu'il faut soustraire l'urbanisme au dilettantisme, à l'utopie, à l'administration ordinaire, pour lui faire une place dans les institutions qui règlent la politique économique et sociale : ce n'est certainement pas par hasard si, dans cette même année 1909, la création de l'école de Town Planning de Liverpool coïncide avec la mise en application de la première loi anglaise sur l'urbanisme. L'année suivante, en 1910, se tient à Londres au RIBA, l'historique « Town Planning Exhibition Conference » où, pour la première fois au niveau international, les idées urbanistiques peuvent se confronter et s'affronter dans un cadre officiel. La conférence de Londres marque donc l'apogée d'un long processus qui coïncide avec la fondation, en tant que discipline, d'un urbanisme professionnel et avec la liquidation définitives des utopies du 19e siècle. [...] Avec elle surgit une conception régionaliste qui commence à dépasser le cadre restreint de la ville pour aborder la notion de région comme réalité physique, économique et sociale, en laissant de côté les modèles idéaux. »

Dans ce cadre la contribution du français F. De Play (et de Proudhon et de Mistral), contemporain de Godin et son ennemi, ont contribué à développer et enrichir l'appareil théorique et idéologique de la culture régionaliste, et animer le débat de la « Question du logement » par ses propositions d'assainissement des conditions de vie des classes laborieuses grâce au propriétaire appliqué à l'ouvrier – ouvrant la voie des socio-chrétiens partisans de la maisonnée et de son jardin potager -, s'opposant ainsi aux propos de Charles Fourier et de son disciple Godin. Nous y reviendrons.

## Guise ?

Le choix d'établir le Familistère à Guise, petite ville isolée dans la campagne, a été motivé, en premier lieu, par le fait que ses ateliers y étaient déjà implantés. Mais Godin, déjà multimillionnaire, aurait très bien pu construire son complexe dans une autre ville disposant d'un accès au Chemin de fer, Guise n'étant pas desservie. Cependant, Jean Baptiste Godin ne déroge pas au modèle des company towns car Guise dispose d'un certain nombre d'infrastructures de transports récentes qui relient la région de Lille et la région parisienne : les voies navigables, le canal de Saint-Quentin et le canal de la Sambre à l'Oise. Certains historiens affirment, en outre, que la réussite de Godin tient largement au fait des avantages géographiques d'une situation propice entre les charbonnages du Nord et les ressources métallurgiques de la Lorraine : les matières premières, les ouvriers expérimentés étaient ainsi proches de l'usine de Guise.

Le développement des infrastructures de transport est un facteur essentiel de la croissance industrielle : il s'agit de diminuer de façon considérable le coût des approvisionnements en matières premières – notamment en charbon – ainsi que le coût des expéditions des produits finis. La réduction à la fois du prix et du temps de transport est donc indispensable pour pouvoir vendre à bas prix, ou pour pouvoir étendre sa clientèle au niveau national comme international. Et Godin aurait un temps, semble-t-il, regretté son choix, ayant souhaité un centre urbain plus important et mieux relié aux axes commerciaux. Mais en 1850 est inaugurée la ligne ferroviaire reliant Paris à Saint-Quentin, bientôt prolongée vers Lille, Bruxelles, et les zones minières, fortement urbanisées, du Nord. Godin décide de bâtir une succursale à Bruxelles en 1852, nœud important dans la carte des chemins de fer et des canaux, affaire commerciale autant qu'un repli possible politique, la Belgique étant une terre d'exil pour les socialistes radicaux pourchassés par la police de France. Ce n'est finalement qu'en 1875 que le chemin de fer arrive à Guise, et encore, le conseil municipal, hostile au socialiste Godin, a choisi l'emplacement de la gare le plus éloigné possible de ses usines.

## Urbaphobie

Comme la plupart des industriels de ce 19<sup>e</sup> siècle, Godin est urbaphobe, et le choix de s'établir à Guise reprend les mêmes invocations de considérer la grande ville comme lieu de débauche physique et de décadence morale. Lieu également des grandes contaminations, le choléra fait des hécatombes en Europe en 1832, en 1853-1854 notamment. Cette année, le médecin britannique John Snow découvre que la maladie est transmise par l'eau, découverte fondamentale introduisant l'urbanisme et l'architecture hygiéniques.

Mais dans le cas particulier des ateliers Godin, la charge de travail est saisonnière, le pic de production se situant en hiver, tandis que les mois printaniers et estivaux voient une baisse considérable de la production. La manufacture Godin doit ainsi recruter nombre d'ouvriers peu qualifiés lors de la période de forte activité, et les congédier l'été venu. Et la campagne environnante de Guise est ici particulièrement attrayante car en effet, les saisonniers « Godin » peuvent sans grande difficulté trouver un emploi dans les fermes pour les travaux de moissons et de récoltes qui les occupent jusqu'à la reprise de l'activité de l'usine Godin en automne. Ils alternent ainsi travail industriel et travail agricole. Ce qui n'est pas sans évoquer l'utopie agraire de Charles Fourier concernant le « travail attrayant » où les phalanstériens alternent leurs activités, alternance certes quotidienne et non pas saisonnière, imposée de fait au Familistère, choisie librement au Phalanstère.

Pour autant, Godin imagine pour les futurs Palais, bâtis par les industriels, peut-être un gouvernement socialiste, que certains puissent adopter le principe de Fourier appliqué à l'industrie et à l'agriculture :

« leur emplacement sera subordonné à la nature des ressources des divers pays, aux convenances agricoles de la contrée, combinées avec celles de l'industrie manufacturière ; de façon à faire concourir la position topographique du Palais Social à la plus grande somme des ressources possibles : l'Association de l'Agriculture et de l'Industrie rendra cette mesure nécessaire. »

Surprenant que Godin n'ait pas mis en œuvre cette nécessité, car Guise était davantage une petite ville rurale qu'un centre industriel, comportait plus de paysans habitant la contrée que d'ouvriers, tout du moins en 1859, et sa fortune pouvait lui permettre l'acquisition d'un vaste domaine agricole. Il préféra s'arrêter à la création de jardins potagers, la plantation d'un verger et d'un parc.

## Mobilité

Lewis Mumford affirmait que « le régime industriel moderne se passerait plus facilement de charbon, de fer, de vapeur que d'horloges. » Le temps est devenu une affaire commerciale avec l'apparition du chemin de fer, des vapeurs, le temps est chronométré scientifiquement autant pour augmenter la mobilité, la vitesse de transport des biens, que la productivité des travailleurs. Lors des révolutions du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, Walter Benjamin observait

« en plusieurs endroits de Paris, au même moment et sans concertation, des gens tirer sur les horloges ».

Réduire le temps de transport des fournitures importées et des marchandises exportées, cet impératif concerne également celui des personnes, dans la logique d'accroître la production par le bien-être physique des ouvriers, et d'éliminer leurs temps de transports ; c'est-à-dire, un temps souvent long fatiguant le travailleur inutilement. À Paris, après les grands travaux du baron Haussmann ayant relégué une partie des ouvriers dans les communes et faubourgs voisins, des observateurs relevaient qu'aux douze heures de travail, s'ajoutaient souvent pour l'ouvrier, une heure le matin et le soir de transport, soit par économie, soit parce que les lignes d'omnibus n'existaient pas, soit que leurs horaires ne coïncidaient pas avec celles des travailleurs. Ainsi, dans la recherche d'une productivité optimale, le complexe fabrique-habitat éliminait l'effort inutile et parfaitement contre-productif du travailleur.[3]

Mieux encore, dans le cas du Familistère, la panoplie des services et des équipements collectifs doit également soulager le temps des déplacements des habitants, comme l'expliquait Godin:

« Le Familistérien est plus libre d'avoir fait le choix de l'habitat unitaire. Plus libre parce que la proximité de tous les services et de son lieu de travail lui fait gagner un temps précieux pour son repos, ses loisirs et son développement personnel. L'épouse est plus libre parce que les corvées qui sont traditionnellement les siennes, en particulier les pénibles voyages vers l'école, le puits ou les magasins, lui sont épargnées et parce qu'elle a désormais le choix entre travailler et être mère au foyer. »

Le temps chronométré mais aussi le temps libéré cohabitent, car Godin limita celui consacré à l'usine, de 12 à 10 heures quotidiennes pour le travailleur, afin qu'il puisse disposer de temps libre consacré à la famille, à la promenade, à des travaux agricoles, et surtout aux études personnelles (lecture, suivi de cours ou de conférences...), activité indispensable à l'élévation intellectuelle et morale de l'ouvrier.

## Immobilité

Dans ce siècle où apparaît la vitesse, la mobilité des biens se conjugue avec l'immobilité des salariés, c'est-à-dire, la stabilisation d'une main-d'œuvre qualifiée, formée spécialement pour manipuler avec habileté les machines propres d'une manufacture (chacune avait ses propres procédés). La mobilité ouvrière des catégories qualifiées, par exemple, l'ouvrier expérimenté cherchant dans une autre manufacture un meilleur salaire, de meilleures conditions de travail, de logis ou bien un contremaître plus conciliant, cette mobilité était une préoccupation essentielle pour les industriels ; d'autant plus qu'était grand le danger qu'ils renseignent leurs concurrents sur leurs secrets de fabrication. Dès lors, dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, en France comme ailleurs, les plus grandes entreprises cherchèrent, concurrence oblige, à stabiliser leurs meilleurs ouvriers en leur offrant maints avantages, dont celui de l'habitat.

La philanthropie industrielle se confond intimement avec cette nécessité d'immobiliser l'ouvrier qualifié, et dans ce cadre, la construction de cités ouvrières répondait à cet impératif. Et, bien entendu, dans cette compétition effrénée, les multiples avantages sociaux accordés par

l'industriel Godin, le Palais Social, jouaient à la faveur de l'entreprise. Et afin de mieux les retenir, le Fondateur du Familistère, instaura l'ancienneté comme base de calcul pour les salaires, les primes, l'obtention d'un poste à responsabilité, etc. Les écoles du Palais accueillant les enfants des ouvriers les intéressaient, en plus de l'instruction générale, dès le plus jeune âge, aux métiers de la fonderie, et dès 14 ans, les garçons peuvent débiter un apprentissage dans les ateliers de la manufacture ; les jeunes filles sont destinées à devenir des employées du Familistère, institutrice, dame de service, etc. Chaque année, le Fondateur décerne médailles et tous les honneurs aux élèves les plus méritants, en organisant une grande cérémonie. L'on devient ainsi « Godin » de père en fils, de génération en génération, les délicats problèmes du recrutement, de la formation, de la stabilisation du personnel qualifié, sont ainsi quasi éliminés.

D'une manière générale, obtenir un logement dans une cité ouvrière se mérite. Le Familistère ne déroge pas à cette règle, notamment lorsque le nombre d'ouvriers dépassa le nombre de logements disponibles. Mais ce ne fut pas le cas des premières années et afin de les inciter à venir s'y installer, les loyers sont faibles, en outre, les habitants du Familistère disposent d'avantages non négligeables par rapport aux salariés habitant ailleurs, dont trois mutuelles leur étant exclusivement dédiées, en plus de la haute considération du Fondateur.

Il fut également, dans les premiers temps, le principal instrument de sélection, de triage et de ségrégation entre les salariés. Car en effet, pour pouvoir prétendre obtenir un avancement, un quelconque poste de responsable au sein d'un Comité, y habiter est une condition quasi obligatoire pour les employés et les ouvriers. Car c'est la meilleure preuve, selon Godin, de la dévotion d'une personne envers la communauté du Familistère, de sa volonté de s'instruire et de progresser, de s'impliquer au sein de la communauté, et avoir vécu un certain nombre d'années dans ce centre d'apprentissage de la vie collective et de l'économie sociale, est un gage d'expériences. Enfin, lorsque le Fondateur décida de léguer son empire à l'Association, en 1880, les statuts prévoient que les principaux bénéficiaires de cette transmission de capital sont les plus anciens habitants du Familistère, ceux qui engrangent à leur compte, le plus grand nombre d'années passées à vivre là.

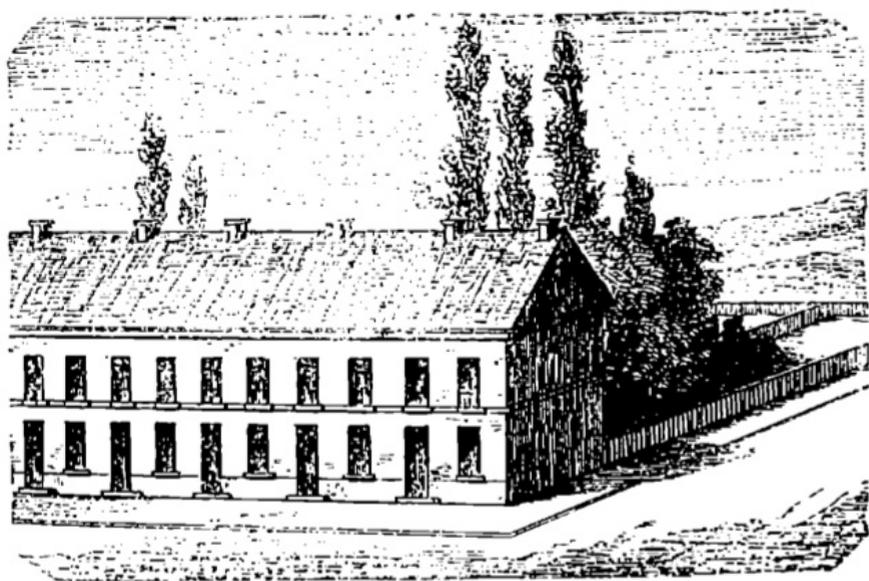


# L'ARCHITECTURE UNITAIRE

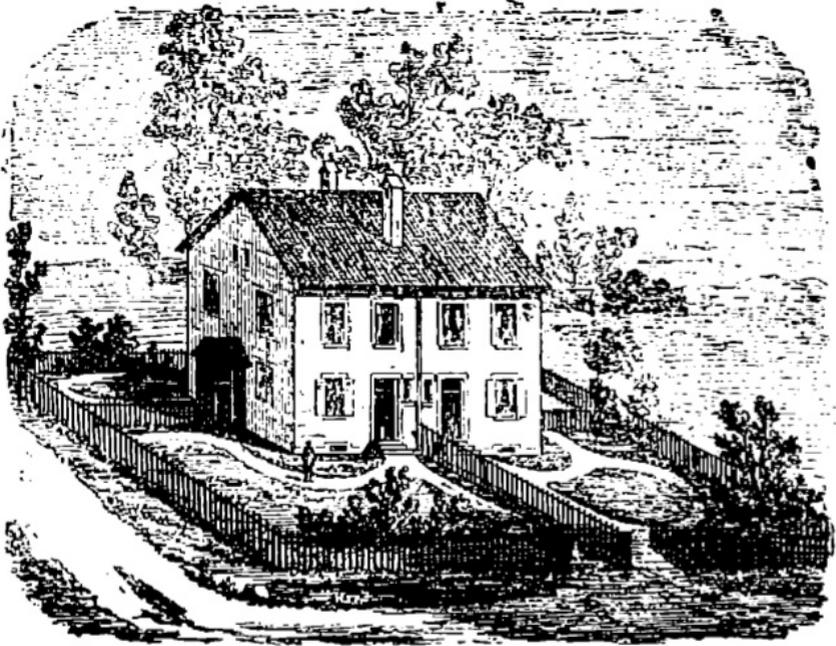
Quel est l'architecte ayant conçu le Palais social ? Sans nul doute, Jean-Baptiste André Godin, génial inventeur touche-à-tout, aidé, certainement, par l'entrepreneur des travaux et un ingénieur, mais aucun nom n'apparaît. D'ailleurs son livre **Solutions sociales** édité en 1871 présente une brillante histoire de l'architecture, des huttes d'indigènes aux immeubles de ville, avant de décrire avec précisions les caractéristiques du Palais social.

En homme d'affaires avisé, avant de se lancer dans la construction de sa ville, Godin mena une étude approfondie des modèles de cité ouvrière déjà bâties en France et à l'étranger. Il peut notamment apprécier les qualités et les défauts de la cité ouvrière construite à Mulhouse par la Société industrielle, avec la bénédiction de Napoléon III, de l'exploitation houillère du Grand Hornu, en Belgique, édifiée par son propriétaire Henri de Gorge, les corons miniers du Nord, les maisons ouvrières de la Compagnie d'Anzin. Aucune de ses cités ouvrières ne donna satisfaction à Jean Baptiste Godin qui estime,

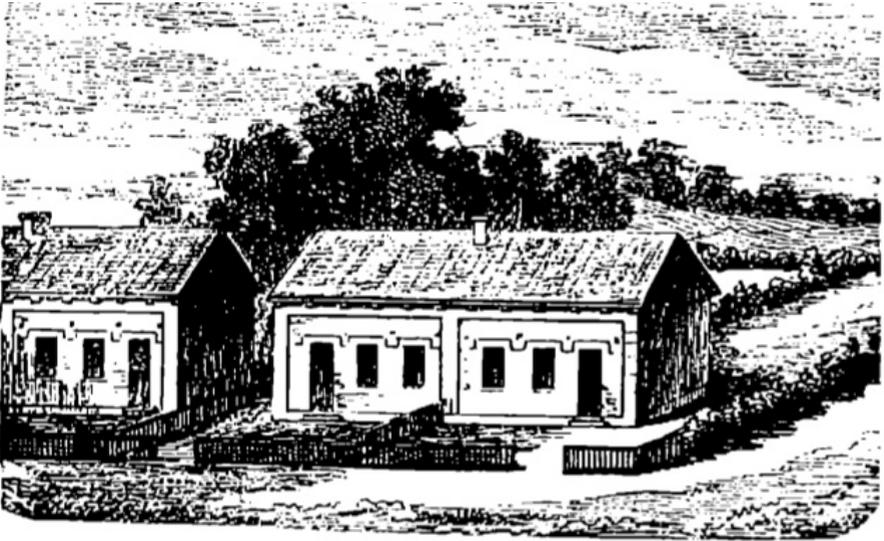
« Nous avons vu que le village du Grand-Hornu et les Corons du Nord n'ont pu servir de base à un principe d'architecture de l'habitation, remplissant les conditions nécessaires à la vie sociale. Tout en réunissant les éléments nécessaires aux plus pressants besoins des populations ouvrières, ces habitations se prêtent peu aux améliorations successives que réclame la condition des ouvriers ; elles développent, dans des proportions affaiblies, les habitudes de la ville au lieu de celles de la campagnes, mais sans permettre de pouvoir réaliser les véritables conditions du bien-être des familles et de la sociabilité des classes ouvrières. »



Maisons ouvrières du Grand-Hornu et Corons du Nord.



Maisons de Mulhouse.



Maisons ouvrières de la Compagnie d'Anzin.

Godin déplore ainsi « la pauvreté des conceptions de l'architecture domestique imaginées jusqu'ici », et le fait que « L'habitation est en effet, un des premiers éléments du bonheur de l'homme ; et, malgré cela, elle est restée jusqu'ici étrangère aux vues d'ensemble de la science, et à la plupart des progrès que les arts actuels peuvent introduire dans son édification. » ; mais comme à son habitude, il s'inspira des idées des uns et des autres, les adapta à sa philosophie, à son programme social, et aux contraintes économiques, pour formuler un projet inédit, innovant autant sur les plans d'architecture, de la technique que du social. Là encore, Godin dans un autre domaine, révolutionna l'architecture consacrée à l'habitat : il faut réformer l'architecture pour l'adapter au temps nouveau, aux évolutions sociales et,

« L'architecture de l'habitation nouvelle doit être, en conséquence, la représentation de l'Union parmi les hommes, autant comme elle a été jusqu'ici l'image de la Division qui règne parmi eux. »

« Le progrès social est solidaire de ces progrès dans le travail, et la réforme architecturale de l'Habitation doit être le couronnement par l'édification du Palais social. L'état de la société se peint dans l'habitation. On peut reconnaître par le degré de perfection qu'elle atteint, le degré de bien-être des peuples et celui de leur avancement dans la vie. La Réforme de l'Habitation, ce nouveau d'activité doit s'ouvrir à la modernité, au Capital et au Travail : Dans la première moitié de ce siècle, Capital et Travail ont créé la Grande Industrie et transformé les moyens de transport ; ils ont créé les Usines et les Chemins de fer ; il leur reste à entreprendre la Réforme Architecturale de l'Habitation. »

L'architecte autodidacte Godin ne prétend pas résoudre ou régir l'urbanisme, il s'arrête précautionneusement à l'architecture Unitaire qui correspond à l'échelle d'un quartier de ville de province, avec au centre de ses préoccupations, la sociabilité de l'habitation,

« Pour enlever les familles ouvrières aux maux qui les poursuivent dans

leur isolement, il faut s'élever à une conception supérieure de l'habitation humaine ; il faut l'union des familles et leur coopération ; il faut réunir au profit de leur collectivité les avantages qu'on ne peut créer isolément pour chacune d'elles. »

Il résume ainsi les grands principes exigés pour satisfaire son programme, la « marche à suivre :

1. Placer la famille du pauvre dans un logement commode ;
2. Entourer ce logement de toutes les ressources, et de tous les avantages dont le logement du riche est pourvu ;
3. Faire que le logement soit un lieu de tranquillité, d'agrément et de repos ;
4. Remplacer, par des institutions communes, les services que le riche retire de la domesticité. »

## Equivalents de la richesse

Des industriels britanniques, Godin reprend la nécessité d'accompagner l'habitat par une panoplie complète d'équipements et de services sociaux, de

« donner en permanence à la classe ouvrière des moyens communs de jouissance et de satisfaction que la fortune seule peut réunir. »

Il s'agit d'offrir à la collectivité les éléments de confort et de bien-être matériel jusque là réservés à l'élite sociale. C'est ce que Godin appelle « les équivalents de la richesse ». Les équipements sont donc au centre des préoccupations, en premier lieu les écoles, de la nursery à l'école élémentaire, des espaces de loisirs et de distraction dont notamment une bibliothèque contenant 6000 livres, des salons de lecture, des cabarets avec salles de billard ou de jeux, un réfectoire (abandonné car les ouvriers préféraient prendre leur repas à domicile), un théâtre faisant office de salle de réunion, des services concernant l'hygiène, dont une piscine chauffée, des équipements devant faciliter les tâches quotidiennes des femmes (buanderie, points d'eau à chaque étage, fontaine, et le premier vide-ordures, etc.), des économats regroupant épicerie, boulangerie, etc., et



Maisons d'Anvers, pour ouvriers agricoles, Exposition Universelle de 1867.

Fig. 33.



Maison danoise, Exposition Universelle de 1867.

enfin, un vaste espace extérieur composé d'un parc boisé, de grandes pelouses d'agrément, une panoplie de terrains de jeux extérieurs, de jeux d'enfants, d'un potager collectif, de potagers privés, et d'un verger, terrains bordés par l'Oise.

Et pour faire fonctionner l'ensemble, l'entretenir, nettoyer les espaces communs du Familistère, etc., des « dames de service » seront employées à ces tâches, telles les soubrettes des palais bourgeois. Ce qui était jadis réservé à l'homme bourgeois sera, à présent, offert à l'ouvrier, et, aux « classes pauvres », ce sont les « Equivalents de la Richesse », « ou, si l'on veut, des avantages analogues à ceux que la fortune s'accorde... » Et ses « Equivalents » ne doivent être individuels, mais doivent

« Remplacer, par des institutions communes, les services que le riche retire de la domesticité. »

## Mixité sociale

Godin portait un jugement sévère à propos des cités ouvrières, notamment la cité ouvrière du grand Hornu dont il vante certaines qualités, dont l'unité, mais ayant conservé « la séparation de ceux qui créent la fortune par le travail de ceux qui en jouissent par le hasard de la naissance ou de la spéculation ». Godin estime nécessaire pour favoriser l'entente pacifique Capital Travail, que l'ensemble des employés vivent dans des conditions semblables : la mixité sociale, la proximité physique entre toutes les composantes sociales doivent établir des liens de solidarité, de fraternité, entre ouvriers, employés et directeurs. A ce titre, Godin et sa compagne habiteront au Familistère.

Mais en ce milieu de 19e siècle, la mixité sociale était largement admise : l'idée de refermer sur elle-même une communauté sociale homogène, et plus particulièrement ouvrière, la trop grande séparation des classes était considérée comme un danger. L'idée maîtresse était encore celle de l'immeuble sandwich haussmannien avant que n'arrive l'ascenseur : classes aisée au 1er étage, petite bourgeoise au centre, domestique et pauvre aux étages supérieurs. Et pour les cités ouvrières composées de maisons individuelles, chaque catégorie sociale dispose d'un modèle de maison,

ouvrière, des contremaîtres, des directeurs, parfois du patron. Ici, le parc, les jardins publics, et plus particulièrement en Angleterre, font office de liant entre les différentes catégories sociales, renforcé par les activités sportives collectives – dont nombre y ont été inventé.

## Collectif contre Individuel Location contre Propriété

Au contraire des garden cities britanniques, des cités ouvrières des Corons, Godin préféra logiquement plutôt que les traditionnelles maisons ouvrières, l'habitat collectif en location. S'opposant en cela aux idées de ses confrères industriels et de Frédéric Le Play, chef de file du catholicisme social conservateur, qui, contre les idées de Fourier, présentait l'habitat individuel et le propriétaire comme les moyens de transformer l'ouvrier en petit bourgeois : « La petite propriété ne se révolte jamais » insistait-il, en soulignant les vertus moralisantes de l'accession à la propriété, et la meilleure transition qui soit entre son ancienne condition de paysan et sa nouvelle condition d'ouvrier urbain. Canaliser les aspirations ouvrières vers la propriété en les détournant de la lutte de classe constitue une politique de déprolétarianisation symbolique qui réintègre l'ouvrier disponible pour la révolution dans le cadre idéologique des classes moyennes, et, dans le cas du pavillon et du jardin ouvrier, dans le cadre économique paysan. La meilleure formule du propriétaire est sans doute celle d'Emile Cheysson, philanthrope précurseur du logement social, qui sans équivoque déclarait dans "La construction d'habitations à bon marché" (1892) :

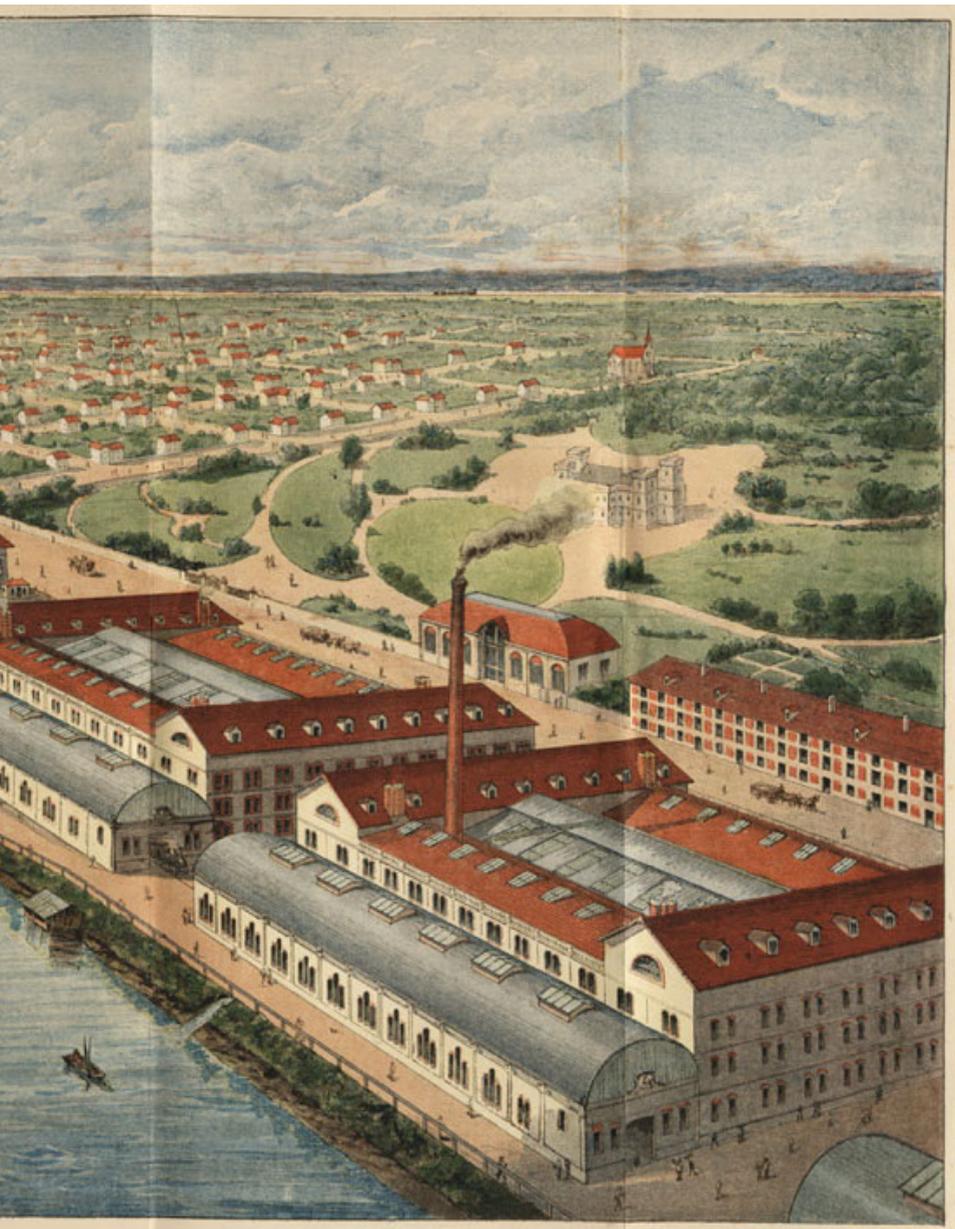
« On fait de l'ouvrier un chef de famille, vraiment digne de ce nom, c'est-à-dire moral et prévoyant, se sentant des racines et ayant autorité sur les siens. C'est bientôt sa maison qui le possède ; elle le moralise, l'assied et le transforme. »

Pour Godin, au contraire, ce ne sont que des épaves d'idées sociales :

« Lorsque le niveau intellectuel et moral est suffisamment élevé pour bien diriger les choses d'intérêt public, l'isolement des habitations devient alors non-seulement inutile, mais nuisible à la société : il



Vue générale de l'usine Menier et de la cité ouvrière  
Lithographie de Poyet, vers 1893.  
© Mairie de Noisiel



La cité ouvrière (à partir de 1874) est à l'arrière plan, composée de 66 maisons "ouvrières".

USINE DE NOISIEL — CI

Détails d'une MAISON isolée à deux lo

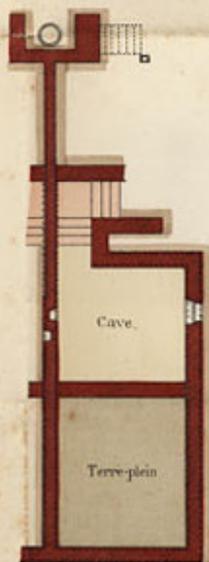
Élévation sur la Cour



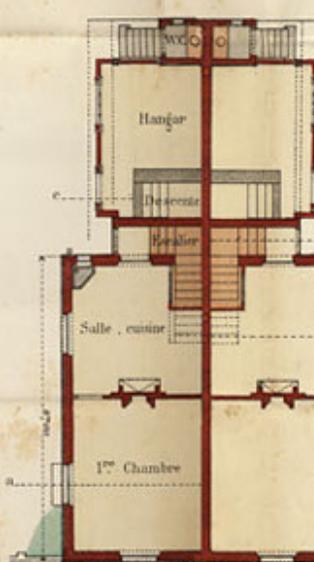
Façade sur la Rue



demi Plan du Sous-sol



Plan du Réz-de-chaus



Coupe en travers du Hangar  
sur c. d.

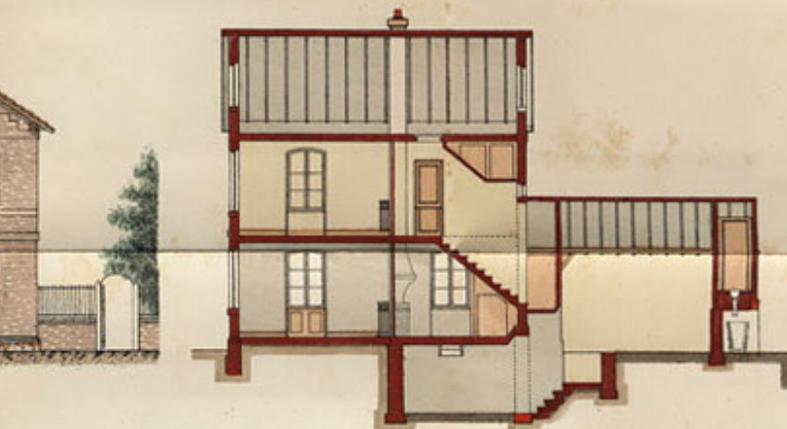


Gravé chez J. Simonet.

# TÉ OUVRIÈRE

Logements indépendants

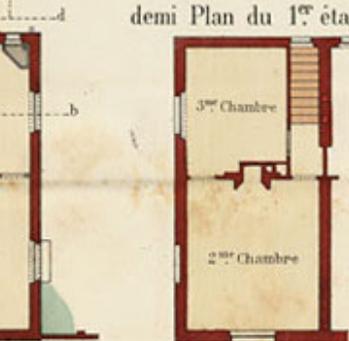
Coupe en long



Pignon du Hangar



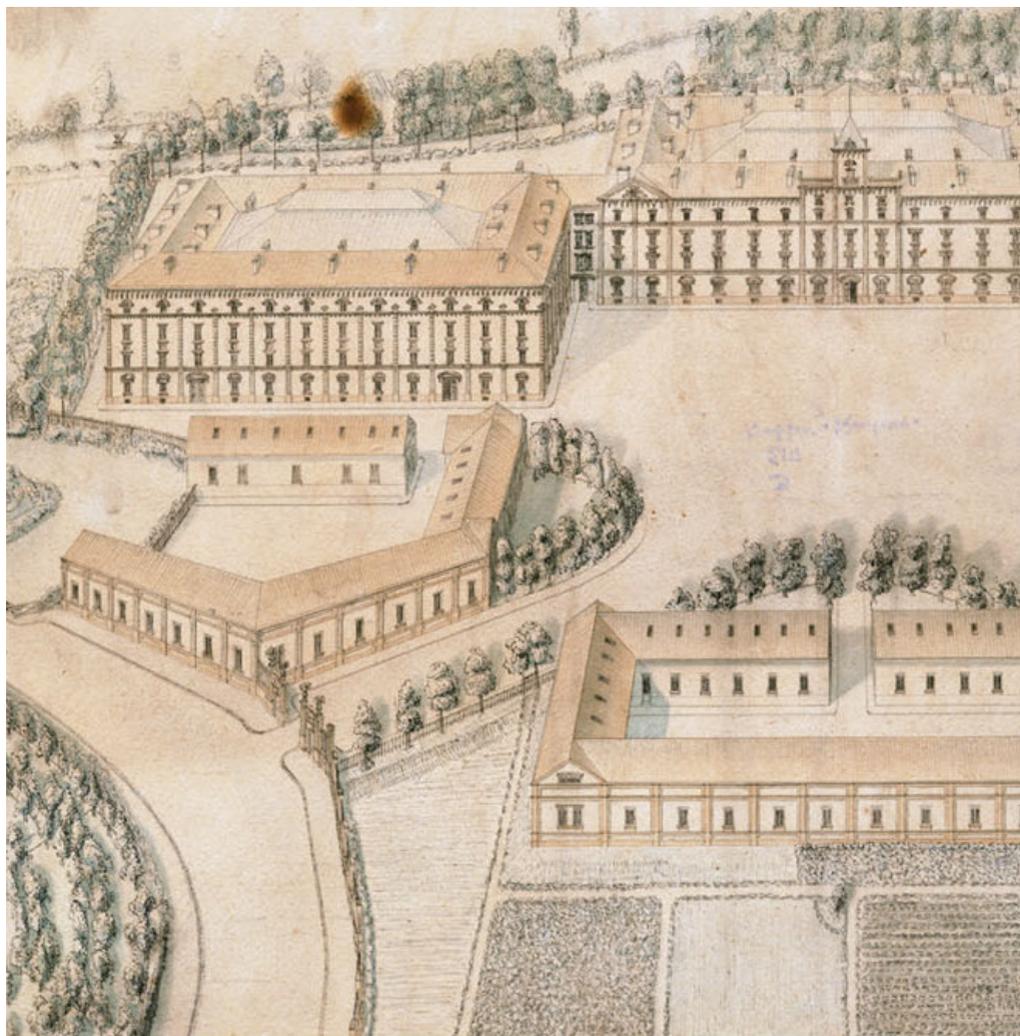
demi Plan du 1<sup>er</sup> étage



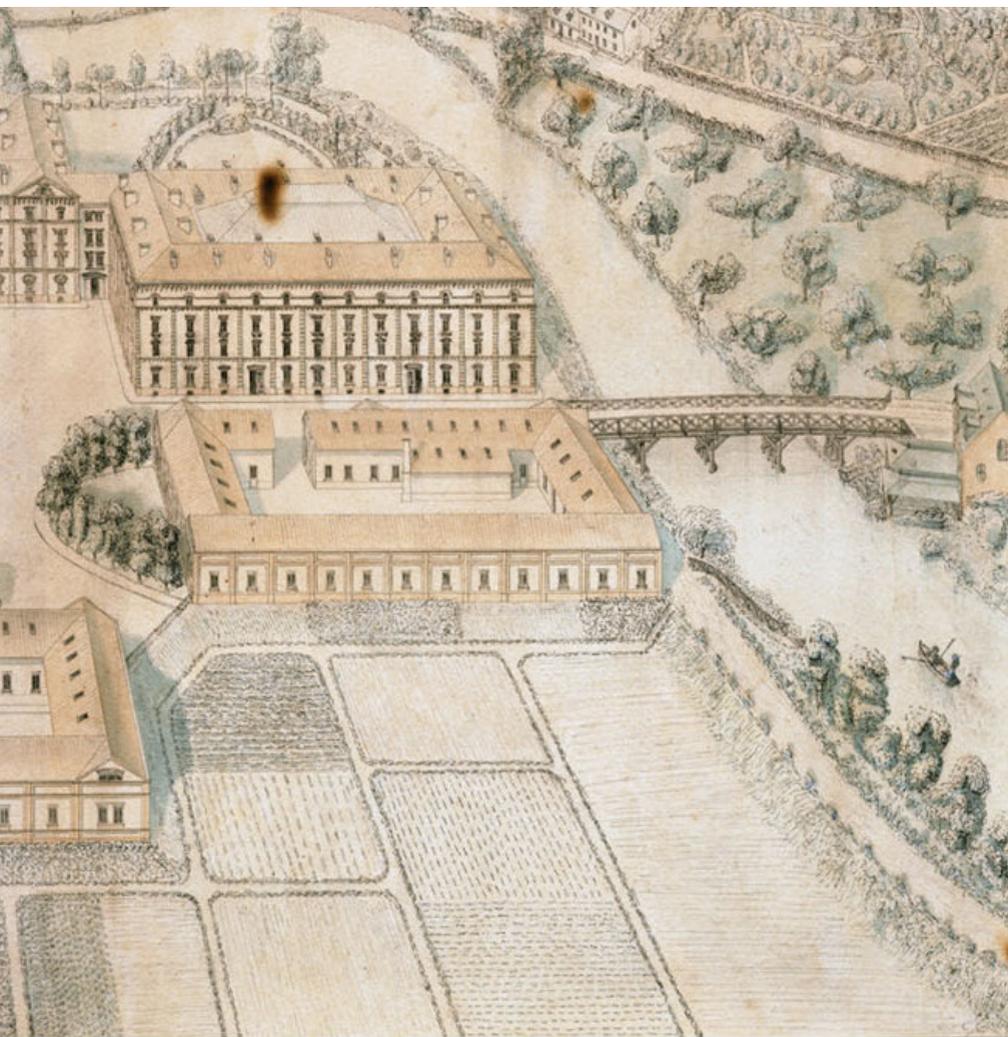
Coupe en travers du Bâtiment sur a, b.



© Mairie de Noisiel



Vue du projet du Familistère  
aquarelle anonyme, vers 1858  
© collection Familistère de Guise



constitue le plus grand obstacle au progrès des lumières et à l'organisation du bien-être. [...] L'habitation doit donc, pour répondre aux aspirations de la vie humaine, être un lieu de liberté, de calme, de paix, de tranquillité ; elle doit être entourée de tout ce qui est commode et agréable, elle doit surtout rapprocher les hommes et les unir dans une même pensée d'intérêt général. [...] L'expérience des petites maisons et des petits jardins n'est-elle pas faite depuis l'origine du Monde ? [...] Qu'en est-il résulté ? Rien, que la misère ; ces maisons ont toujours offert et offrent encore le spectacle de toutes les privations, de l'ignorance la plus profonde, et d'une manière de vivre qui est le contraire de ces rêves et de cet idéal familial que des écrivains aux bonnes intentions, sans doute, se complaisent à décrire sous des formes entraînantes pour le vulgaire, parce qu'elles flattent le préjugé et l'habitude, mais qui n'en sont pas moins dénuées de raison et de vérité. Les prôneurs des petites maisons ne remarquent pas qu'en descendant un peu, à partir de la petite maison, on voit poindre la hutte du sauvage, mais que la condition du sauvage étant impossible dans notre civilisation, c'est la hideuse misère qui en prend la place : dans les campagnes, le mendiant en haillons possède un toit et un jardin. Le mérite des petites maisons et des petits jardins n'existe donc que dans les livres des hommes qui n'ont qu'effleurer ce grave sujet. La petite maison peut avoir de l'attrait pour le Parisien qui, après avoir passé six jours de la semaine dans un bureau, ou dans le fond d'une arrière boutique avec sa famille, sera content d'aller le dimanche respirer l'air de la campagne, mais, de besoins nés dans de semblables circonstances, il ne faut pas induire des règles de réforme architecturale. »

## La cité Napoléon

La cité Napoléon III bâtie à Paris est inaugurée en 1851. La première construction de France d'importance à vocation sociale, en milieu urbain dense, composée de quatre corps de bâtiments d'habitations de quatre étages, distribués par un imposant espace commun d'escaliers, de paliers, de vide, éclairé et protégé par une verrière. Plusieurs équipements complétaient l'ensemble de 200 appartements, dont l'eau courante à chaque étage, lavoirs, bains, chauffoir, garderie d'enfants. Une

construction rendue possible grâce à l'intervention personnelle de Napoléon III, fervent défenseur des idées visant à améliorer les conditions de vie, et d'habitat, de la classe ouvrière. Cette première réalisation devait, en principe, constituer le modèle pour un programme ambitieux, mais Napoléon III fut à la fois attaqué par la classe bourgeoise, scandalisée par cette opération trop luxueuse, véritable foyer de révolte, propice à la « contamination des esprits », et situé à l'époque, aux portes de la capitale, tandis que les socialistes critiquaient d'emblée l'effet « caserne » destiné à regrouper les ouvriers pour mieux les surveiller. Les premiers concernés, les ouvriers boudèrent l'opération, malgré un prix de location inférieur au marché, jugée peu attrayante car le règlement instaurait notamment la fermeture de la grille d'entrée de la résidence à 22 heures, surveillée par un concierge. Godin peut apprécier ce type d'habitat collectif mais critique :

« Paris vit alors s'élever, au nom de l'intérêt des classes ouvrières, des constructions d'une certaine importance ; mais le régime autoritaire, servant de base et de règlement à ces fondations, leur fit décerner le nom de Casernes Ouvrières, et les fit répudier par ceux mêmes pour qui elles étaient faites. »

L'architecte Mérimée constatait ainsi en 1856, « nos ouvriers ne veulent pas aller vivre dans les maisons que l'empereur leur a fait bâtir. Ils disent qu'ils ne veulent pas être parqués. » En 1878, Émile Trélat souligne le peu d'intérêt de la classe ouvrière pour ces cités :

« C'est pour l'ouvrier un titre de véritable dignité humaine que d'avoir su dédaigner les avantages économiques qui lui étaient offerts, en gardant sa place commune dans la cité... Ce qui est acquis désormais, c'est l'inconvenance absolue de la cité caserne offerte aux ouvriers comme habitation ».

## Le « Palais des Familles »

Jean-Baptiste Godin s'inspira des conceptions de l'architecte Victor Calland, admirateur lui aussi de Fourier et protagoniste du catholicisme social naissant, ayant imaginé un Palais de Société, composé d'un ensemble de

bâtiments d'habitations collectives et d'équipements destiné à accueillir 1000 personnes, exclusivement issue de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie : rentiers, retraités, fonctionnaires, etc. Une grande résidence, une gated community conçue « non d'après les rêveries dangereuses de quelques socialistes impies, mais par l'esprit vivifiant de la doctrine chrétienne ». Ainsi pourrait-on résoudre la question sociale et empêcher les « révolutions nouvelles [qui] s'annoncent », annonce Calland en 1846. Sur ce principe, Calland et son compère Albert Lenoir, développeront plusieurs projets, dont un destiné à la classe ouvrière, un modèle pour la construction de cités populaires ; ou bien, un autre intitulé le Palais des Familles devant s'ériger à Jouarre, présenté dans une brochure (Institution des palais de famille, solution de ce grand problème : le confortable de la vie à bon marché, 1855). Le projet prévoit un édifice collectif de cinq étages comprenant 120 appartements, douze salles à manger communes, des écoles, une chapelle, un cercle, un grand salon de conversation, une bibliothèque, un salon des dames, une salle de billard, une salle de lecture et un divan fumoir, une salle pouvant servir pour les bals, les concerts et les spectacles, et une vaste galerie vitrée au centre de l'édifice pour les promenades à l'abri des intempéries. L'ensemble implanté dans un cadre verdoyant, est alimenté par des sources d'eau pure, bénéficie d'un air sain, et offre des points de vue enchanteurs sur le paysage. Cette « société de copropriétaires » répondait surtout à un but social de « faire passer de l'état d'isolement et d'antagonisme à celui de rapprochement, de solidarité et d'association ». Comme le revendique en effet Calland, dans des termes qui marqueront encore bien des générations de ses confrères portés par un tel idéal : « l'architecte a une mission sociale qui entraîne avec elle toute une réforme de la vie domestique et des rapports de sociabilité. » L'idée que « la vie individuelle et la vie commune soient toujours distinctes sans être divisées, et unies sans être confondues » passe par des formes de « communauté sociétaire », de « cercle de société parfaitement homogène ».

Jean-Baptiste André Godin prend contact en 1857 avec les architectes, mais les trop grandes divergences politiques, semble-t-il, empêchent toute entente cordiale. Cependant Calland affirmait que le Palais social s'inspirait largement des plans du modèle qu'ils avaient élaboré, et communiqué au Fondateur du Familistère. Il est vrai que les analogies sont plus que nombreuses, y compris le nom.

## Le Palais ?

Le plan d'ensemble des cinq corps de bâtiment, bâtis entre 1859 et 1883 évoque le château de Versailles, et le phalanstère imaginé par Charles Fourier. Ce n'est pas un hasard, la symbolique du « Palais » est ainsi évoquée par Godin :

« Car on conçoit que si les châteaux ont pu seuls réunir, et à grands frais, pour l'usage de quelques privilégiés de la fortune, les ressources nécessaires à la famille, on ne peut songer à donner ces ressources à tous les hommes par les mêmes moyens ; on ne peut faire un château pour chaque ouvrier : il faut donc, pour une Equitable Répartition du bien-être, créer le Palais dans lequel chaque famille et chaque individu trouveront ces ressources et ses avantages, réunis au profit de la collectivité. »

Le caractère grandiose de l'édifice est expliqué ainsi par Godin comme une forme architectural supérieure, qui serait aux petites maisons ce que la grande usine est au petit atelier ;

« c'est l'organisation, sur une vaste échelle, de tous les avantages domestiques, de toutes les commodités, de tous les plaisirs, et de tous les agréments nécessaires aux délassements honnêtes de la famille... »  
« Voilà pourquoi le FAMILISTÈRE a été fondé. Ne pouvant faire un Palais de la chaumière ou du galetas de chaque famille ouvrière, nous avons voulu mettre la demeure de l'Ouvrier dans un Palais ; le Familistère, en effet, n'est pas autre chose, c'est le Palais du Travail, c'est le PALAIS SOCIAL de l'avenir. »

La morphologie des premières constructions reprend le principe de Victor Calland : les bâtiments de quatre étages sont éventrés et dilatés par une vaste cour centrale recouverte d'une verrière, Godin ajoute des coursives à chaque étage distribuant les appartements. Ce ne sera pas le cas avec les derniers bâtiments de 1882-1883, dont l'un dispose d'une cour à ciel ouvert qui accueille un jardin, et l'autre, plus classique abandonne la cour intérieure pour n'être qu'une simple « barre ».



VUE PERSPECTIVE DU

Institution des palais de famille, solution de ce grand problème : le confortable de la vie à bon marché pour tous. 2e édition.  
Auteurs : Lenoir, Albert et Calland, Victor



PALAIS BEAU-SITE.

## Faibles Loyers

Les appartements étaient proposés uniquement à la location, et le fondateur du Familistère exigea des loyers les plus bas :

« En comparant les prix de location du Familistère avec ceux des logements de beaucoup d'autres endroits manufacturiers, on reconnâtra que ces prix sont inférieurs presque de moitié à ceux que paient ordinairement les ouvriers, pour des logements un peu convenables. »

## Coopératives

Dans le même ordre d'idée, les services commerciaux proposés aux habitants, le restaurant, les cafés, boucherie, charcuterie, vente de légumes, mobilier, combustibles, etc., « ont à peine jusqu'ici donné des bénéfices » affirmait Godin, du fait, notamment, des bas prix pratiqués afin de satisfaire « d'abord, le désir de rendre la vie facile et peu chère à l'ouvrier ».

Les magasins collectifs, les « économats » ont pour rôle de réduire le prix des denrées alimentaires, des vêtements, du mobilier, des combustibles, etc., tous les produits rendant autonome la cité, achetés en gros – on élimine les intermédiaires - et revendus à bas prix, et nous l'avons évoqué, de réduire aussi, le temps de trajet inutile et contre-productif des habitants entre appartement et services, équipements.

Les commerçants de Guise n'aimeront pas du tout ces magasins patronaux – ce ne sont pas, en fait, des coopératives ouvrières, le capital appartenant au Fondateur, puis à la Société du familistère – car non seulement les prix défient toute concurrence, mais en plus ils sont ouverts à tout le monde, salariés Godin ou non. Évidemment, les habitants de Guise, notamment les ouvriers, délaisseront les vieux commerces de la ville pour s'approvisionner dans les économats du Familistère.

## Les logements

Les principes pour la conception des bâtiments et des appartements répondent aux préoccupations hygiénistes et à la notion en vogue d'architecture sociale, sociétaire pour Charles Fourier, unitaire pour Godin, que définissait ainsi l'architecte Jules Gay : « l'application matérielle de la science sociale à l'habitation des hommes ». Car la « question du logement » au centre des propos des milieux réformateur et philanthropique de l'époque est indissociable de la « question sociale ».

L'architecture hygiéniste conçue par des architectes d'après les recommandations des médecins de l'époque imposait pour les habitations l'eau courante, la lumière et l'air sain, c'est-à-dire la ventilation naturelle des pièces. Dispositifs obligatoires pour combattre les fléaux de l'époque, la tuberculose et le choléra (et les maladies vénériennes) qui chacun faisaient des hécatombes. Le Familistère a été conçu ainsi pour offrir une excellente salubrité de l'air par un système de ventilation permanente, des caves, des appartements et des greniers. La nécessité de prodiguer généreusement la lumière, pour des questions d'hygiène mais aussi d'économie d'éclairage, a certainement déterminé la conception générale des bâtiments évidés par une cour intérieure couverte d'une verrière. Mais l'idée maîtresse fut de planter cet ensemble bâti dans un environnement naturel, isolé de la ville pour se prémunir des contagions, et pour profiter du bon air sain, et rien ne porte ombrage aux bâtiments, outre les arbres. Le parc, les grands pelouses, les potagers et le verger, la proximité de l'Oise, contribuaient ainsi à la salubrité de l'édifice, et à l'hygiène des habitants par la panoplie complète d'équipements consacrés aux loisirs et aux activités extérieures. Trois types d'habitat composent l'ensemble :

- . Les appartements modulables pour les familles ;
- . Les chambres situées dans les mansardes pour loger les célibataires, notamment les jeunes hommes en apprentissage, ou les visiteurs.
- . Le dortoir, dont on sait peu de choses, destiné aux travailleurs célibataires, peut-être les saisonniers et intérimaires.
- . Plus tardivement, la société est propriétaire de quelques maisons à Guise, qu'elle loue.

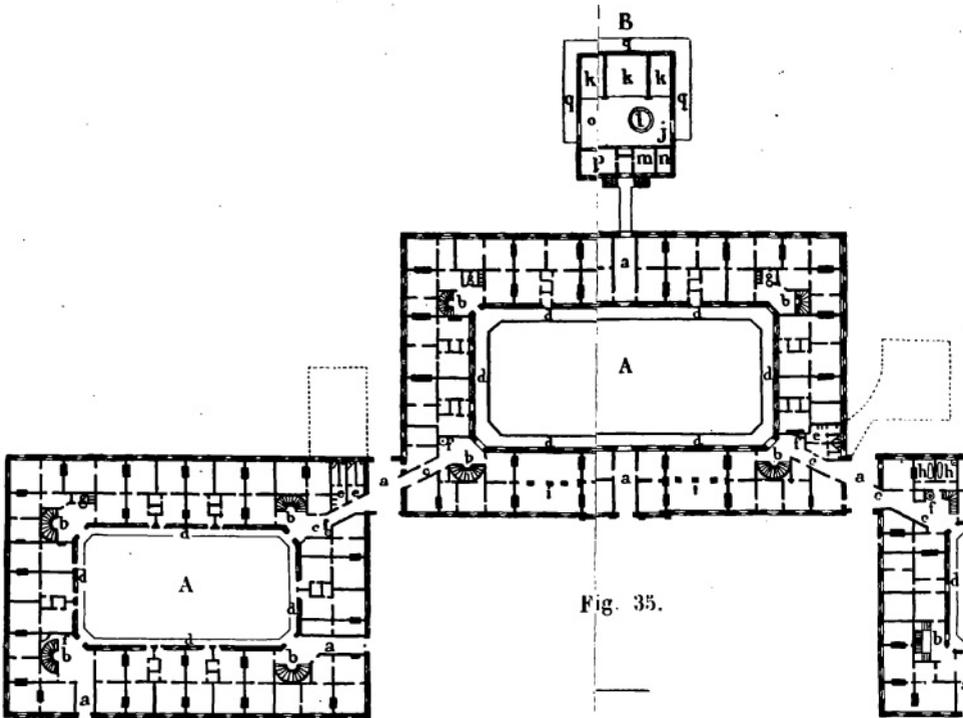


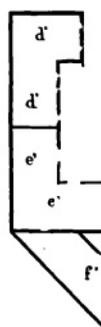
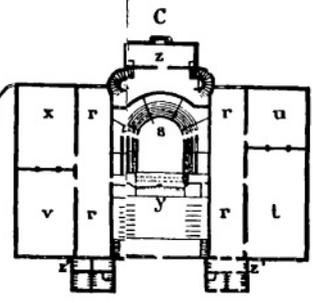
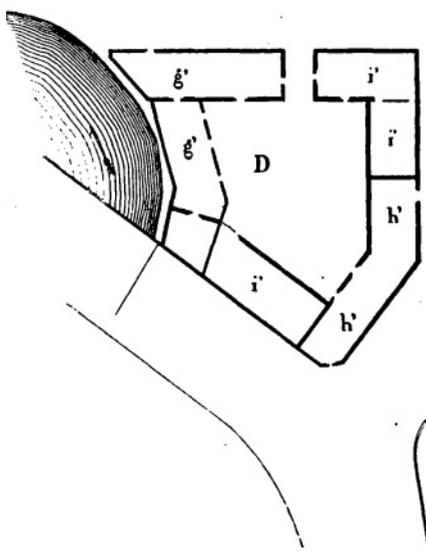
Fig. 35.

PLAN GÉNÉRAL

DU

FAMILISTÈRE

Echelle de 1 millimètre par mètre.

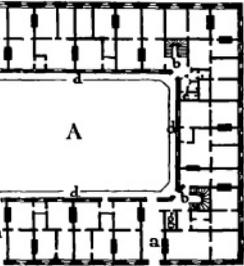


## III

## VUE ET PLAN D'ENSEMBLE

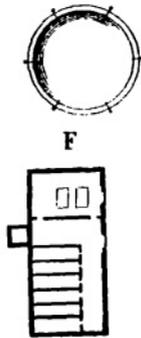
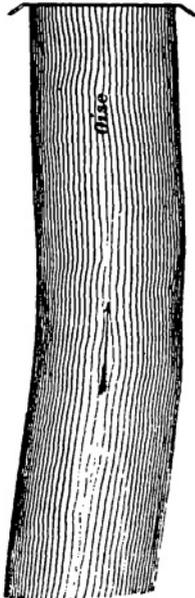
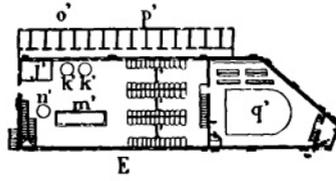
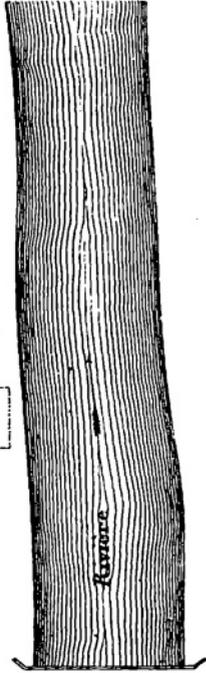
## LÉGENDE DU PLAN GÉNÉRAL, FIG. 35

## A. COURS INTÉRIEURES DU PALAIS.

- 
- a.* Entrées, sorties et passages au rez-de-chaussée.  
*b.* Escaliers s'élevant des caves aux greniers.  
*c.* Passages à tous les étages.  
*d.* Galeries de circulation générale, communiquant avec les escaliers et les passages à tous les étages, et embrassant le pourtour des cours intérieures, pour servir de voies de communication entre les logements.  
*e.* Cabinets d'aisances et tuyaux de descente des eaux ménagères, à tous les étages : les traits ponctués indiquent l'emplacement des fosses hors du bâtiment.  
*f.* Fontaines à tous les étages.  
*g.* Trappes aux balayures.  
*h.* Salles de bains et de douches.  
*i.* Magasins et débits d'approvisionnements; épicerie, vins, liqueurs, mercerie, étoffes, chaussures, vêtements, etc.

## B. SALLES DE LA BASSE-ENFANCE.

- 
- j.* Nourricerie.  
*k.* Salles aux berceaux et lits des bonnes,  
*l.* Promenade des enfants au berceau, de 0 à 2 ans.  
*m.* Office.  
*n.* Cabinets d'aisances des enfants et des bonnes.  
*o.* Pouponnat. Promenoir et salle des premiers exercices gymnastiques des enfants de 2 à 4 ans.  
*p.* Salle de repos et des premières leçons pour les enfants de 4 ans.



*q.* Promenoir extérieur couvert, communiquant aux pelouses du jardin.

**C. SALLES D'ÉDUCATION ET D'INSTRUCTION GÉNÉRALES.**

*r.* Préaux et cours d'entrées des écoles, voies de communication avec la salle des conférences.

*s.* Salle de réunion générale de l'enfance, des conférences, et du théâtre.

*t.* Bambinat ou asile. Salles des enfants de 4 à 6 ans.

*u.* École de troisième classe. Enfants de 6 à 8 ans.

*v.* École de deuxième classe. Garçons et filles de 8 à 10 ans.

*x.* École de première classe. Garçons et filles de 10 ans et au-dessus.

*y.* Scène du théâtre.

*z.* Vestibule au rez-de-chaussée; foyer du théâtre et salle des conseils et de l'orchestre au premier étage.

*z'*. Cabinets d'aisances.

**D. COURS DES BATIMENTS D'INDUSTRIE DOMESTIQUE.**

*a'*. Boucherie et charcuterie.

*b'*. Cuisine alimentaire.

*c'*. Restaurant.

*d'*. Débits de boissons et salles de jeu.

*e'*. Remises.

*f'*. Écuries, étables, porcheries, et basses-cours.

*g'*. Boulangerie.

*h'*. Café, casino.

*i'*. Ateliers divers.

**E. BUANDERIES, LAVOIRS ET BAINS.**

*j'*. Bureau.

*k'*. Buanderie.

*l'*. Baquets de lavage.

*m'*. Bassin de rinçage.

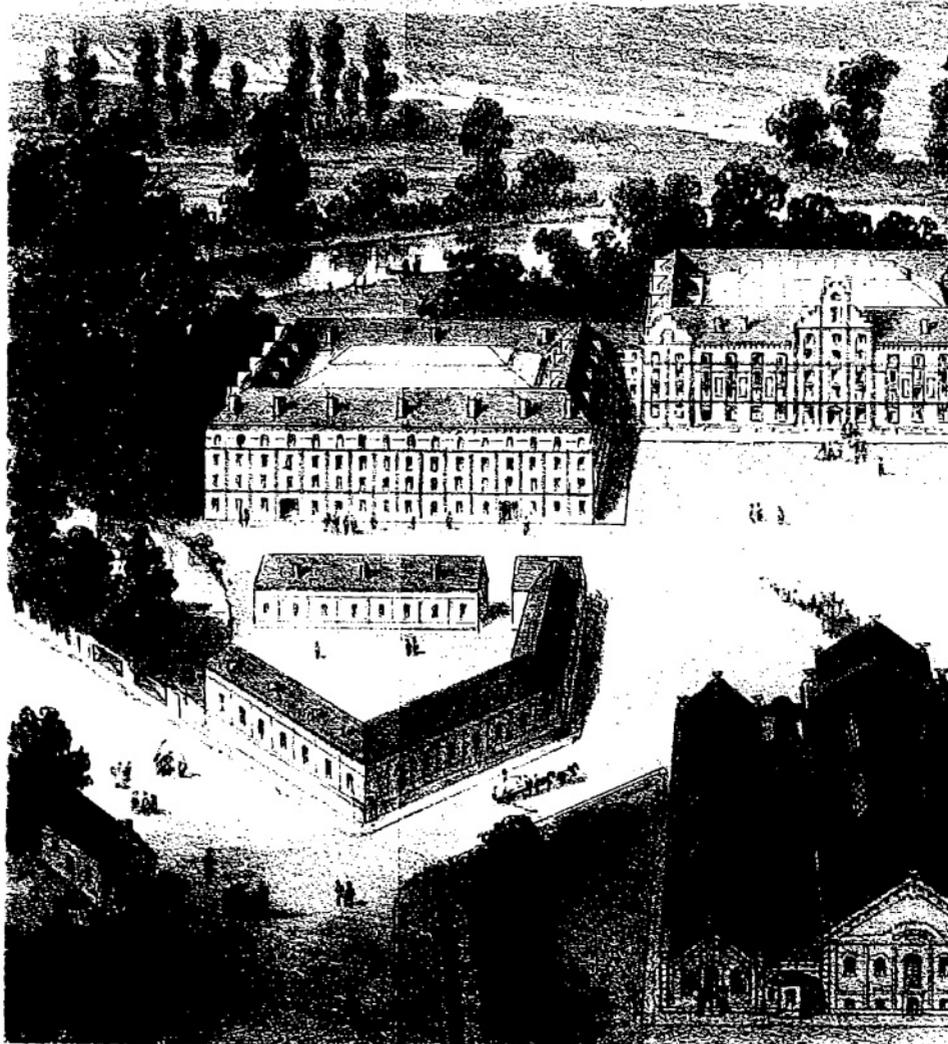
*n'*. Essoreuse.

*o'*. Cabinets de bains.

*p'*. Cabinets particuliers de lavage.

*q'*. Piscine.

**F. USINE A GAZ.**



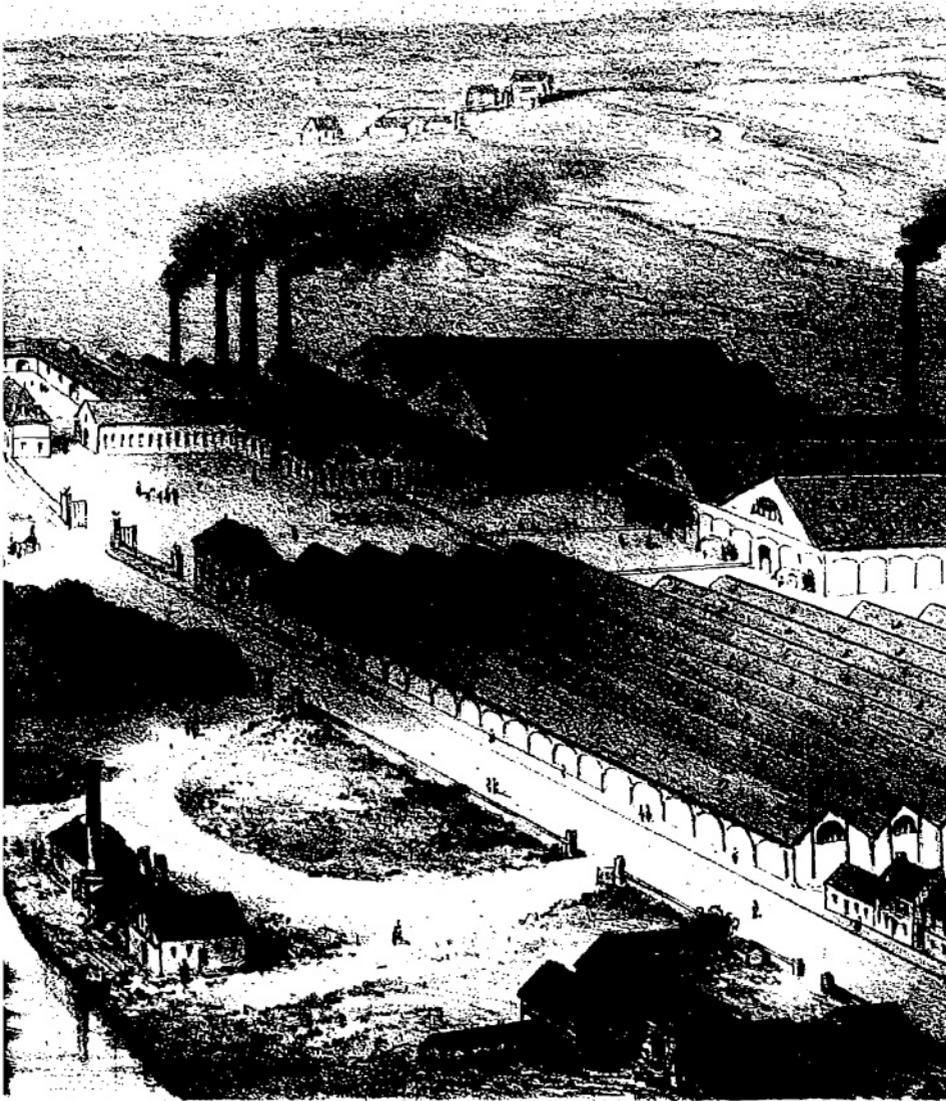
*Boulangerie*      *Écoles*      *Théâtre*  
*Ateliers, divers Cafés.*      *Billard.* La nourricerie est derrière le Pavillon

# PALAIS SOCIAL



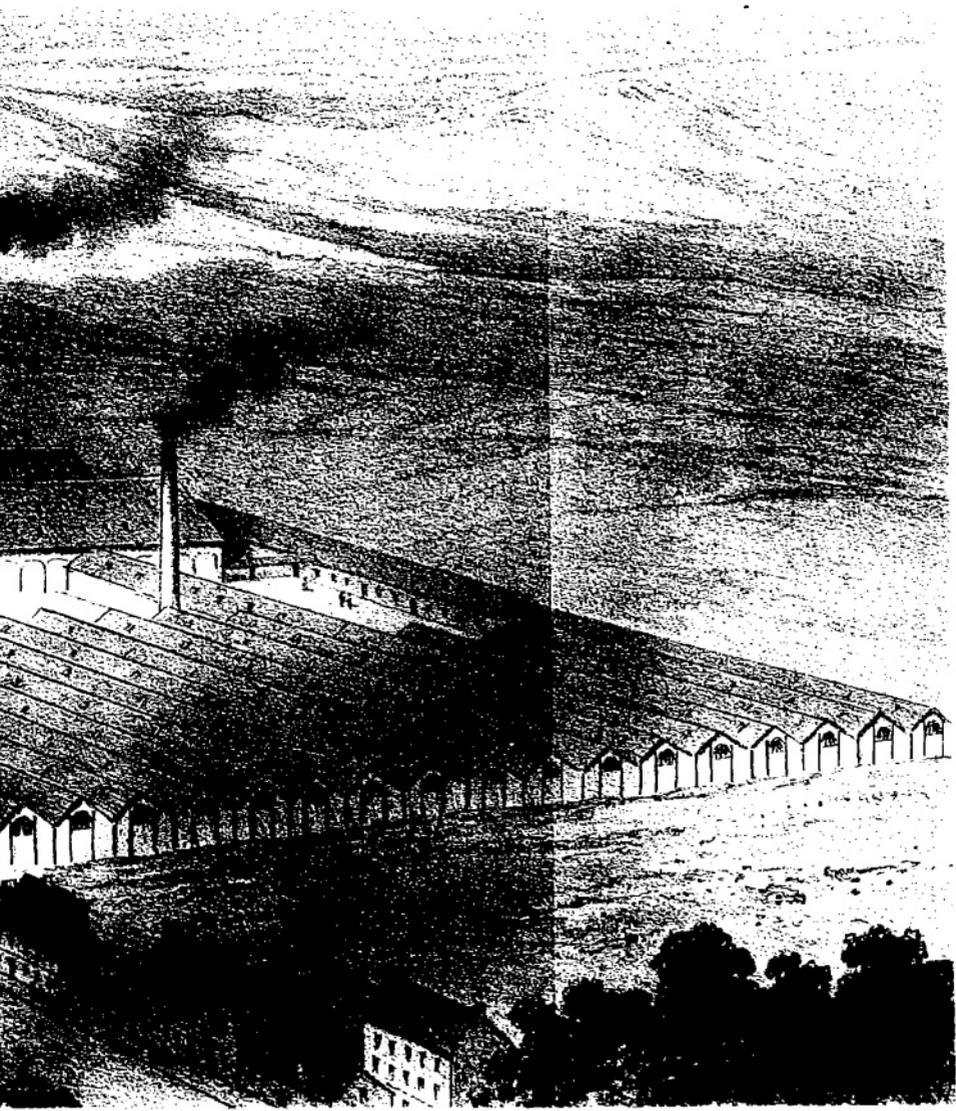
*Ecoles. Débits. Restaurant. Boucherie. Bains et  
Hoy central du Palais. Ecuries. Remises. Basses-Cours.*

# MANUFACTURE



*Magasins . Bureaux . Dessin . Sculpture . Mécanique . Emaillage .  
Baromètre . Magasins .*

Fig. 34.



*Fonderies :  
Ajustage et Montage.*

*Ebarbage.  
Menuiserie. Fonderies.*

*Exp. Universelle & 2<sup>e</sup> Paris*

Rappelons ici que les conditions d'habitat des classes ouvrières et laborieuses étaient en ce milieu du 19e siècle, abominables, y compris pour les constructions nouvelles urbaines ou rurales car nous sommes à l'époque de l'impôt sur les portes et fenêtres, impôt abrogé en 1926, douze ans après l'instauration de l'impôt sur le revenu. Les conséquences explique Godin dans ses Solutions sociales qu'en France, la plus grande majorité des maisons rurales, chaumières dispose seulement d'une porte et d'une unique fenêtre.

Les appartements sont lumineux, spacieux, et aérés ; tous, à l'exception de ceux situés aux angles, sont traversants et disposent en principe d'une pièce ouvrant sur la cour intérieure vitrée et d'une autre sur l'extérieur. Dans un souci d'équité, la hauteur sous-plafond et les fenêtres du rez-de-chaussée sont plus grandes que celles des étages supérieurs, la luminosité devait être strictement égale pour chaque appartement ! L'attribution des appartements s'effectue, dans les premiers temps, en fonction du nombre de personnes qui composent la famille, deux pièces pour un couple, puis généralement une pièce supplémentaire pour un ou deux enfants. Une pièce supplémentaire est attribuée à la naissance d'un enfant, où l'on échange les appartements lors du départ d'un membre de la famille (mariage, décès, etc.). De même, les cloisons de séparation peuvent être percée pour réunir deux logements. Il est ainsi rare qu'un couple, par exemple, vive dans un appartement de plusieurs pièces (outre les sept pièces de l'appartement de Godin et de sa compagne), et les appartements sur-peuplés n'existent pas, du moins dans les premiers temps.

Chaque appartement dispose d'un coin cuisine équipé d'un poêle Godin assurant également le chauffage, l'éclairage des pièces se fait par des becs à gaz. Mais l'eau potable n'est pas distribuée par appartement mais par étage, où sont disposés des fontaines d'eau, la « corvée d'eau » ne disparaît pas complètement, y compris pour l'eau souillée. À chaque étage des cabinets de toilette ont été prévu. Les ordures ménagères, ces nids à mauvais microbes, ont obtenu toute l'attention de l'inventeur : chaque appartement dispose d'une « trappe à balayures », le premier vide-ordures conçu par Godin. Les habitants sont responsables de la propreté de leurs appartements mais l'entretien des espaces communs est assuré par un personnel salarié par l'entreprise – les dames de service -, le plus souvent,

les épouses ou jeunes filles des ouvriers et des employés ; c'est là, un « équivalent de la richesse ».

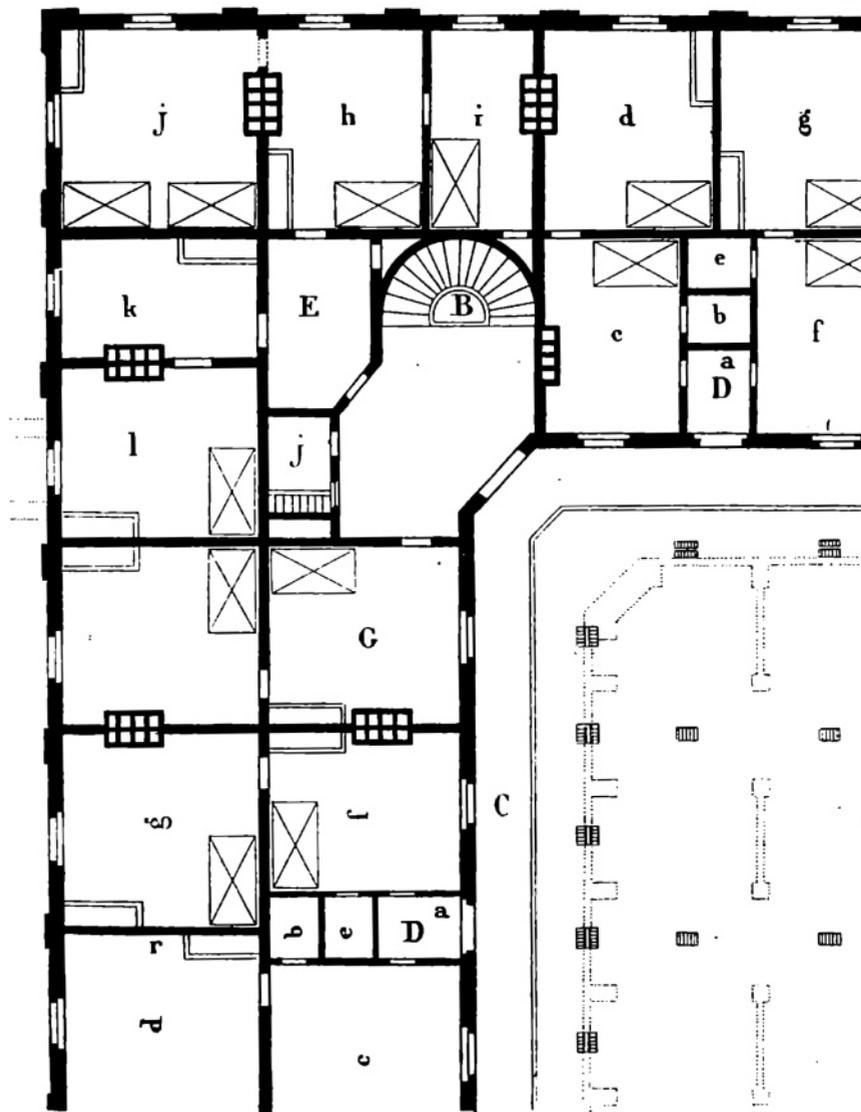
L'hygiène du corps est une préoccupation majeure, car les Français-es d'alors, n'étaient guère convaincu des bienfaits de la toilette, tout du moins ceux et celles des catégories sociales défavorisées et paysannes, assuraient les médecins « sociaux » de l'époque. Il en était de même pour les vêtements, rarement lavés ; et ce, jusque dans l'enceinte même du Familistère, malgré les équipements mis à disposition et les nombreuses incitations du Fondateur qui avertissait les plus malpropres, dans la :

*La Gazette du Familistère - 21 août 1865*

*Pour le bien, pour l'union et pour le bonheur des habitants du Familistère, j'ai l'honneur de leur rappeler que la propreté est une des vertus que l'on doit commencer par y pratiquer. Dans quelques logements il est des mères de famille qui sont trop peu préoccupées du soin de leur ménage et de leur intérieur. De pauvres petits enfants sont couchés dans de sales langes placés à terre, dans une boîte comme de petits chiens. D'autres femmes ne lavent pas leur linge et ont des lits où foisonne la vermine ; d'autres ont toujours leur maison en désordre ou sans arrangement. Des mères ont la paresse de ne pas mettre de boutonnères aux habits de leurs enfants ; elle[s] préfèrent coudre tous les matins leurs vêtements après eux ou les lier avec des cordes ou des ficelles, de sorte que les pauvres petits font leurs ordures dans leurs pantalons par impossibilité de se déboutonner.*

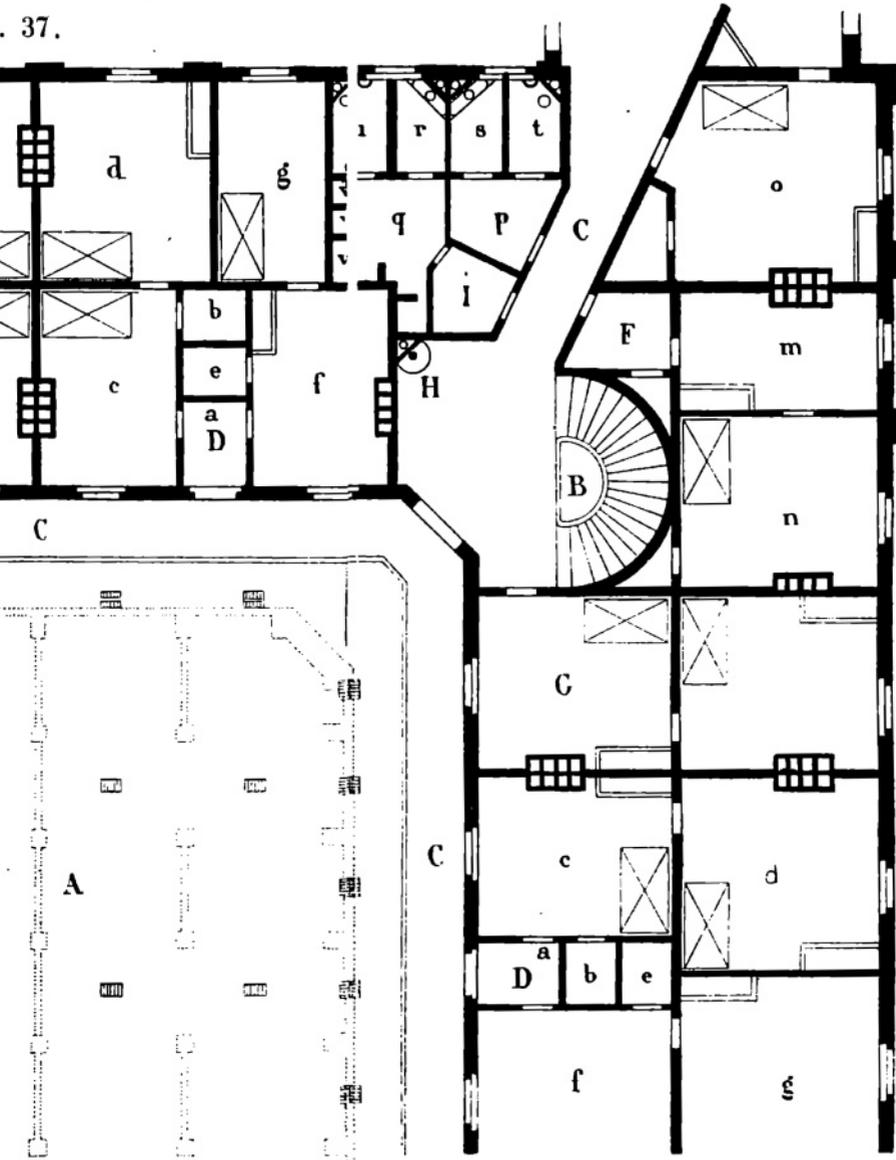
*Des femmes sont malpropres sur elles-mêmes comme le sont leurs maris et leurs enfants. Des enfants viennent avec des poux dans leurs chemises à la classe, malgré la prière officieuse que personnellement j'ai fait à leur mère : les chiens tuent leur vermine, ces femmes là ne tuent pas leurs poux. Les femmes malpropres qui oublient le soin de leurs familles et de leurs logements ne doivent pas venir demeurer au Familistère. Les femmes malpropres qui demeurent au Familistère et qui ne veulent pas acquérir les vertus qui font la femme digne devant Dieu et devant les hommes, doivent quitter le Familistère.*

*Je ne dis aujourd'hui le nom d'aucune d'elles, mais celles qui continueront*



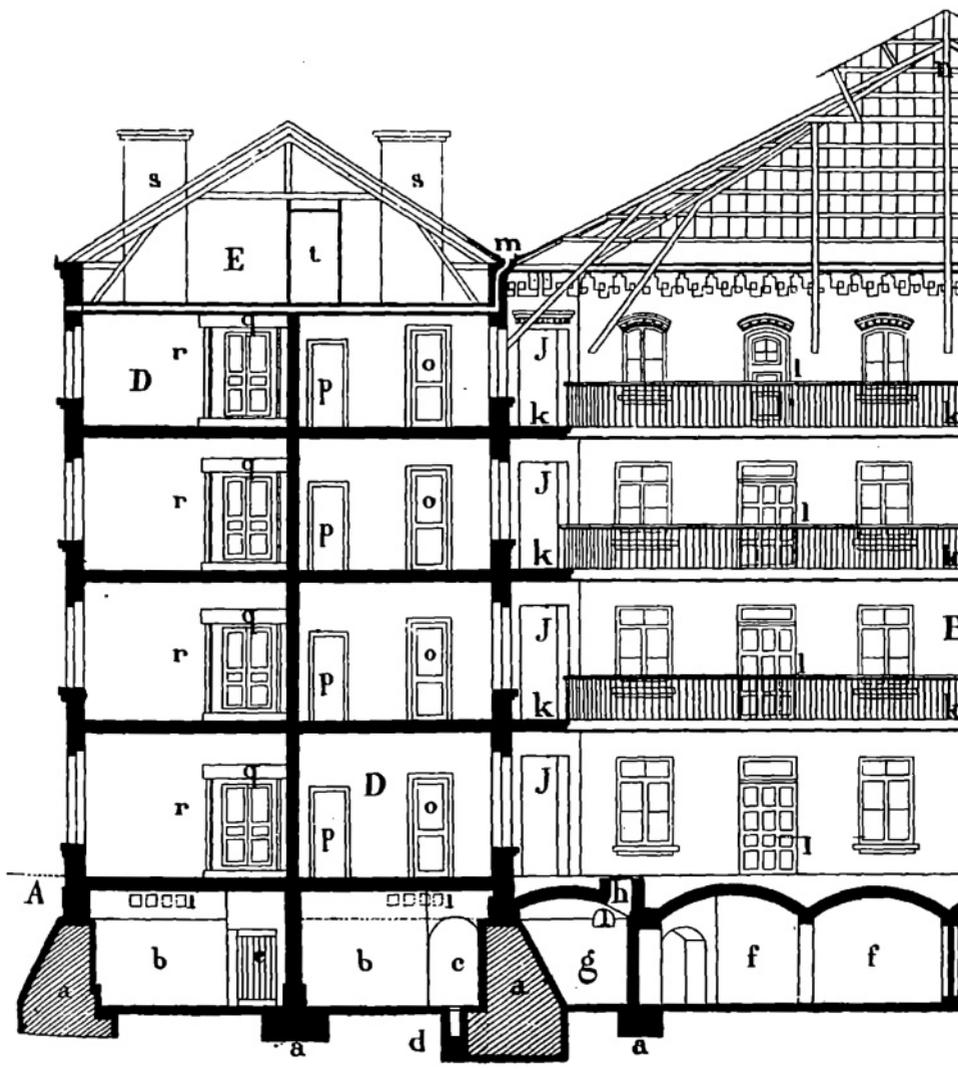
Plan des logements et des communs

Échelle de 5 mill



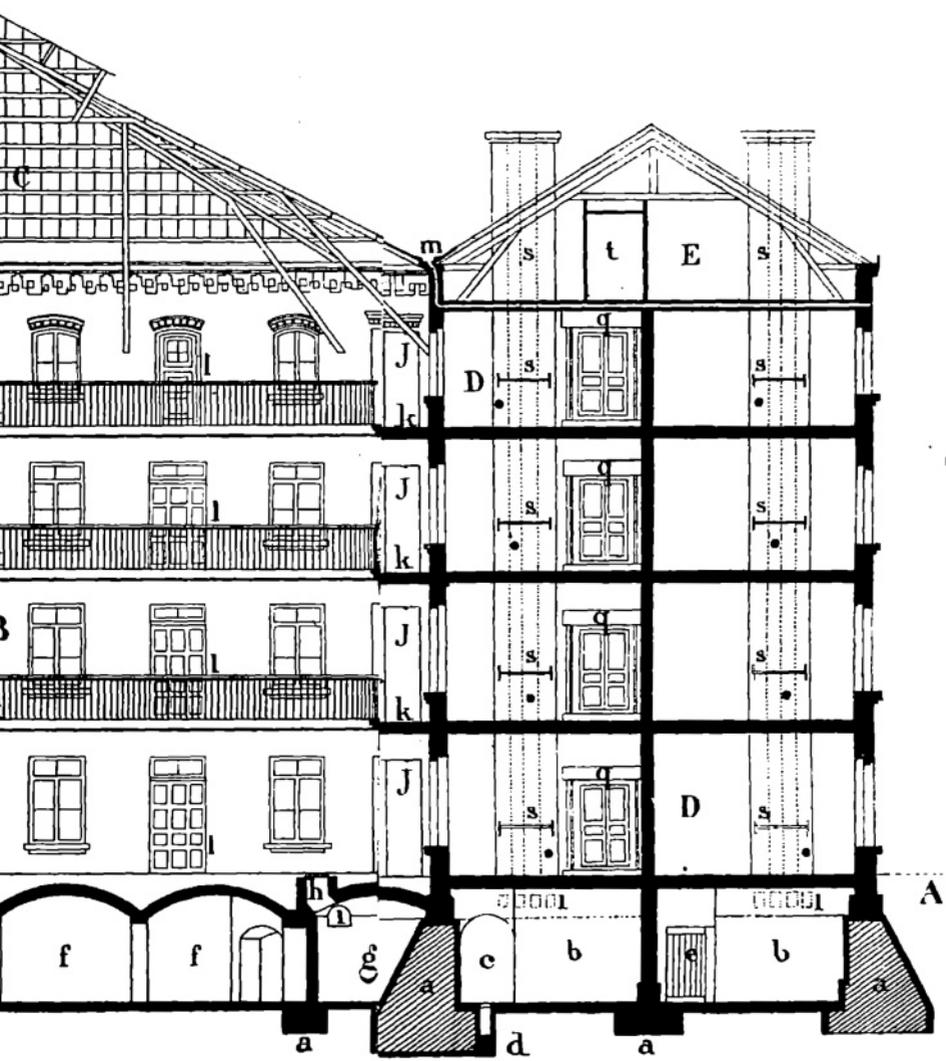
de la partie centrale du Familistère.

millimètres par mètre.



Coupe transversale de la p

Échelle de 5 m



partie centrale du Familistère.

millimètres par mètre.

*Solutions Sociales, page 446.*



Le Familistère de Guise  
Photographie anonyme  
1886  
© Familistère de Guise





Le Familistère de Guise  
Photographie anonyme  
1886  
© Familistère de Guise





Le Familistère de Guise  
Photographie anonyme  
1865  
© Familistère de Guise



*par paresse à rester dans la malpropreté et dans la vermine, verront leur nom affiché avec le congé qui les déclarera indignes de rester au Familistère. Dieu réservera ses bénédictions pour les dames qui font leur gloire de bien soigner leur maison, leur linge, leur mari et leurs enfants, et le Familistère les honorera. Que les maris des femmes oublieuses soient bons et indulgents, et qu'ils cherchent par leur exemple à amener leurs femmes dans la voie d'une conduite honorable.*

*Signé Godin*

Il était interdit dans les appartements d'y laver son linge et de le faire sécher, y compris sur les balcons, afin d'éviter de rendre humide les pièces et de corrompre l'air sain. Aussi les ménagères disposent-elles d'une vaste buanderie collective moderne, équipée d'une batterie d'appareils nécessaires au nettoyage du linge, et d'un aussi grand séchoir. À proximité,



Logement du Familistère de Laeken  
photographie anonyme  
1898

© collection Familistère de Guise

des douches communes ont été installées afin que l'ouvrier au sortir de l'usine puisse se laver confortablement, l'eau chaude provenant des ateliers de la fonderie. Et une piscine, de taille modeste, est disponible, davantage utilisée par les enfants.

L'on trouve, dans les archives Godin qui n'ont pas disparu lors de la première guerre mondiale, une série d'avis à la population, placardés sur les panneaux d'affichage du Familistère, qui nous renseignent sur la vie quotidienne qui s'y déroulait, et des difficultés rencontrées par le Fondateur, qui en signa un grand nombre.

### **Avis**

*Il est rappelé aux personnes habitant le Familistère et particulièrement à celles nouvellement arrivées qu'il est contraire aux usages du Familistère de laisser sortir les enfants pieds nus et encore moins sans être vêtus ; il est donc nécessaire qu'elles se conforment à ces habitudes de décence et de propreté si elles veulent rester au Familistère.*

*Guise le 19 Août 1867*

### **Avis**

*Il est rappelé aux habitants du Familistère et notamment à ceux demeurant sur les façades du levant et du couchant ainsi que sur le derrière, qui jettent par leurs fenêtres assiettes et pots cassés en même temps que des détritux de leurs repas qu'on ne doit jeter aucun objet par les fenêtres. Les cabinets aux ordures sont destinés à recevoir les matières sèches qu'on ne doit point garder chez soi, les cabinets aux eaux sales sont pour les eaux ménagères et autres.*

*Un nettoyage général des abords du Familistère va être fait par les soins de l'Economat. La dépense en sera imputée aux premières personnes qui seront surprises ne tenant pas compte de cet avis.*

*Il est aussi rappelé que l'on ne doit pas arroser les pots de fleurs sur les fenêtres de manière à ce que l'eau se répande le long des murs ou tombe sur les étages inférieurs ; une précaution utile à prendre est de mettre un vase creux sous le pot destiné à recevoir le trop plein des eaux d'arrosage.*  
*Ce 27 Août 1867*

### **Avis - Familistère - 17 Août 66**

*Madame Choquet est mise à l'amende de 0,50 c pour avoir installé des*

*chaises sur le balcon du 3 étage en face son logement et avoir étendu du linge dessus.*

**Avis - Familistère - 29 Août 66**

*Madame Giret est mise à l'amende de 1 f pour insultes envers une dame de service.*

**Avis - Familistère - 12 Septembre 66**

*Le sieur Collart Célestin est à l'amende de 1 f pour avoir fait ses ordures dans son lit dans la nuit du 11 au 12 septembre 1866.*

## Familistère ou Panoptique ?

Ses premiers bâtiments, avec cour intérieure et coursives, font songer, hier comme aujourd'hui, à une véritable prison : quel que soit le point de vue, l'on peut observer l'ensemble d'un seul coup d'oeil, dispositif qui n'est pas sans évoquer l'organisation architecturale des nouvelles prisons, évoquée comme un panoptique par Michel Foucault : un système carcéral conçu de telle manière que le prisonnier peut être vu, surveillé en permanence, sans qu'il lui soit possible de savoir si le gardien l'observe réellement ou non. Cette possibilité de surveillance exerce ainsi une pression jugée normalisatrice sur le prisonnier, qui se corrige de lui-même, sans que la sanction soit nécessaire. Le Familistère fut ainsi qualifié, plutôt que de Palais Social, soit de prison soit de caserne (il le sera effectivement en 1914-18), instrument de contrôle total et permanent des ouvriers.

NUMÉRO EXCEPTIONNEL

8<sup>e</sup> Année.— N° 291

LE DEVOIR

Tome VIII

# LE FAMILISTÈRE

DE GUISE

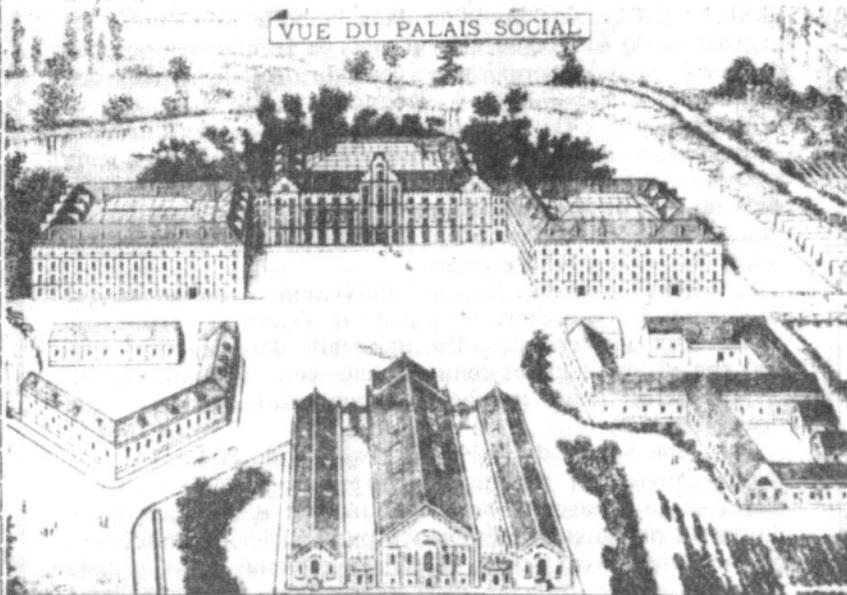
## SOLUTION DE LA QUESTION OUVRIÈRE

*Faire de l'existence humaine le premier objet de l'attention sociale,  
Aimer, réserver, respecter, servir l'existence humaine ;  
La protéger au-dessus de toutes choses dans l'individu, dans la famille et dans la société,  
Telle est la mission de la politique.*

B. G.

GODIN.

VUE DU PALAIS SOCIAL



Prix 40 centimes

EN VENTE à la Librairie du Familistère à Guise (Aisne)

GODIN, FAMILISTÈRE, GUISE

## Débauche d'espaces

Mais pour Godin, une telle possibilité de la surveillance n'a, en fait, aucun sens, aucune utilité ; et plutôt qu'une prison, on peut juger ce principe architectural comme un vaste espace collectif, un condensateur social propice aux rencontres, dédié également aux activités festives, et surtout insistait Godin, protégeant les habitants des intempéries et des rigueurs du climat du Nord de la France, et faisant des trois cours intérieures reliées entre elles, sans doute le plus vaste espace collectif jamais bâti pour une opération de logements. Il faut attendre la Cité Radieuse bâtie à Marseille un siècle plus tard exactement, par Le Corbusier, pour retrouver dans une proportion certes moins importante, un imposant espace dédié à la communauté.

Le premier principe de la réforme architecturale appliqué au logement ouvrier, invoqué par Jean-Baptiste Godin, est celui de la fin d'une trop grande économie de moyens faisant des habitations collectives ouvrières des villes, malgré « un grand progrès dans l'art de construire », souvent des lieux d'entassement, parfois aussi sordides que les antiques maisons de ville. « Ce n'est pas le logement à bon marché qu'il faut créer » argumentait-il, et il accorda ainsi tous les crédits nécessaires, fabuleux (qui explique le temps de construction s'étalant sur une vingtaine d'années), pour assurer au Familistère, une véritable débauche d'espaces et de services collectifs.

Godin s'opposait par cette débauche d'espaces libres, communs, aux concepts et pratiques architecturales de l'habitat populaire, qui consistaient à restreindre les espaces collectifs. Car la traditionnelle sociabilité populaire faute de logis décent étant tournée vers les extérieurs de l'habitation (rue, café, fontaine publique, etc.), l'inculcation des codes bourgeois, les principes sécuritaires à opposer aux classes dangereuses ont conduit, à l'opposé, à valoriser le confort, l'intimité et l'indépendance des intérieurs, des logements, et à limiter ou éliminer la pratique des espaces collectifs. L'apprentissage de la société bourgeoise par le biais de l'habitat s'est traduit, sans que cela soit paradoxal, par l'empêchement des relations sociales dans ses parties communes intérieures (avec si possible le moins de logements par palier) et extérieures (cours, jardins, etc.). Le sociologue

Alain Cottureau estimait que l'on cherchait à confiner, par tous les moyens, l'ouvrier et sa famille dans son logement individuel, et son confort. Ainsi, par exemple, dans les nouvelles habitations, l'eau potable à tous les étages, d'abord limitée à une fontaine par étage, puis installée dans les logements, fût considérée par la classe ouvrière, non pas comme une salubre mesure d'hygiène publique, de confort domestique, mais comme un dispositif censé d'une part augmenter les loyers, et d'autre part, renforcer la sphère de la vie privée au détriment de toute vie collective : les fontaines publiques, les points d'eau étaient alors les lieux importants de la vie collective populaire.

Cette débauche d'espaces collectifs se retrouve dans les espaces extérieurs ; la grande place fait office de lieu de représentation durant la belle saison, et le palais social est entouré de jardins potagers, d'un jardin situé entre le palais et l'usine, agrémenté de fontaines et de statues, et de grandes pelouses ombragées par des arbres, sillonnées par des allées et bordées par l'Oise ; espaces où selon Godin :

« chacun se promène à son gré; ici des habitants pêchent à la ligne, là des groupes font la conversation sur les bancs du jardin, pendant que d'autres font la promenade en barque, et que les enfants courent par les allées, autour des massifs, et sur les pelouses, où toute la joyeuse troupe prend ses ébats. Il y a donc, au Familistère, beaucoup de délassements dont bien des gens aisés sont privés, et ces avantages sont unis au plaisir que procure une société facile à rencontrer. »

« Les jardins du palais sont toute la journée ouverts à l'enfance pour ses promenades et ses jeux. Mais une partie réservée, agrémentée de pelouses, d'allées tortueuses, de montées et de descentes, sert aux promenades d'ensemble des classes, et constitue une récompense très-appréciée par tous les élèves, petits et grands. »

Ces lieux extérieurs offrent ainsi un espace à la sociabilité familistérienne, et les jardins potagers, à l'origine commun puis privatifs à la demande des familistériens, leur offre un complément de revenu en nature non négligeable, et une distraction, chaque année une amicale compétition entre les locataires des jardins ouvriers, désigne les plus beaux légumes... L'entretien des jardins s'effectue sous la direction d'un jardinier en chef, qui dirige et initie, aux beaux jours, les plus jeunes aux travaux horticoles,



Prairie haute du Jardin d'agrément et ses sculptures  
vers 1890



et l'administration du Familistère, pour encourager ce mouvement, accorde aux enfants une rétribution légère, variant suivant les aptitudes et les capacités de chacun.

## Liberté

La liberté pour Jean-Baptiste Godin est sacrée, et il était fier d'annoncer qu'aucun règlement, quel qu'il soit, n'était imposé aux habitants. Mais au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux familistériens, paysans devenus ouvriers n'ayant aucune expérience de vie collective « moderne », surgit les difficultés. Et s'imposa la nécessité sinon d'un règlement mais d'ordonner la vie collective. L'on peut ici faire un parallèle entre le « durcissement » du règlement et de la surveillance appliqués au sein de l'usine, à celui qui sera progressivement mis en place au sein du Familistère. Entre 1863 et 1866 existe une sorte de milice : « tout habitant du Familistère qui n'est pas pompier ou musicien, est de fait escouadier ». L'escouade se voit attribuer des fonctions, comme celle d'« agir aux mesures d'ordre à prendre pour tout ce qui concerne la salubrité et la propreté des habitations, pour les choses qui peuvent contribuer aux satisfactions et aux agréments extérieurs de tous les habitants ». Les escouadiers doivent élire dans une terminologie militaire, un officier dirigeant, un lieutenant, un sous-lieutenant et quatre chefs d'escouade et se soumettre à une organisation hiérarchique. Cette milice dont nous n'avons que peu de renseignements, disparaît mystérieusement en 1866, sans doute incongrue et certainement peu appréciée par les habitants ainsi enrôlés.

Si les contremaîtres étaient bien présents pour surveiller les ateliers de fabrication, Godin n'estima pas nécessaire la présence de gardiens, de concierges, de portiers, d'un quelconque représentant de l'autorité inquisitrice ou bien supérieure au sein du Familistère, accessible de jour comme de nuit, de la cave au grenier, aucune grille, portail n'entrave la liberté de circulation. Le meilleur moyen de faire respecter des règles, ou plutôt d'établir une normalisation des comportements, sera l'« autosurveillance », ce que nomme Michel Lallement, le « contrôle par les proches », c'est-à-dire la communauté. Les habitants eux-mêmes auront la

tâche, sans y paraître, de s'auto-surveiller, de faire office d'un grand corps de régulateur agissant pour le respect des bonnes mœurs, la tranquillité de la communauté, le progrès moral et pour les nouveaux habitants, à leur initiation dans le monde moderne collectif. Godin exprimait l'idée selon laquelle l'architecture unitaire du Familistère favorisait les conditions d'un véritable développement moral des habitants, que les manières et les habitudes se corrigent non par la contrainte ou l'imposition d'un règlement, mais par l'émulation ; et, surtout, de la crainte, pour ceux et celles contrevenant d'une manière ou d'une autre à la bienséance, d'être montré du doigt pour leurs vices, pour leurs négligences. Godin affirmait ainsi

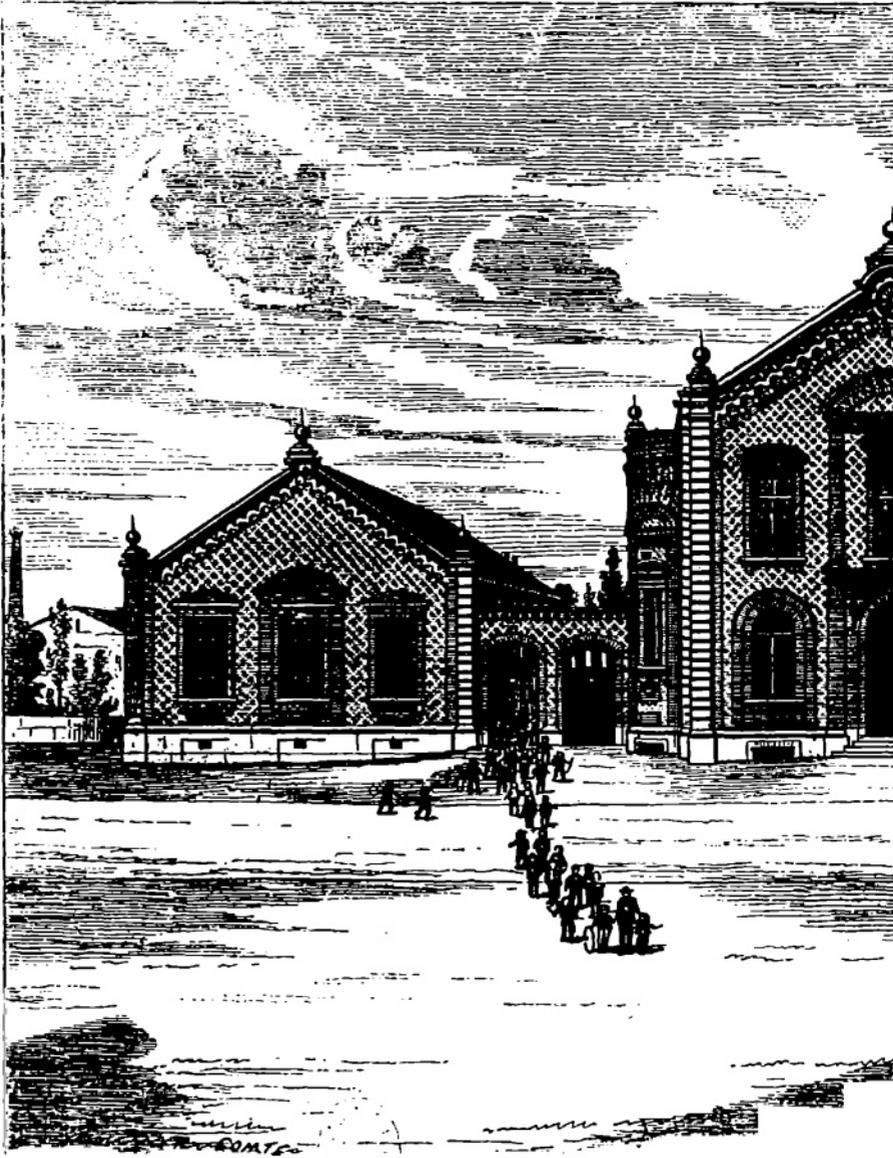
« L'émulation générale [...] contribue au soin du corps et au perfectionnement des manières et du maintien ».

Ou encore,

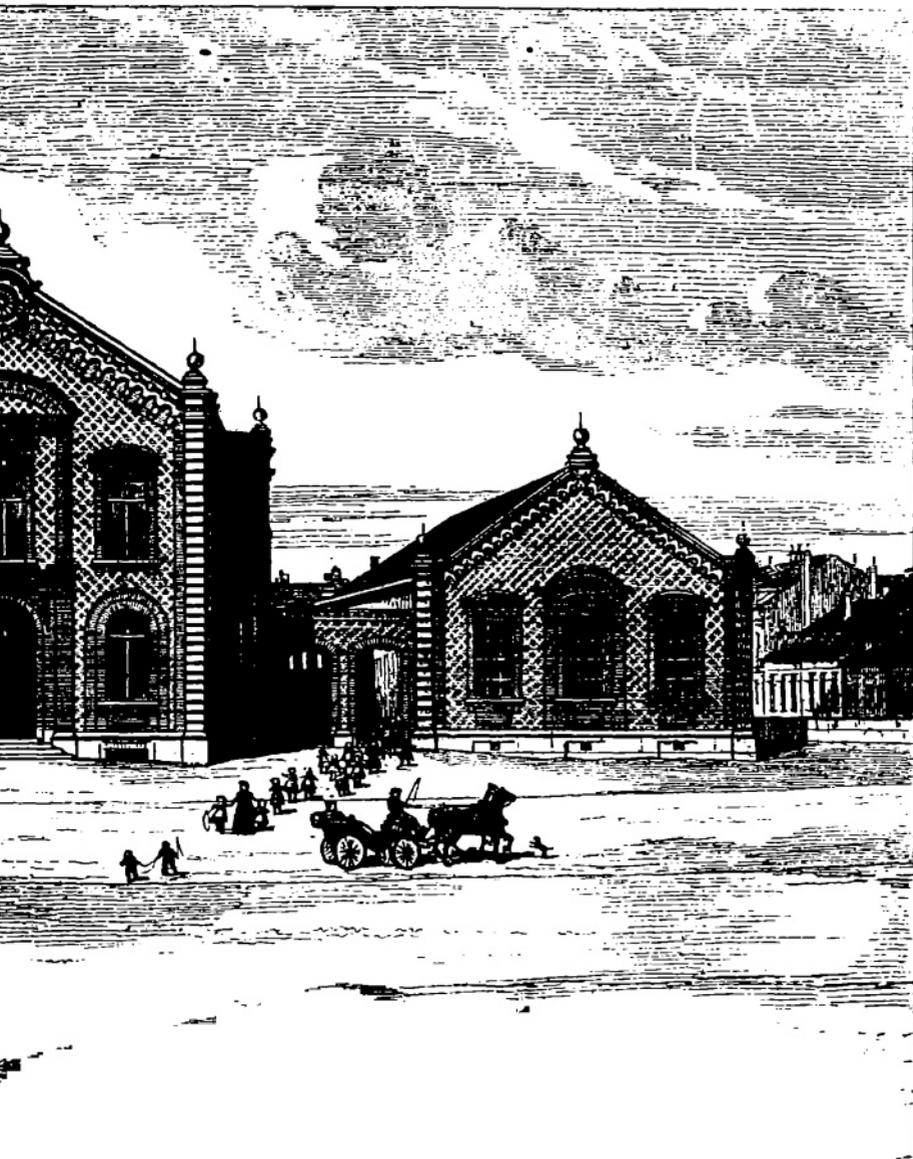
« Malgré ce que j'ai établi de l'influence que les dispositions matérielles de l'habitation peuvent avoir sur l'amélioration du sort des classes ouvrières, il faut qu'il soit bien compris que cette amélioration doit se développer d'elle-même ; le milieu doit la produire, elle ne doit pas être imposée. [...] La Liberté est le principe consacré au Familistère [...]. Le bien s'y pratique parce que l'habitation nouvelle correspond aux besoins de tous, chacun respecte le bien commun duquel son bien-être propre est intimement solidaire. »

## Le Pilon Public

Mais l'émulation, l'autosurveillance, l'« influence du milieu » et l'architecture collective, ces garants de la tranquillité, de la sécurité, du progrès moral et de la liberté des habitants ne suffiront pas. Pour renforcer ses dispositifs, Godin instaura un système d'avertissements publics. La Gazette du Familistère, et les panneaux d'affichage servent aussi à des avis-à-la-population pour dénoncer un contrevenant aux règles – hygiène, désordre, dispute, éthylisme, etc. –, à le prévenir de la sanction encourue, à le menacer - « il pourrait donc arriver qu'il soit donné congé » -, ou bien à annoncer la punition infligée.



Vue des Écoles et du Théâtre, pris



se de l'entrée centrale du Familistère.

*Solutions Sociales*, page 582.

Ce moyen d'information a une grande importance pour Godin évoqué dans Solutions Sociales, dans un paragraphe intitulé Police ou ordre intérieur :

« Lorsqu'un fait nuisible à l'ordre intérieur [...] est commis par un des sociétaires, le fait [...] est signalé par voie de simple affichage, sans mentionner personne. Quand il y a récidive, ou que le fait a quelque gravité, l'affichage contient, outre le nom du sociétaire, une amende de 5 centimes à 5 francs au profit de la caisse mutuelle . La durée de l'affichage est momentanée, et proportionnée au fait qui a motivé la peine. »

La lecture de ces avis édités est élogieuse :

**Avis - Familistère - 2 Octobre 1865**

*Parmi les personnes qui habitent le nouveau Familistère, un certain nombre ne savent pas encore que l'on doit s'occuper ici de son ménage et non pas de celui des autres ; je crois donc utile de les informer que celles là qui causent le plus sur le compte de leurs voisins sont celles qui ont lieu de penser le plus à leur propre conduite. Il pourrait donc arriver qu'il serait bientôt donné congé aux personnes qui se feraient remarquer par leur penchant à la médisance car la médisance n'est que la méchanceté déguisée, et le Familistère est fait pour appeler les familles des ouvriers à la paix, à s'entraider les uns les autres, et non pour s'y dénigrer et chercher à se nuire. Les ménagères qui se feraient remarquer aussi par des habitudes grossières et violentes dans leur intérieur seront invitées à aller chercher logement ailleurs. Le Familistère est fait pour appeler les ouvriers à la pratique du bien, ceux qui se complaisent dans la pratique du mal ne doivent pas être admis à donner en spectacle leur mauvais exemple.*  
Signé Godin

**Avis - Familistère - 13 Octobre 65**

*Pour le bien et l'union des habitants du Familistère, je dois les prévenir que Madame Leguiller s'occupe à médire sur le Pouponnat, cela est d'autant plus étonnant que ce n'est pas son argent qu'on y dépense, le Pouponnat ne lui coûte rien. Madame Leguiller a eu deux enfants pour mourir, elle ne les avait pas mis au Pouponnat. Je souhaite qu'elle ait dans son cœur d'aussi bonne intention que les personnes qui se dévouent au Familistère aux soins et à l'éducation des enfants. Je souhaite aussi pour elle qu'elle ne dise plus*

*de mal de ceux qui travaillent à faire le bien à leur semblable, ni qu'elle ne dise plus de mal du Pouponnat qui a pour but d'augmenter le bien-être et le bonheur des petits enfants. Que chacun se corrige de dire du mal des autres, car celui qui dit du mal de son semblable n'est pas meilleur que lui. Que Dieu ait pitié des méchants et leur pardonne le mal qu'ils font.*  
Signé Godin

**Avis - 5 Décembre 66**

*Les nommés Lefevre J. chauffeur et Duez François mouleur, s'étant conduits d'une manière déplorable pendant les fêtes de la Saint-Eloi, l'entrée de la Buvette leur est formellement interdite et il est défendu aux dames de service de leur servir quoi que ce soit.*

**Avis**

*Mr Baudot ayant causé des scandales par sa tenue et ses propos à la buvette dans la journée du dimanche 13 janvier est mis à 2 f d'amende et l'entrée de la buvette lui est interdite jusqu'à nouvel ordre ; et il est prévenu que si pareille scène se renouvelait il serait obligé de quitter le Familistère.*

**Avis**

*Le nommé Waroquaux est à 10 f d'amende pour avoir logé le nommé Paudry Jules expulsé du Familistère.*

*12 mai 1867.*

**Avis**

*Le nommé Poulain est affiché et mis à l'amende de 1 f pour avoir fait tapage il y a huit jours dans les cours et les couloirs du Familistère en rentrant en état d'ivresse.*

*25 mai 67.*

**Avis à Me Poulet.**

*Elle est avertie que ce n'est pas au Familistère qu'une femme se fait honneur en faisant du bruit dans son ménage ; cela n'y est au contraire qu'un sujet honteux et dont doivent rougir celles qui peuvent s'en rendre coupables.*

*Elle est donc invitée à se corriger de ses mauvaises habitudes de disputes, pour éviter de mauvais exemples à ses enfants et pour rester au Familistère.*

*25 mai 67 .*

### **Avis**

*Il est rappelé aux habitants du Familistère qu'il est complètement interdit sous peine d'amende pour payer les frais de nettoyage de jeter par la fenêtre quoi que ce soit. Une surveillance active est établie à cet effet. Ce 3 Août 67.*

### **Avis**

*Le sieur Baudry Alfred est banni du Familistère ainsi que de l'usine pour avoir émis des cachets faux dans les services du Familistère. Familistère le 6 1867*

### **Avis - Familistère - Mars 1863**

*Les pères et mères sont priés de veiller à ce que leurs enfants se rendent avec plus d'exactitude à l'asile. L'entrée ne doit pas avoir lieu plus tard que 10 heures du matin et 3 heures du soir. L'intérêt des enfants le réclame. Les habitants sont aussi priés de nettoyer leurs caves et leurs légumes, la saison le réclame pour la salubrité du Familistère.*

### **Aux pères et mères de famille. Familistère- 8 avril 1863**

*Les pères et mères de famille ont été priés d'obliger leurs enfants à se rendre à l'asile de 9 h 1/2 à 10 h au plus tard et de 2 h 1/2 à 3 heures. Quoique cela soit dans leur intérêt, les pères et mères de famille ne s'y conforment pas, ne tenant encore aucun compte des soins que l'on prend de l'éducation de leurs enfants. A partir de ce jour, les pères et mères sont prévenus que l'absence de leurs enfants aux heures indiquées ci-dessus, les rendra passibles d'une amende de cinq centimes s'ils ne justifient pas de motifs légitimes.*

### **Avis - Familistère - 18 avril 1863**

*Les pères et mères sont invités à recommander à leurs enfants de ne rien abîmer dans les jardins ils devront les habituer à tout respecter dans une promenade qui doit profiter à tout le monde. Les dégâts commis seront payés par ceux qui les auront faits. Pour ce motif les enfants Gordien ont à payer 25 centimes pour avoir ravagé un arbuste.*

### **Avis - 24 avril 1863**

*Les habitants du Familistère sont prévenus que rien ne doit être jeté au*

*dehors par les fenêtres, et que l'on ne doit déposer aucune matière encombrante ni sale autour ni dans le voisinage de l'habitation. L'on est en conséquence prié de ne rien porter à la rivière. Toutes les ordures doivent être mises au fumier, derrière les annexes.*

**Avis - Familistère - 26 août 1865**

*Le sieur Ribeaux Eugène est mis à l'amende de 1 f pour avoir uriné contre les murs du Familistère.*

*Une amende de 50 c est rajoutée au sieur Ribeaux pour avoir déchiré la première affiche.*

## Se Familiariser avec le Familistère

Ces avis présentés publiquement sur les tableaux d'affichage du Familistère, dont celui dit des « Amendes » sont autant de piloris moraux, stigmatisant les fautifs. Godin, par ce moyen, porte ainsi atteinte à la vie privée, et à la réputation d'une personne, d'une famille, et la sanction n'est plus seulement officielle, mais collective, celle d'une réprobation publique, vestige des « peines infâmantes » du Moyen Âge. A ses critiques, Godin répliquait :

« Mais, dira-t-on, les ouvriers ne deviennent pas tous des petits saints parce qu'ils sont devenus des habitants du Familistère, et il faut bien que l'ordre soit maintenu par un procédé quelconque; il faut bien que les rixes, les mauvais traitements, le tapage, soient réprimés; il faut bien que des exemples soient donnés pour intimider les malfaiteurs. Cela est vrai ; il existe des exceptions en toute chose, au moral comme au physique. Il y a des indignes dans toutes les classes de la société, chez les ouvriers et les pauvres comme chez les nobles et les bourgeois. »

Et, poursuivait-il :

« Le croirait-on, la plus grande difficulté pour les questions d'ordre et de moralité au Familistère est provenue de ce que la police et le prétendu maintien de l'ordre devaient se faire par des agents venant

du dehors. La police et la répression qui ont leur amour propre de profession et qui entendent défendre leurs prérogatives ; il leur faut des coupables et des justiciables, surtout sous un régime tel que nous l'avait l'empire. Il ne pouvait donc d'être admis, de prime abord, que le Familistère, quoique ayant son existence particulière et propre, fût en droit de faire sa police intérieure, avec la mansuétude qui est entrée dans ses habitudes, mais ces résistances extérieures se sont en grande partie éteintes par la force d'inertie qui leur a été opposée. Car il faut le dire ici, pour l'édification de ceux qui croient que les classes ouvrières sont indisciplinées et in-disciplinables, il n'y a pas eu un seul procès de simple police dans le Familistère depuis sa fondation. Et pourtant, le palais renferme 900 personnes ; les réunions y sont fréquentes et nombreuses, les relations et les rapports sont des plus actifs entre tous les habitants. Le fait principal de l'ordre et de la bonne conduite au familistère, c'est que la vie de chacun y est à découvert ; le mérite y est honoré et mis en relief, et les actes nuisibles à la bonne harmonie des habitants y sont critiqués par la population tout entière. [...] La critique du mal commis, étant une peine morale redoutée, est celle consacrée au Familistère. »

## La Sécurité

Le panoptisme du Palais eût un véritable contre-emploi, de préserver ses habitants des cambrioleurs, autre fléau de l'époque, ainsi présenté par Godin :

« [...] la plupart d'entre eux dorment tranquillement sans fermer ni verrous ni serrures. Et pourtant le Familistère est ouvert jour et nuit à tous les étages, des caves aux greniers ; mais la population s'y sent forte d'elle-même, et des dispositions de sa demeure. C'est qu'en effet, le Familistère est, par lui-même, son meilleur gardien ; nul acte insolite ne peut se produire, pendant le calme de la nuit, dans une partie quelconque de l'édifice, sans faire écho sous les immenses voûtes de ses vitrages : de sorte que, si le Familistère offre sécurité à ses habitants, il ne peut en offrir aux malfaiteurs. Le Palais étant éclairé toute la nuit, dans toutes ses parties, les galeries de circulation en particulier, sont visibles de l'intérieur des logements ; nul mouvement,

dans les cours du Palais, ne peut se soustraire aux centaines de fenêtres d'où il peut être aperçu, aussi les méfaits sont-ils rares et sans grande importance ; et si le Familistère souffre peu des faits venant des personnes du dehors, à plus forte raison sa population est-elle respectueuse de sa propre tranquillité, les sociétaires sont sévères sur les faits qui y portent atteinte. »

## FAMILISTERE et FAMILIALISME

Laïc, Godin l'était, mais il croyait avec conviction à l'existence d'un Être Supérieur, qu'il nomme dans ses discours et ses écrits, Dieu. Parmi les opposants les plus farouches à Godin, trône sans conteste le clergé dont les plus éminents membres accusent le Familistère d'être un lieu de débauche moral et physique. Godin, en effet, y a concentré nombre de mesures hérétiques nuisibles à la foi catholique :

- = Le « Fami » ne dispose d'aucun lieu de culte, église, chapelle, etc., contrairement aux autres cités ouvrières.
- = La messe du dimanche est remplacée par des conférences.
- = Les écoles sont mixtes – et laïques donc (ce qui est très grave).
- = La libre union y est acceptée, voire valorisée : Godin, après son divorce, vivait en concubinage avec sa compagne.
- = L'association prend en charge le financement des enterrements civils.
- = Godin entend émanciper de manière radicale la femme, l'égal de l'homme.

On ne sait si Godin a été excommunié, mais la moralité du Familistère est ainsi la proie des critiques et des attaques du clergé et en particulier de la paroisse et de ses ouailles de Guise. Le Familistère s'attaque à une des valeurs essentielles de son époque, socle de la société : le sexisme, en autorisant dans les écoles mixtes, dès le plus jeune âge, les enfants des deux sexes à se côtoyer, à se toucher ; et en défendant l'émancipation de la femme en leur offrant la possibilité d'échapper à leur condition de – bonne - mère au foyer et de génitrice, par le travail, y compris à des postes de direction. De même, les crèches devaient leur laisser assez de temps libre pour leurs tâches ménagères, mais aussi intellectuelles et culturelles. De même, l'association des Femmes du Familistère leur offrait l'occasion

de s'exprimer et de proposer des améliorations concernant la vie quotidienne au sein du Palais.

Le Familistère s'attachait à corrompre les valeurs familiales, car il y était possible pour un couple non uni par les liens sacrés du mariage de copuler, et sans aucun doute pour le clergé, la proximité des unes et des autres au sein de ce grand édifice, favorisait les rencontres populaires copulaires. Alors qu'en ce 19<sup>e</sup> siècle finissant, l'Etat de concert avec l'Eglise catholique, avait développé la politique du « familialisme » fondée sur la discipline ouvrière travail-famille, initiée, si tel est le mot, à partir de 1871, et qui prend fin en 1914 – temporairement et partiellement - lorsque la femme remplace à l'usine l'ouvrier appelé à la guerre. On ne peut dans le cadre de ce texte examiner en détail les dispositifs imaginés pour tenter de moraliser la classe ouvrière, notons seulement que la vie maritale est appelée à y jouer un rôle central : le catholique fanatique refuse parfois la location à des unions libres, et souvent les célibataires ne peuvent y recevoir une visite du sexe opposé, les filles-mères et leurs enfants subissent dans les écoles des brimades, et l'enfant illégitime – le Gavroche parisien- est rejeté par la bonne société. Au-delà de ces mécanismes de pression morale, distillée par une fantastique propagande dans les journaux, dans les églises et les écoles, l'épouse au foyer est considérée comme le pivot moralisateur, la gendarme chargée de surveiller son époux, (dans certains cas, les salaires étaient remis à l'épouse), de le dissuader des tentations des tavernes, (Godin confronté à l'alcoolisme de ses ouvriers inventa une autre méthode, le paiement différé des salariés « d'où il suit que l'ouvrier [ayant reçu sa paye] est plus disposé à rentrer dans sa famille, ne voulant pas faire les frais de consommation pour tous les autres [ne l'ayant pas reçu] »). Du familialisme est né l'expression populaire courante « Ma bourgeoise », signifiant dans l'argot ouvrier de l'époque, non pas une qualité, mais le contrôle qu'elle exerçait sur son époux, et peut-être sa prétention à le devenir effectivement.

Une autre atteinte était également portée au familialisme catho en vigueur, le système unique de location des appartements au sein du Familistère, qui s'opposait au propriétaire, et notamment celui de la maisonnée ouvrière et de son jardin potager. Le clergé estimait en effet, que sans véritable foyer lui appartenant de plein droit, sans cet héritage que le chef de famille peut transmettre à sa progéniture, la location le

privait de son autorité paternelle ; tandis que son épouse délaissait les tâches d'entretien pour un bien n'appartenant pas à la famille. Tout ceci n'était que plus néfaste pour leurs enfants, et pas seulement pour leur héritage.

## VIE POLITIQUE

Qu'en était-il de la vie politique au sein du Familistère, et de la place des différents courants, une multitude, de la Gauche, socialistes, communistes et anarchistes ? En sachant que la région des Ardennes, en cette fin de 19e siècle, est un excellent terreau pour les mouvements anarchistes et libertaires, Louise Michel, séjourna même à Guise à son retour de captivité ; et que Godin a été élu député, maire de la ville et au conseil régional.

Le Fondateur n'hésita aucunement à accueillir militants anarchistes et d'anciens Communards de 1871, il les accepte volontiers à venir s'établir et travailler à Guise, à la condition de « laisser tout ce qui divise à la porte de l'usine », qu'ils ne nuisent pas, d'une manière ou d'une autre, à l'harmonie de la communauté, et ne professent pas leurs idées révolutionnaires. Victoire Tynaire, une ancienne Communarde, est nommée en 1883, directrice des écoles, tandis que l'anarchiste Jules Sibilat est renvoyé du Familistère, mais son épouse, institutrice, peut-être moins hostile à Godin, peut y demeurer. En 1887 un incendie d'origine criminelle dévaste un atelier, les soupçons de l'industriel se portent sur plusieurs meneurs anarchistes, qu'il congédie. Peut-être des membres du groupe anarchiste le « Comité des égaux » très actif à Guise et pour certains, ouvriers Godin. D'une manière plus générale, nombre de directeurs, collaborateurs, dont les rédacteurs du Devoir préfèrent démissionner, tant la personnalité du Fondateur est écrasante et laisse peu d'espace aux critiques, même autres que politique. Victoire Tynaire, par exemple, quitta son poste pour des raisons d'incompatibilité d'idées avec Godin, et elle ne sera pas la seule.

Jean-Baptiste Godin a pu ainsi préserver son îlot socialiste pacifiste des dangers et des clivages politiques qui secouaient le monde du travail, tant il est vrai que les formidables avantages d'une partie de ses salariés les



Des ouvriers de l'atelier de fonderie de l'usine Godin de Guise.  
De Jongh frères, 1889.  
© Familistère de Guise.



incitaient à suivre de loin les événements politiques, à adopter la ligne générale du Fondateur bienfaiteur, et sans doute, pour les plus radicaux à s'exprimer en-dehors de l'enceinte sacrée du Familistère, dans les cercles politiques de la ville de Guise, nombreux. L'alliance pacifique du Capital et du Travail a, un temps, été possible, du vivant de Godin ; mais de manière autoritaire, donc artificielle.

## UNE FABRIQUE DE PROTO-CAPITALISTES

L'on peut qualifier sa doctrine de « paternalisme de gauche », remarqué en 1872, par Friedrich Engels, dans la première édition de *La question du logement*, qui appréciait le socialisme de Guise :

« Aucun capitaliste n'a intérêt à édifier de telles colonies (owénistes ou fouriéristes) ; aussi bien il n'en existe nulle part au monde en dehors de Guise, en France, et celle-ci a été construite par un fouriériste, non comme une affaire rentable mais comme expérience socialiste ».

Ce n'est plus le cas dans la réédition de 1887 : « Celle-ci est devenue finalement, elle aussi, un simple foyer d'exploitation ouvrière », et un instrument d'apaisement de la classe ouvrière afin de la détourner de l'action révolutionnaire.

« C'est pourquoi ils rejettent toute action politique, et surtout toute action révolutionnaire. Ils veulent atteindre leur but par des moyens pacifiques, et ils essaient de frayer un chemin au nouvel évangile par la force de l'exemple, par des expériences limitées, qui, naturellement, se terminent par un échec !... Ils ne cherchent donc obstinément qu'à émousser la lutte des classes et à apaiser les antagonismes. Dans leurs rêves, ils ne cessent de faire l'expérience de leurs utopies sociales, de créer des phalanstères, de fonder des home colonies... Et pour la

construction de tous ces châteaux en Espagne, ils sont forcés de faire appel au cœur et à la caisse de philanthropes bourgeois. Petit à petit, ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et une foi superstitieuse et fanatique dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale. »

Et il est vrai, qu'en cherchant à émousser la lutte des classes et à apaiser les antagonismes, l'industriel partisan du pacifisme Godin contribua à la formation d'une caste aristocratique ouvrière, plus soucieuse de conserver ses propres avantages sociaux, ses postes à responsabilité au sein des Conseils et Comités, et surtout, le partage « équitable » des bénéfices. Opposant au marxisme, l'idéal de Godin de créer une sorte d'avant-garde ouvrière socialiste, de favoriser l'émergence d'une démocratie industrielle, un Homme nouveau, aboutit, en fait, à la création d'une arrière-garde ouvrière conservatrice, digne de la capitainerie industrielle traditionnelle, ne partageant pas, ou peu, puis plus du tout après son décès, dans leur grande majorité, les idéaux humanitaires, voire le socialisme radical du Fondateur.

Les prémisses de cette dérive apparurent peu avant le décès du Fondateur, qu'il déplorait, mais que pouvait-il attendre d'autre de sa doctrine politico-sociale dénigrant l'égalité pour glorifier la saine émulation et exacerber entre les travailleurs, les valeurs d'une société basée tout entière sur la méritocratie.

## La méritocratie

Jean-Baptiste André Godin fut un opposant aux théories marxistes qui emmenaient les ouvriers vers la Révolution, vers l'égalité, notion que le pacifiste Godin considérait comme « factice », un régime contre-nature car « étranger aux principes que la nature consacre dans toutes ses œuvres. ». Poursuivant, Godin explique que « La nature varie à l'infini ses formules parmi les hommes comme elle les varie dans toutes ses créations » ;  
« La nature n'a nullement consacré le principe égalitaire parmi les êtres, parce que les êtres ont chacun des mérites déjà acquis avant leur

entrée dans la vie, et qu'elle doit pouvoir à la manifestation de ces mérites. Les hommes ne naissent donc pas égaux en droits et en devoirs ; celui-là a plus le droit à exercer dont l'intelligence et la capacité lui permettent d'embrasser davantage dans la société... » ;

et il différencie l'Homme entre robuste et faible, entre fort et de composition débile, intelligent et niais, entre génie et faible d'esprit, etc. bref, entre incapacité des uns et capacité des autres.

Pour Godin, l'égalité est donc un leurre, elle ne peut exister, la société nouvelle se doit de valoriser les plus méritants, les plus talentueux, et les plus « humains », afin que leur exemple incite à l'émulation collective. Il reprend ainsi la notion de « talent » de Charles Fourier déclinée au Palais par celles du « mérite » et des « capacités » propres à chaque individu. En d'autres termes, Godin est partisan de l'inégalité des salaires et des rétributions, tenant compte des « capacités » de l'employé. Cet horrible plaidoyer de Godin contre l'égalité est relativisé par le fait qu'il impose aux méritants, aux êtres supérieurs, le Devoir sacré « à remplir pour se rendre utile à ses semblables dans la mesure de ses forces », et d'une manière imagée de servir la veuve et l'orphelin. Les capacités d'un individu doivent être donc, dans sa société, être au service de la collectivité, ou plus exactement aux autres individus de la communauté, soulignant ainsi son refus du communisme qui sacrifie l'individu à la masse, régie par une règle commune tyrannique faisant que leur liberté est anéantie : « C'est le despotisme collectif s'imposant à tous les individus » et ce, quelque soit leur qualité ou leur défaut.

Pour autant il emprunte beaucoup à l'idéologie communiste, qu'il condamne mais comprend, notamment ce « désir de réaliser la justice dans l'humanité ». L'on retrouve trace de la notion de « mérite » dans d'autres mouvements réformateurs, notamment dans le « collectivisme » ou le « coopératisme », qui imposent à divers degrés, la transformation des capitaux privés, en un capital social unitaire, où les instruments de la production sont la propriété de tous, où tout le monde travaille selon son intelligence et sa vigueur, et où les produits de cette coopération sociale sont distribués à chacun, mais au prorata de son effort.

Rappelons au passage, que la plus grande majorité des ouvriers Godin

étaient analphabètes lorsque s'érigent les premiers bâtiments du Palais social, surnommé le « Tas de briques », et pour Godin il est nécessaire de construire une élite ouvrière. Mais peu importe, selon les critiques de l'époque, adressées contre les partisans de la méritocratie, elle n'est autre qu'une formule conjuguée avec les notions d' « émancipation » et d'« émulation », destinée à stimuler la concurrence entre travailleurs, à segmenter la classe ouvrière en partitions étanches, à exacerber la hiérarchie sociale au sein et entre les différentes professions.

## Richesse et Dépenses sociales

Créer de la richesse est le premier objectif de l'industriel Godin, afin de financer son programme social. Sans richesse rien ne peut être envisagé. Le génial inventeur que fut Godin s'appliqua pour cela à innover en permanence : nouveaux procédés, nouvelles techniques, nouveaux produits, toutes ces innovations étaient destinées autant à soulager le travail – pénible – des ouvriers, qu'à abaisser les prix de fabrication afin de conquérir une clientèle populaire jusque là exclue, innovations qui assurent à sa manufacture, avec une stratégie commerciale agressive et elle-même innovante, prospérité et développement exponentiel.

La concurrence est très sérieuse ; les impératifs liés à la fabrication industrielle, la productivité, la compétitivité commerciale et le financement intégral des avancées sociales, du Familistère, et des salaires en moyenne de 20 % plus élevés que dans les manufactures concurrentes, et de la réduction du temps de travail limité à 10 heures, au lieu de 12, pour les hommes (reprenant une loi de 1848 rapidement abrogée) composent une équation difficile à résoudre. Dès lors, l'industriel Godin ne put qu'adopter avec fidélité les grands principes qui régissaient le monde industriel dans l'organisation du travail, à la recherche d'une productivité maximum.

Michel Lallement rapporte que dans les fabriques Godin, « l'ouvrage est dur, épuisant, usant », malgré les innovations. Godin partage l'idée commune aux industriels, selon laquelle le salaire à la tâche serait un gage de liberté pour l'ouvrier. Et la traditionnelle « prime au rendement » fut intégrée dans le programme des usines Godin, sous diverses formes,

comme l'incitation la plus efficace pour accroître la productivité, par l'émulation, la stimulation. Comme ailleurs, les horaires de travail sont fixes et, comme partout, des amendes viennent sanctionner les fautes, retards ou absences injustifiées. Les usines Godin n'échappent pas, par l'organisation du travail hiérarchisée, comme les autres usines, au surnom populaire de « bagne », et il s'en défendait en arguant que l'« infraction à la règle » portait un préjudice à la fabrique, et donc, à la collectivité, et que les amendes alimentaient les caisses de secours. À l'opposé, les plus méritants obtiennent des primes de rendement, des médailles et des diplômes, distribués lors de grandes messes collectives, leurs noms sont inscrits sur les tableaux du Mérite.

L'on hésite pas à recourir à une main d'oeuvre fluctuante – flexible - et pour celle-ci les mises au chômage sont nombreuses, en été lorsque la demande est quasi nulle, et lors de période de crise. En exemple, en 1870 la production d'appareils s'élevait à près de 67.000 unités, contre 39.000 seulement en 1871. Ainsi, était-il nécessaire d'avoir recours à cette armée de réserve d'ouvriers flexibles, recours justifié pour amortir les fluctuations du niveau de l'activité, et assurer la survie même de l'entreprise. Ces « auxiliaires » ne bénéficiaient pas des mêmes avantages sociaux que les travailleurs embauchés à l'année, les plus méritants, expérimentés formant l'élite « Godin ».

Pour autant, l'industriel, bien conscient de la précarité des travailleurs saisonniers, sera préoccupé par les difficultés éprouvés par les chômeurs, et il tenta d'éviter ces renvois, en recourant au chômage partiel, et en décidant de réduire définitivement le temps de travail de 12 à 10 heures pour les hommes. Ces deux heures, ce partage du temps de travail pouvaient permettre selon l'industriel d'éviter des licenciements massifs en temps de baisse de production et d'embaucher de nouveaux salariés en temps normal. Le partage du temps de travail était aussi un partage équitable des richesses.

Cela étant, Jean-Baptiste André Godin ne prit pas en considération une des principales revendications des mouvements ouvriers qui exigent dès 1880 la journée de huit heures, le mot d'ordre des manifestations du 1er mai.

## 1868 | Tentatives de Démocratie ouvrière

Concernant l'organisation du travail au sein des ateliers, Godin exprimait l'idéal d'autonomie et de démocratie ouvrières. Les travailleurs doivent impérativement participer à la co-gestion de l'entreprise, et dans les domaines qui les concernent directement et pour le fonctionnement et la stratégie de l'entreprise. Là aussi, Godin doit initier les ouvriers.

Les premières expériences remontent à 1868 et se consacrent à l'élection par vote démocratique... pour désigner les plus « méritants », à qui l'on accorde prime et médaille, tous les honneurs de la communauté. Mais le système fait défaut et à plusieurs reprises, avec acharnement, Godin doit réviser la procédure d'élection, car quelle que soit la formule, les ouvriers avaient la fâcheuse tendance à voter pour eux-mêmes, à s'entendre en petits groupes afin de se partager ensuite les primes, ou bien, à contrario, à s'entendre pour voter pour les moins bien payés de façon à réduire les inégalités de salaires... Godin constatait que la démocratie ouvrière industrielle se heurtait à soit à l'égoïsme, soit à « l'instinct profondément égalitaire du prolétariat ». Pour contrarier ses défauts, Godin imagina de restreindre le nombre de votants, réservant ce droit aux plus anciens, dignes de confiance, à ceux et celles résidant au Familistère, aux contremaîtres, etc. ; et enfin renonce à la procédure démocratique en 1873, et sont désignés les plus productifs, les travailleurs zélés, ceux et celles qui se sont distingués par une innovation, une prise d'initiative au sein de leur travail.

## 1877 | Les Unions

Vers 1877, l'industriel instaure le système des associations afin que « chacun puisse se constituer un groupe d'affinité » et de « transformer chaque travailleur en sujet actif capable de gouverner le monde industriel ». Selon Godin, les ouvriers sont les plus aptes pour proposer des modifications concernant l'organisation de leurs ateliers ou juger des marchandises qu'ils fabriquent, et les habitants du Familistère les plus à même pour y améliorer la vie collective. Sur la base du volontariat, ces

« groupes élémentaires » appelés « Unions » devaient réfléchir aux différents aspects de leur travail au sein des ateliers, et de leur vie au sein du Familistère, et soumettre des propositions à la direction, mais aussi, et peut-être surtout, les communiquer aux autres unions, plus largement aux salariés de l'entreprise. Godin exprimait cette nécessité dans une conférence en 1877 :

« Persuadez-vous bien que, pour la vitalité des œuvres humaines, il faut que les individus se communiquent mutuellement leurs connaissances utiles ; c'est ainsi qu'ils arrivent à vaincre les difficultés qu'implique tout progrès, et à s'emparer de nouveaux éléments de savoir. Le succès d'une œuvre telle que l'Association dépend de l'ensemble des connaissances des associés eux-mêmes. »

Ainsi, les habitants du familistère d'un côté, les ouvriers de l'usine de l'autre, pouvaient former des Unions qui élisaient ensemble des représentants regroupés dans des « groupes d'union » dont les membres élisaient à leur tour des « Conseils de direction » qui élisaient enfin le « Conseil général des unions ». L'idée de représentation de groupes, Unions de groupes et Conseils d'unions est empruntée à la théorie fouriériste. Leur pouvoir n'était, dans un premier temps, que consultatif, mais ce système était caractéristique de la volonté de Godin d'encourager les ouvriers à prendre des responsabilités dans la gestion de l'entreprise. Elles permettent à des ouvriers sans expérience de s'impliquer petit à petit dans la gestion de l'Association et représentent donc une forme d'apprentissage, et elles permettent également de distinguer les plus actifs et les plus compétents, à qui devraient à terme revenir les principales responsabilités.

Ces « Unions » ont connu peu de succès auprès des ouvriers, et peu de membres, la plupart de leurs responsables ont été élus parmi « les salariés les plus haut placés dans la hiérarchie professionnelle de l'usine », Unions ainsi peu représentatives des différentes composantes sociales ouvrières. Ce fut un échec qui révéla au fondateur les limites de ses idéaux, la complexité du monde ouvrier, mais aussi ses plus grands défauts.

Ainsi Marie Moret, l'épouse et collaboratrice de Godin, dénonçait dans un rapport, « l'apathie intellectuelle et le manque de culture préparatoire des

ouvriers » et « leur manque d'amour humanitaire et social, leur égoïsme » et jugeait que :

« L'expérience prouva qu'il fallait à la base de réalisation une grande culture générale chez tous les travailleurs, un véritable développement du sens administratif et surtout un haut idéal social. »

L'échec de ces expériences de participation directe, de démocratie ouvrière explique en partie l'organisation du travail classique instituée dans les fabriques Godin, que nous avons évoqué, chaque atelier sera surveillé par des contremaîtres, sous la responsabilité de directeurs. La présence de ce personnel d'encadrement, fortement hiérarchisé, annule le caractère démocratique que Godin souhaitait donner à l'organisation du travail attrayant.

## 1878 | Le Devoir

La messe du dimanche était remplacée au « Fami » par, le plus souvent, une conférence du Fondateur, mais, semble-t-il, les sujets évoqués ne concernaient pas directement la politique, sinon celui plus philosophique du devoir moral de travailler pour l'amélioration de la vie humaine. Le travail de propagande politique sera dévolu à l'hebdomadaire Le Devoir fondé en 1878, organe permettant à Godin d'exprimer clairement ses positions et convictions politiques, d'expliquer et de défendre ses projets pour le « Fami », de répondre aux critiques de ses détracteurs, nombreux, de présenter les différents courants politiques proches de son œuvre, et de faire le compte rendu de l'évolution du mouvement ouvrier, en particulier des grèves, et du soutien qu'il convient d'apporter aux grévistes d'autres firmes.

# L'ASSOCIATION

En 1880, Jean-Baptiste Godin lègue son empire, le capital de l'entreprise, ses ateliers, son Palais social et ses dépendances à ses, ou plutôt à des salariés regroupés au sein de l'Association coopérative du Capital et du Travail, Société du Familistère de Guise. La coopérative constituée a la charge de la direction de l'industrie et la gestion de l'ensemble des biens et services communs du Familistère et du système des mutuelles. Jean-Baptiste Godin demeure le gérant-administrateur, tout puissant, et son legs s'effectue par transfert progressif, étalé sur plusieurs années, par une procédure d'une grande complexité, un pacte statutaire répondant aux lois en vigueur, contraignantes. Dans ce cadre, les bénéfices de l'entreprise, sont dès lors, obligatoirement redistribués annuellement aux sociétaires, en argent comptant et en titres de participation faisant d'eux les copropriétaires de la société, un droit de propriété qu'ils gagnent annuellement par le biais du travail effectué.

Jean-Baptiste Godin a rédigé les statuts de l'Association et a défini avec précisions les droits et les différentes catégories sociales de l'entreprise coopérative. Les échecs précédents expliquent la structure hiérarchique et l'importance accordée aux « Capacités » - c'est-à-dire aux postes à responsabilité – d'un ouvrier, qui implique de placer l'essentiel du pouvoir dans les mains d'individus compétents. Au détriment de la démocratie, mais unique moyen d'assurer la viabilité de la marque, Godin d'une santé fragile, songe déjà à sa succession. Ces catégories sont ainsi définies :

1. Au sommet, les **associés**, l'élite du personnel dont la conduite a été irréprochable avec comme conditions obligatoires : être âgé de plus de 25 ans, avoir habité au moins 5 ans au Familistère, et une ancienneté de travail de 5 ans ; ils doivent en outre savoir lire et écrire. Les associés sont élus.
2. Les **sociétaires** doivent habiter le Familistère, et une ancienneté de travail de 3 ans.
3. Les **participants** sont admis s'ils ont 21 ans et au moins un an de métier. Ils ne sont pas obligatoirement familistériens. Mais doivent avoir accompli

leur devoir militaire, comme tous les autres.

Deux autres catégories sont inventées par Godin qui ne peuvent assumer aucune charge au sein de l'Association :

4. Les **intéressés** qui ne travaillent plus mais possèdent des parts (retraités, invalides, veuves, ou héritiers par exemple). Leur rôle se borne à recevoir chaque année les intérêts correspondant à leur part de capital.
5. Les auxiliaires, les travailleurs saisonniers et autres intérimaires ne font pas partie de l'association mais jouissent d'avantages sociaux (mutuelles).

Ainsi en 1880, l'association se compose de l'administrateur, Jean-Baptiste André Godin, de 46 associés qu'il a personnellement nommé, de 62 sociétaires, et de 442 participants, qui devinrent à des degrés divers, co-participants dans l'appropriation de la plus-value. Mais entre 500 à 600 auxiliaires, soit près de la moitié du personnel se trouvaient écartés de l'accession à la propriété.

Ce n'est pas le cadre, ici, de présenter toute la complexité de l'organisation de la coopérative, les droits, devoirs et avantages de chaque catégorie, ainsi que les différentes mutuelles et Conseils mis en place pour assurer le fonctionnement de l'Association. Mais les 42 « Associés », qui ont fait preuve de leurs capacités en atteignant la catégorie supérieure, disposent des principales responsabilités, de meilleures rétributions, et allocations, et surtout leurs membres sont quasi assurés d'être à l'abri d'un licenciement économique, qui s'opère graduellement de la base, celle des auxiliaires, jusqu'aux sociétaires. Une aubaine à une époque où les crises économiques se succèdent et obligent les industriels à débaucher massivement.

Il paraît peu probable pour un esprit aussi brillant qu'est Godin, qu'il n'ait pas entrevu les dangers d'une telle partition, favorisant, créant même les meilleures conditions pour un antagonisme entre les différentes catégories. Mais il insistait sur l'impossibilité de ne constituer qu'une seule catégorie sociale, en soulignant l'injustice que représenterait le fait d'offrir des avantages égaux à tous sans tenir compte de l'ancienneté, des efforts fournis ou encore du lieu d'habitation. Marie Moret jugeait que Godin, en catégorisant ainsi les membres de l'association « n'a pas pu inscrire là ce





qu'il aurait voulu, mais a simplement inscrit ce qui lui a paru le plus pratique à l'heure actuelle ».

Cette inégalité de traitement formellement décidée par le Fondateur, et sur ce point de la répartition des bénéfices, les statuts n'étaient pas révisables, était bien une imperfection, mais Godin n'a pas défendu d'accroître le nombre de chaque catégories, y compris celle des associés, au contraire.

## Les « Godin »

L'on cite volontiers en exemple la toute première distribution de titres d'épargne par Godin, aux coopérateurs, tous réunis en une grande assemblée. Les ouvriers, en particulier, ne comprennent pas (il est vrai que le système imaginé par Godin est particulièrement complexe), et méfiants imaginent que le patron veut les rendre propriétaires pour les faire participer à une quelconque rétribution en cas de faillite, en cas de baisse d'activités. Et il faudra un certain temps pour que les plus méfiants acceptent l'idée, ainsi relaté par Godin dépité :

« On venait dire à ces gens-là que je voulais abuser d'eux, les condamner à un esclavage, que mes promesses n'étaient que mensonge [...] L'incertitude et l'aveuglement s'étaient si bien emparés des esprits que lors de la première répartition, avant la constitution de la société, quand j'offris plus de 100 000 francs en participation aux travailleurs, à l'un 200 francs, à l'autre 300 francs, la plupart d'entre eux refusèrent ! »

L'on cite également la réticence des Godin, de certains tout du moins, d'accepter la journée de 10 heures de travail au lieu de 12, instaurée par Godin. Là certains voient une mesure destinée à baisser leurs salaires, et plus nombreux sont ceux qui estiment qu'il s'agit d'une décision dangereuse profitable pour la concurrence. Les formidables inventions de Godin furent pour certaines critiquées, notamment le procédé de fabrication mécanique améliorant considérablement le maniement de la fonte en fusion, réduisant la dangerosité et la pénibilité du travail des mouleurs, plutôt fiers au contraire d'avoir cette réputation d'hommes

bravant les dangers de la fusion : l'invention de Godin les privait à présent de cet aura...

En 1884, Jean-Baptiste Godin lui-même incita ses ouvriers à s'organiser en syndicats, autorisés par une nouvelle loi : les membres de l'aristocratie ouvrière, bénéficiant d'avantages considérables, n'en virent pas l'utilité. Ainsi, Godin écrit dans *Le Devoir* :

« L'égoïsme est trop invétéré à tous les degrés de l'échelle sociale pour que l'Association soit facile. Les capitalistes la veulent à leur seul profit ; les employés voudront bien participer aux bénéfices, mais pas être associés aux ouvriers ; les ouvriers, de leur côté, manquent de l'instruction et de l'expérience nécessaire pour se faire représenter convenablement. L'Association industrielle du Capital et du Travail réclame des collaborateurs plus avancés, plus instruits et meilleurs que ne le sont les hommes aujourd'hui, dans toutes les classes sans exception. »

Marie Moret fut aussi critique qui expliqua à Émile Zola, en 1886 : « C'est avec l'homme tel qu'il est qu'il faut marcher vers le mieux. » Elle évoquait dans d'autres lettres, des « coopérateurs malgré eux », préoccupés essentiellement par le « gâteau » à partager pour les plus avantageés. Elle critique la faible implication des ouvriers, leur passivité, malgré les multiples moyens mis à leur disposition pour participer activement à la vie collective, et prendre des responsabilités. Le compartimentage social du Palais estiment certains historiens est à l'origine de ce manque évident d'intérêt pour toutes ces nouveautés, les laissant à l'élite.

# LA VILLE ET LE FAMILISTERE

Dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, la France développe un grand corps administratif et technique à l'échelle nationale, s'occupant de l'aménagement du territoire, de la construction de routes, voies ferrées, canaux, ponts et autres équipements infrastructuraux qui répondent à la nécessité de moderniser le pays et de soutenir l'industrialisation. Dans cette euphorie, s'y mêlent souvent des hommes d'affaires alliés aux banques, amis de politiques, tels les frères Pereire qui à Marseille disposent d'assez de cet alliage pour agrandir le port et éventrer la colline du Panier et déloger une partie de ses habitants.

La révolution industrielle exige ses travaux titanesques, dans la course effrénée entre les pays européens concurrents, mais les usines, les complexes industriels apparaissent très vite comme des éléments perturbateurs pour l'environnement : l'on dénonce pollution de l'air et pollution sociale (à Paris, par exemple, les plus polluantes se concentrent à l'Est, ou au Nord, le vent dominant venant de l'Ouest). Dans les villes de province, la bourgeoisie locale s'inquiète de la pollution sociale, d'une trop grande concentration d'ouvriers, c'est-à-dire d'électeurs, voire de révolutionnaires.

Dès lors, les grands industriels afin de contourner ses obstacles opposeront un système dont le rôle est de faire écran à l'État : la cité-ouvrière autonome, souvent conjuguée à une volonté de contrôle de la municipalité . Ces complexes Habitat-usine où s'affirment le plus souvent le patronage ou le paternalisme sont sur le mode idéologique, un rempart contre l'intervention de l'État selon Henri Hatzfeld ; sociétés dans la société, les empires industriels sont organisés de telle façon à éviter toute ingérence de l'État ; le dirigeant, au sein de sa cité, peut ainsi imposer ses propres lois, ses règlements, instaurer des mesures sociales contraires à la morale, comme Godin, ou au contraire interdire ou minimiser celles votées par l'Assemblée nationale (autorisation des syndicats, par exemple), bâtir en

plus des habitations, services et équipements sociaux qui n'existent pas en ville proche, strictement réservés aux salariés de leur firme. La fonction patronale est dans ces cas portée dans sa plénitude, qualifiée de la sorte par François Ewald en tant que contre-droit, un libéralisme appliqué à un espace fermé où l'État n'est plus en mesure d'intervenir, ou d'imposer avec autant de rigueur, et qui en contrepartie laisse volontiers à l'entrepreneur le financement des équipements publics, des infrastructures, et de l'habitat. La firme se substitue ainsi à l'Etat. Et souvent, les grands patrons de province, ces paternalistes n'auront aucune difficulté à se faire élire maire de la commune, et député, avec paradoxalement les votes de leurs employés.

En 1859, les ateliers et le Familistère alors en construction étaient situés non loin de Guise, ville des ducs mais aussi lieu de naissance de Camille Desmoulins. Une décennie plus tard, l'entreprise Godin est le principal employeur de la ville, loin devant la filature Chenest, la tannerie Dezaux, et la Compagnie du Nord. Le nouveau « Duc » de Guise, Godin assure à la municipalité sa renommée et une grande partie de ses recettes fiscales. Le Familistère a été conçu pour vivre en autarcie : logis, équipements, services, parc et potagers, économats procurent à ses habitants une autonomie quasi complète, manque dans le programme, l'hôpital et la prison.

Multimillionnaire, Jean-Baptiste André Godin appartient à la classe des notables de la ville, cependant ses origines modestes et son socialisme radical font de lui l'ennemi n°1 des bons bourgeois et du clergé local. Viennent ensuite les commerçants, ayant élevé une formidable cabale contre les économats du Familistère, ouverts à tous, et dans une certaine mesure, les propriétaires, ceux qui vivent des rentes de location de maisons ouvrières : les faibles loyers, le confort moderne des appartements du « Fami » les privent, comme les commerçants, d'une large clientèle. Enfin, dans cette région du Nord qui fut un des berceaux du socialisme, et au fur et à mesure de son développement, s'opposent à Guise socialistes et conservateurs, la section anarchiste puis plus tardivement les communistes.

La stratégie des notables bourgeois de Guise, la plupart élus au conseil



Vue de la ville du Familistère (à droite) et de l'usine Godin (à gauche) depuis le château des ducs de Guise en 1865.



municipal, a été jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, d'entraver par tous les moyens possibles le développement des fabriques Godin : ils décidèrent, par exemple, du tracé de la voie ferrée et de l'emplacement de la gare, le plus éloigné des fabriques Godin. Car avec la croissance et le développement de la fabrique, le Palais social se remplit d'employés représentant une masse importante d'électeurs, sans doute socialistes, et favorables au bienfaiteur ; d'autant plus que les ouvriers des autres manufactures de la ville représentent également un poids électoral d'importance. Habitant les taudis du centre ville, les mesures des environs, le modèle social Godin pouvait les influencer dans leurs choix politiques. Ce qui fut effectivement le cas, car Godin est nommé maire de Guise en septembre 1870, jusqu'en 1874, pour cependant rester au conseil municipal jusqu'à sa mort en 1888. Il est également élu député de Guise en février 1871, et siégera à Versailles pendant la Commune de Paris de 1871 : ses détracteurs socialistes rappelaient à foison son attitude. Il cesse la députation en 1876, la considérant comme inutile. Ce n'est pas le cadre, ici, de faire l'inventaire des mesures proposées, votées ou non, par le maire puis le conseiller municipal. D'une manière générale, en tant que républicain, il entend « travailler au bonheur des classes ouvrières » et adopter pour la commune entière des améliorations sociales, notamment en faveur de l'instruction publique en proposant par exemple, la construction d'écoles laïques, sur le modèle du Familistère. Godin ne fut pas le seul familistérien à être élu, plusieurs directeurs de sa manufacture siègent au conseil à ses côtés. Tout change peu après le décès du Fondateur.

Les radicaux marxistes proposent la révolution par les armes, les socialistes possibilistes la victoire « graduelle » pacifique par les urnes, et notamment municipales : ils partent ainsi à la conquête des mairies de France, et bien que divisés sur le sujet, au côté de notables sont admis sur les listes, des ouvriers. En 1896, les élections municipales sont favorables au socialisme et plusieurs employés Godin siègent au conseil municipal, le maire, toutefois, est un notable notaire, un conservateur modéré. La parité entre socialistes et notables est presque parfaite, Guise peut aux prochaines élections basculer à Gauche. Dès lors, la bourgeoisie locale, apeurée d'une telle éventualité qui semble inéluctable, tentera d'« isoler » le Familistère, les électeurs socialistes du « Fami » du reste de la ville, en présentant au

préfet, une pétition – comprenant la signature de nombreux commerçants - afin d'établir une partition géographique politique de Guise, de la délimiter en deux sections électorales – grossièrement le quartier du Familistère et le reste de la ville -, afin de limiter le nombre possible d'élus de la section du Familistère : 6 élus maximum pour le quartier ouvrier du « Fami » sur un total de 23 conseillers municipaux.

## Isoler le Palais socialiste

Le préfet et le conseil général autorisèrent en 1897 cette incroyable partition, éliminant de fait, les socialistes pour les prochaines élections ! Ils se défendent et obtiennent par un jeu politique compliqué la démission du maire et de nouvelles élections en 1898, où s'affrontent les anti-sectionnistes socialistes et les républicains notables progressistes. C'est l'année de l'élection aux législatives d'Eugène Fournière, premier élu socialiste depuis Godin (victoire socialiste remarquable par la défaite de Guesde à Roubaix et de Jaurès à Carmaux). Finalement, les deux partitions de Guise élisent un pâtissier, un radical qui décide d'annuler le décret du sectionnement, qui oblige de nouvelles élections en 1900, où nombre d'ouvriers Godin sont élus. En 1903, à la faveur d'élections complémentaires, le « Godin » Urial Berdouillard est élu maire de la ville, second maire après Godin, issu du Familistère, qui prônait la solidarité, et la lutte sociale :

« Malgré la situation particulière des ouvriers du Familistère, ceux-ci ne doivent pas rester sourds aux appels des autres corporations afin d'aider à leur émancipation et leur faire goûter un peu du bien-être dont ils jouissent eux-mêmes, grâce au fondateur du Familistère. »

Suit ensuite une longue série de maires radicaux placés à la tête de conseils municipaux composé en majorité d'ouvriers.

Ce rapide tour d'horizon de la situation politique de Guise efface toutes les subtilités politiciennes entre les différents courants socialistes, modérés, radicaux, etc., leurs jeux d'alliance contre les républicains assurés pratiquement du vote des paysans – Guise est aussi une ville rurale -, leur méfiance commune contre les révolutionnaires, et leur rivalité. L'important

est d'apprécier le comportement de nombreux « associés » Godin préférant soutenir publiquement lors des élections, les républicains conservateurs plutôt qu'une liste socialiste, et d'accepter le sectionnement de Guise. D'autres, notamment des directeurs « associés », des membres du conseil de gérance se présentent même sur des listes, voire en candidat, composées de notables locaux. Qualifiés de traîtres, ils ne représentent guère, à forte raison, qu'une infime minorité, mais ils soulignent la rupture entre l'aristocratie ouvrière parvenue, la direction et la base ouvrière des auxiliaires.

La volonté d'« isoler » le Familistère, de sectionner Guise, faite par les conservateurs et notables locaux démontre à l'évidence son intégration dans la ville, son rôle de symboliser, concrètement, une forme du socialisme pour les uns, une alternative au capitalisme le plus prédateur pour les autres. Les liens qui unissaient ville et Familistère sont nombreux : disposant d'un théâtre, de vastes cours intérieures protégées de verre, ces lieux, ces grandes salles communales rassemblent les ouvriers, et plus largement la population de Guise, lors des fêtes – dont celle du Travail le 1er mai, bien avant son institution –, des cérémonies, des conférences publiques, et des grands bals, etc. Les économats, nous l'avons évoqué, amènent également sa clientèle extérieure, notamment populaire. Les écoles du « Fami » étaient un temps ouvertes aux habitants de Guise. En sens inverse, les familistériens ne se privent pas d'aller en ville, qui fil du temps est parvenue jusqu'aux portes du complexe : d'une part les administrations y sont implantées, d'autre part certaines contraintes en vigueur au « Fami », notamment concernant l'alcool, favorisent, semble-t-il selon de rares témoignages, l'ivresse dans les tavernes de Guise admise ou tolérée, mais proscrite dans les cafés du Familistère. De nombreux visiteurs observaient une bonne tenue au sein du Palais Social, et la forte présence d'ivrognes en ville... ceci expliquant cela ? On ne sait. Ils vont surtout dans les cercles politiques de la ville.

Il paraît évident que le Palais Social a contribué, plus que largement, à distiller au sein de la population de Guise, le socialisme, ou plutôt, les différentes mouvances du socialisme, et du communisme. Les ouvriers des autres manufactures ont pu profiter des cycles de conférence du Palais pour s'éduquer politiquement, et les organisations politiques, ou pacifistes,

féministes de Guise comptent en proportion autant de Godin que d'employés d'autres entreprises. La « prise » socialiste de la mairie fut l'affaire de tous, et le travail au sein du conseil municipal entre socialistes a sûrement déplacé le centre nerveux politique bien installé au Palais Social vers l'établissement municipal. Les premières années du 20e siècle à Guise voient également l'apparition et le développement des coopératives, sur le modèle des économats du Familistère, dont notamment une coopérative d'imprimerie et une autre concernant l'alimentaire ; phénomène certes observable dans maintes villes de France. Les activités sportives et de loisirs étaient au Palais Social, strictement réservées aux employés de Godin ; mais les maires socialistes de Guise, sur le même modèle ne tardèrent pas à fournir gratuitement aux plus jeunes de Guise nombre d'activités similaires et distractions.

## L'illusion de l'Union

Les conservateurs souhaitaient isoler le Palais Social socialiste et sectionner la ville, les socialistes tentaient au contraire de rassembler employés Godin et travailleurs de Guise, dans un mouvement que Godin nommait unitaire, de construire une identité commune partageant la même culture et, autant que possible, les mêmes valeurs. L'on érige en 1899 une statue et le mausolée du Bienfaiteur au Palais mais l'on glorifie en 1900 Camilles Desmoulins en lui consacrant une statue sur la grande place de Guise. À ses deux occasions une foule nombreuse assiste aux cérémonies, saluant les discours d'hommes politiques venus de la capitale.

Car Guise attire le monde socialiste de France, mais aussi de l'étranger, des personnalités célèbres du monde entier visitent ou résident pour un temps au « Fami », Zola vient y chercher l'inspiration, c'est un passage obligé pour les politiciens socialistes, et des syndicats de la région proposent à leurs militants une visite dominicale. Pour autant, visiter ne signifie pas admirer sans réserves l'oeuvre de Godin, de Jules Guesdes à Marcel Cachin, les critiques sont souvent venimeuses, acerbes ou au contraire ironique, saluant la vision utopique du bienfaiteur.

Cependant, la critique n'est plus adressée contre Godin, ou pas

uniquement, car ce sont bien les associés, l'aristocratie ouvrière du Palais, ses héritiers qui sont dorénavant désignés comme des traîtres, le mot revient fréquemment, pour qualifier l'outrage fait à la volonté suprême de Godin de combattre le misérabilisme ouvrier et d'endiguer la pauvreté. Plus tardivement, à l'époque du Front populaire, l'on reconnaît bien des défauts au système Godin, mais les critiques n'oublient plus de souligner le fait qu'il considérait que ces imperfections devaient être corrigées au fil du temps par certes une élite disposant d'avantages, mais oeuvrant pour les plus humbles, et pour le plus grand nombre. Ce ne fut malheureusement pas le cas. Cet article paru en 1934 dans L'Exploité, la feuille communiste de Guise, exprime parfaitement cette nouvelle ligne contre les orientations productivistes et l'abandon de l'idéal social de Godin :

« Organisation unique en France, si l'on considère les objectifs qu'on se proposait d'atteindre, cette usine est, prétend-on, la propriété exclusive des ouvriers qui y sont groupés. A l'époque de sa fondation, elle fut dotée de statuts qui reflétaient dans la plus large mesure l'esprit libéral et humanitaire de son Fondateur. [...] C'était alors la période de croissance du capitalisme, et le fondateur pour cette raison ne rencontra point de ce côté de difficultés insurmontables. Les années ont passé : subissant comme toutes les autres entreprises les crises de croissance du capitalisme, l'industrie lancée par Godin s'est développée, acquérant sur les marchés une place importante, un renom envié jusqu'à aujourd'hui. Mais que sont devenus les principes du fondateur ? Qu'a-t-on fait de l'œuvre sociale vers laquelle il aspirait ? Subissant l'influence idéologique et matérielle du régime où elle s'est développée, l'Association s'est débarrassée petit à petit de ce bagage encombrant dans ce régime où les coquins font la loi. [...] »



Dans la cour du Pavillon central le bal de la Fête de l'enfance

Photographie anonyme

1933

© Familistère de Guise

Dans la cour du Pavillon central le bal de la Fête de l'enfance

Photographie anonyme

1909

© Familistère de Guise ↓





# Du PALAIS SOCIAL au PALAIS DES VEUVES

Un avis placardé sur les panneaux d'affichage du Palais, vers 1865, informait les employés que des appartements étaient libres à la location. Ce qui semble confirmer l'avis d'historiens qui affirment que le « Fami » était peu apprécié des ouvriers, préférant les taudis de Guise. Lorsque Jean-Baptiste Godin en 1880 présente les statuts de l'Association, offrant à ceux qui y vivent la possibilité d'être des « Associés », la catégorie la plus haute de la hiérarchie, à ce moment précis, le Familistère, voit, logiquement, sa population augmenter : l'accès à l'habitation sociétaire est une condition obligatoire pour l'ascension sociale. Godin prend alors la décision de faire construire un nouveau corps de logement dans le but de « recevoir tous les membres qui souhaitent s'unir à l'Association », mais aussi parce qu'il est nécessaire pour le développement de l'entreprise de recruter de nouveaux ouvriers : « il se pourrait que les développements de l'industrie de l'Association éprouvassent des embarras si les logements continuaient à faire défaut ». Le dernier bâtiment d'habitations est inauguré en 1883 à Guise.

Mais cette condition fut modifiée en 1885, à l'approbation de l'assemblée générale : la mention « habiter le Familistère » est remplacée par « habiter les locaux de la Société du Familistère », sans doute des maisons à Guise, ou les environs, propriétés de l'entreprise. En 1888, après le décès de Godin, le conseil de gérance modifie les conditions d'admission pour accéder au statut d'Associé, et de Sociétaire, en privilégiant l'ancienneté au travail. Mais là encore, distinction est faite en deux groupes : Associés ou Sociétaires Familistériens et « ouvriers du dehors », c'est-à-dire le personnel habitant en ville.

Plus aucun bâtiment ne sortira de terre après le décès du Fondateur (sauf le Familistère de Laeken à Bruxelles) alors qu'augmente encore le nombre

des salariés ; au contraire des concurrents de la région des Ardennes, qui multiplient la construction de cités ouvrières pour capter, loger et stabiliser leurs ouvriers. Faute de logements disponibles, les ouvriers Godin nouvellement embauchés logent en ville, et sont de fait exclus du système de promotion qui leur interdit l'accès aux avantages de l'Association, réservés aux Familistériens.

Pour les militants communistes, fins observateurs du microcosme socialiste de Guise, l'usine s'est considérablement agrandie, le nombre de travailleurs a augmenté, autant que les bénéfiques, et le conseil de gérance, la caste des associés a refusé la construction de logements car ne pas agrandir le Palais Social constitue un moyen statuaire, simple et ingénieux pour maintenir le petit nombre d'élus. Selon le syndicaliste révolutionnaire Max Emile les nouvelles constructions nuiraient à la caste des privilégiés, et il assurait dans un article paru en 1930, que l'on devient pas « associé », on naît associé bien plus qu'on ne le devient : « la mort même d'un associé ne crée pas toujours une place pour un nouveau. La famille du mort continue d'occuper le logement du Palais Social qui a été aussi surnommé le "Palais des Veuves" ». En 1936 le nouveau patron, René Rabaux avouait le caractère héréditaire de la position de Familistérien et du titre d'associé :

« Un fils de non-familistérien pourra très difficilement devenir associé ou même sociétaire, car il doit habiter au Familistère ; or la place y est limitée et les logements sont réservés par priorité aux descendants mâles des premiers ouvriers de l'Association. »

Plutôt que de construire, l'on décide alors d'aménager les bâtiments pour augmenter la capacité d'accueil, dont notamment les mansardes des pavillons centraux reconverties en chambres pour célibataires sans enfants. Avant la première guerre mondiale, le Familistère est plein comme un œuf : les enfants devenus adultes et « Associés » prolongent leur séjour au sein de la famille, souvent, jusqu'à un âge avancé ; l'épouse ou le mari s'installe dans l'appartement du parent familistérien, bref on s'entasse tant bien que mal afin de conserver les avantages liés au lieu d'habitation, dont notamment la part de bénéfiques obtenue, le montant de la pension lors du départ en retraite, etc.

L'on arrive alors à une situation ubuesque, car en effet, certains « Associés » et d'autres retraités, ayant amassé assez d'épargne au fil des ans, se rendent propriétaire d'une maisonnée à Guise, mais n'y résident pas, préférant demeurer - de moins en moins bien - au Familistère pour conserver leurs avantages, et louer leurs biens, souvent, à des travailleurs Godin... Ainsi leur enrichissement, leur embourgeoisement provient, pour beaucoup, de deux sources : celle des mutuelles du Familistère – dont la caisse de retraite -, des bénéfices et celle de leurs investissements locatifs. L'on observe alors ce que l'on nomme généralement un fossé entre les familistériens et la base ouvrière d' « en-dehors », une différence de niveau de vie, un écart de richesse, des inégalités tels que les antagonismes entre les avantagés et défavorisés apparaissent et augmenteront au fur et à mesure du temps. Marcel Cachin, en visite à Guise en 1911, observait :  
« il y a une grande jalousie entre ceux du Familistère et le reste des ouvriers ».

La conséquence de tout ceci fut particulièrement dramatique pour l'avenir de la firme car la caste des « Associés » sera quasi-exclusivement constituée de familles habitant le Familistère, qui au fil du temps, prendra les contours de véritables dynasties, léguant le droit et la possibilité d'être élu, à leurs enfants, un titre quasi héréditaire dans son principe transmis de père en fils. Un principe contraire à l'idéal de Jean-Baptiste Godin, exécrant le droit d'héritage, privilégiant la sélection par le mérite. D'autant plus que faute de logements disponibles, le recrutement des « Associés » est fortement limité, favorisant ainsi la formation de l'aristocratie ouvrière au sein de la société coopérative Godin. Et cette caste, comme chaque caste, se composa autant de personnalités ayant les qualités requises pour occuper un poste à responsabilité, que d'autres parfaitement incapables de diriger quoi que ce soit. C'est un des facteurs qui explique le déclin progressif de la marque dans sa capacité d'innovation, d'organisation.

## IMMOBILISME

L'aristocratie ouvrière des Godin du « Fami » règne et prodigue autant de décrets, qu'elle modifie les statuts décidés par le Bienfaiteur leur assurant ainsi un avenir radieux de père en fils. L'on observe également un féminisme rétrograde érigeant l'épouse, avant tout, en bonne mère de

famille s'occupant à procréer des futurs soldats, des patriotes, car le pacifisme, valeur suprême pour Jean-Baptiste Godin, n'est plus de mise, dès avant la première guerre mondiale, pour la caste dirigeante.

Eduquer les enfants, cette mission première du Fondateur fonctionna parfaitement, trop même pour ses successeurs qui le déplorait car à partir de la Belle Epoque, l'on observe un changement d'attitude des parents ouvriers quant à l'avenir professionnel de leurs progénitures, préférant les voir obtenir un diplôme et embrasser une carrière moins pénible de col blanc, plutôt que de s'engager dans une formation professionnelle de col bleu, sans pour autant quitter Godin, qui emploie bien sûr nombre de personnel pour son administration, ses activités commerciales, etc. Cette nouveauté n'est pas propre au personnel qualifié de Godin, elle inquiète la plus grande partie de l'industrie française qui manquera, aussi surprenant que cela puisse paraître, d'ouvriers qualifiés dans l'entre-deux guerre (la boucherie de 14-18 joue son rôle dans cette pénurie). Ainsi, se lamentaient les directeurs de l'usine Godin de constater que l'élévation morale et intellectuelle des fils et filles d'ouvriers les incitaient à embrasser d'autres carrières plus fructueuses ou moins pénibles autres que celles des ateliers.

De la même manière, si Godin recrutait ses directeurs parmi les meilleurs étudiants diplômés des grands écoles, le conseil de gérance préférait les recruter au sein même du Palais social, c'est-à-dire, de leurs propres familles. La revue bi-mensuelle La révolution prolétarienne, obédience syndicalisme révolutionnaire anti-communiste, publiait en 1930 un long article faisant état qu'au sein des ateliers tout n'était que gaspillage, du fait de l'incapacité des « capacités » : « Tout au rebours, les ouvriers souffrent de l'étroitesse de vue de directeurs arriérés, industriellement comme socialement. » L'Exploité, feuille communiste, évoque en 1934 des « équipes d'incapables », « incapables [...] d'innover, d'inventer des produits irréprochables à des prix abordables ». La situation est identique à l'usine de Bruxelles, ainsi décrite par les militants communistes en 1935 et publiée par L'Exploité :

« Ici plus qu'à Guise nous sommes mal dirigés. Que de gens nuisibles à l'Association ! Des incompetents, qui obéissent au doigt et à l'œil au grand responsable de Bruxelles, qui ne sont que des parents et amis, des flagorneurs désireux de conserver leur bon petit poste. »

Le système Godin souffre désormais d'une trop grande inertie, de son incapacité de s'adapter au temps nouveau et d'être à la pointe de l'innovation autant industrielle que sociale : les lois votées en faveur des ouvriers (et notamment dans la diminution du temps de travail à 40 heures par semaine), les premières élections de maires socialistes et communistes au début du 20e siècle le place en position d'arrière garde.

De même, dans l'entre-deux guerre, dans leur grande majorité, les industriels, par force ou par mansuétude, souvent les deux, ont adopté nombre de préceptes Godin concernant les avancées sociales et l'habitat ouvrier. Déjà en 1886 le journal de Jules Guesde *Le Socialiste* hostile à Godin, publiait cet article :

« Qu'est-ce-que cela prouve, M. Godin ? Que vous êtes plus habile que vos concurrents. Mais vous n'êtes pas le premier qui ayez donné des salaires supérieurs pour attirer et retenir les meilleurs ouvriers de la partie. [...] Vous vous glorifiez de n'infliger que dix heures de travaux forcés à vos ouvriers. Votre rédacteur ne connaît pas ses auteurs, autrement il vous aurait appris que M. Leroy-Beaulieu, un économiste-tripoteur, conseille aux patrons de réduire à dix heures la journée de travail, dans leur propre intérêt. [...] Votre philanthropie vous rapporte. Vos concurrents sont de fiers imbéciles de ne pas suivre votre exemple. »

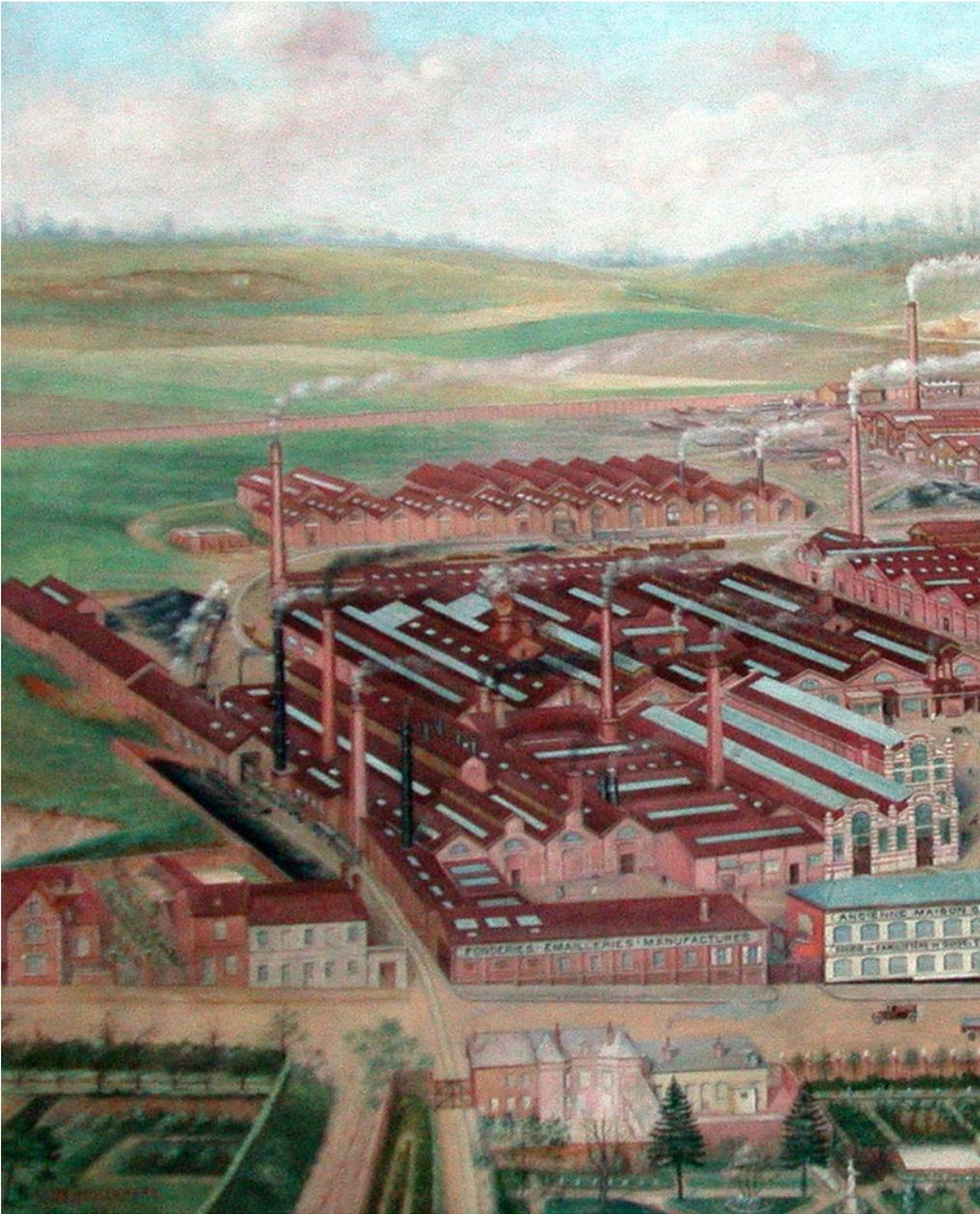
Privé de l'inventivité de Godin, la firme va rapidement être confrontée à celle de ses concurrents.. Car ces fiers imbéciles de concurrents vont multiplier les inventions et avantages sociaux, dont Henri Magdalenat (Rosières), Bernard de Turckheim (De Dietrich), Arthur Martin, Faure, etc. En exemple, la société concurrente Faure, qui malgré la crise, entame la construction en 1931 d'une cité-jardin ouvrière à Revin accueillant 460 habitants, comprenant des services et équipements sociaux, ainsi que des allocations sur le modèle Godin. Bien avant, la reconstruction des villes détruites lors de la première guerre mondiale est l'occasion pour des maires socialistes de créer des Offices d'Habitations à Bon Marché et de bâtir nombre de cités ouvrières.

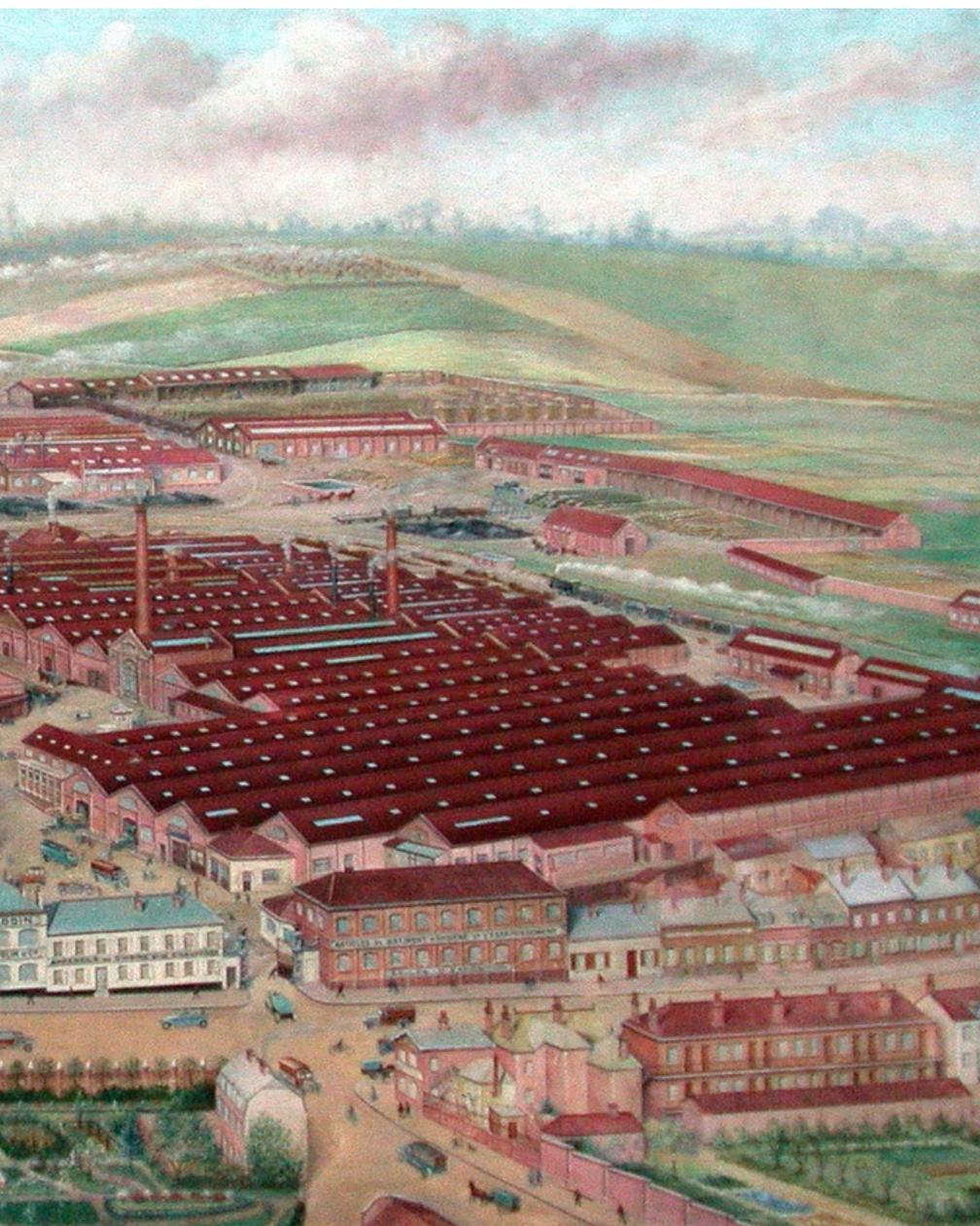
## LE DECLIN

La dégénérescence de la doctrine Godin, corrompue par ses propres ouvriers, apparaît peu avant les grandes grèves des années 1920, lors de la reconstruction du complexe qui a été pillé dans le premier temps de la guerre, puis en partie détruit par l'armée allemande lors de sa retraite, pratiquant la stratégie de la terre brûlée. Les ateliers ont davantage souffert, ne subsistent que les murs ; le Familistère a été ravagé, un bâtiment a été incendié mais les structures ont été préservées, les logements ayant servis, comme il se doit, de caserne, pour les soldats, le théâtre, de prison.

L'oeuvre de reconstruction réparation gérée par le gérant-administrateur Louis Colin est, sans tomber dans l'exagération, le plus parfait opposé de l'esprit de Jean-Baptiste André Godin, qui s'appliqua à rebâtir l'ensemble à l'identique, plutôt que de faire le choix, l'occasion lui étant donnée, d'innover ou d'expérimenter. L'exemple le plus frappant est sa décision de fabriquer à l'identique les moules des modèles, détruits par l'occupant, conçus à l'époque de Godin, et de conserver les mêmes procédés techniques, outillage reconstruit sur le modèle quasi artisanal d'avant-guerre et obsolète, limitant la production. Plus grave, la qualité, la fiabilité des produits baissent prodigieusement, la robustesse jadis légendaire des poêles Godin s'estompe progressivement tandis qu'augmente celle de ses concurrents, notamment allemands. Plus grave encore, l'extrême attention qu'accordait Godin aux conditions de travail des ouvriers les plus exposés aux produits chimiques n'est plus la préoccupation du conseil de gérance. Les militants communistes dénonçaient régulièrement dans leurs journaux la pénibilité du travail au sein des ateliers Godin, et réclamaient, autant pour la santé des travailleurs que pour la bonne productivité de l'usine, la modernisation des outillages, et des équipements de sécurité ; et de meilleurs salaires, ceux de Godin étant parmi les plus bas de la région.

Dès lors, cette absence d'innovation modernisation fera que progressivement la firme a été contrainte de s'adapter aux exigences du marché, aux goûts changeants de la clientèle, aux affres de la concurrence,





Panorama de l'usine Godin après la Grande Guerre  
huile sur toile De Meulenaere  
1924 © Musée de Guise

aux nouveautés technologiques alors que toute la philosophie industrialo-commerciale de Godin était, au contraire, d'innover techniquement et de « fabriquer de la demande » qu'il imposait sur le marché. Et vice et versa, car la stratégie commerciale du Fondateur, de multiplier à l'infini les modèles, de diversifier la production pour conquérir tous les goûts et les bourses, ouvrières et bourgeoises, s'avère être industriellement incompatible après la crise de 1929, aux nécessités de rationaliser, de standardiser au maximum la production, de produire en série, et donc, de limiter le nombre des articles. Là encore, le gérant René Rabaux adopte les méthodes américaines avec plusieurs années de retard, lorsque la crise est à son apogée, et non sans difficultés pour les faire accepter au conseil de gérance.

Dans le même mouvement d'immobilisme, la stratégie commerciale affiche encore des procédés dignes de la réclame, alors que le marketing venu des USA déferle en Europe. Le réveil se fera à nouveau après la crise de 1929, en 1933 avec une « campagne » publicitaire et un nouveau logo dignes d'intéresser les nouveaux consommateurs. Certes, la marque Godin n'est pas la dernière de la classe, toute l'industrie française est largement dépassée par les innovations américaines et tente de s'adapter, Godin révèle encore des potentialités de réactivité et d'adaptation surprenantes qui lui assurent sa survie, mais l'ombre de Godin plane encore et ses vieilles méthodes semblent orienter les choix stratégiques ou retarder l'adoption de mesures nouvelles.

Le procédé est à peine différent pour la remise en état des bâtiments du familistère, plus originale. En premier lieu, l'on décide d'agrandir les appartements, diminuant ainsi le nombre initial de logements, de même les mansardes spartiates sont transformées en appartements spacieux. Là s'arrête l'audace et l'innovation architecturales du conseil de gérance, car l'on préfère embellir les façades en leur ajoutant ici des balcons, là un dôme et d'autres préoccupations esthétiques de style ornemental donnant l'illusion et la prétention d'une grande maison bourgeoise.

Rappelons que lorsque débute cette opération de réparations, vers 1922, l'architecture moderne est née, et en Allemagne apparaissent les premiers immeubles modernes destinés aux classes ouvrières, sobres, économiques, confortables et sains, et grande nouveauté, chaque logement dispose de

toilettes, d'une salle de bains, voire d'un simple lavabo, et donc de l'eau courante.

Le conseil de gérance refuse ses améliorations touchant pourtant l'hygiène : l'eau sera distribuée et déversée tout comme avant à l'identique aux fontaines des paliers, cabinets et douches restent communs. Pour expliquer le refus de ces améliorations plus que confortables, ne serait-ce qu'un lavabo, Colin avançait l'idée que :

« Chez des gens propres habitant bourgeoisement, qu'on peut congédier s'ils ne se tiennent pas bien, ce serait une mesure hygiénique. Mais chez les ménages où la propreté est inconnue (et il y en a beaucoup au Familistère), contre lesquels on ne peut sévir, et qui se serviront de l'évier pour y verser les excréments, ce sera une infection. »

L'on reconstruit à l'identique, l'on embourgeoise les façades du « Tas de brique », l'on diminue le nombre de logements et donc d'associés, et le conseil de gérance n'envisage pas de construire de nouveaux immeubles d'habitations modernes, préférant acheter une dizaine de bâtisses à Guise, louées à quelques salariés, sans doute associés. Pourtant, la société dispose de vastes réserves foncières, d'une trésorerie solide et a bénéficié de l'aide de l'Etat pour la reconstruction, dans le cadre des dommages de guerre, et peut obtenir des crédits des Offices d'Habitations à Bon Marché, etc., et enfin, la reconstruction d'une partie de la France lui assure un carnet de commandes confortable.

Le calcul – compliqué - du conseil de gérance pose une conclusion fort simple : toute augmentation du nombre d'associés intempestive mettrait en danger l'équilibre entre capital dédié à l'industriel et les « dépenses sociales » : il faut sacrifier le plus grand nombre, sur l'autel de l'économie, pour qu'un petit nombre puisse conserver ses avantages, qui, loin d'être minimes, leur procurent des rentes majestueuses : ce n'est plus le Palais Social, mais bien, effectivement, le Versailles des ouvriers !

La Belle Epoque est celle du Parti communiste, qui fera son entrée aux usines Godin par les syndicats des ouvriers de la base, les auxiliaires. Godin anti-marxiste aurait certainement apprécié le discours, et plus largement l'évolution – certes alors progressive - des communistes à s'éloigner de la Révolution par les armes pour préférer la prise du pouvoir par le vote démocratique, en attendant le Grand Soir. D'ailleurs, la doctrine Godin, exigeant des travailleurs une prise de conscience, une participation aux décisions, leur implication dans les activités sociales politiques – les Unions par exemple –, des initiatives collectives favorisant leur émulation, et bien d'autres considérations faisant d'eux des acteurs à part entière au sein de la Société, tout cela caractérise parfaitement, finalité mise à part, le militantisme des communistes au sein de l'entreprise ; et à ce titre, ils se revendiquaient de l'héritage non pas du Bienfaiteur, mais de l'homme politique, pour légitimer leur implication, pour critiquer le conservatisme et l'immobilisme du conseil de gérance, qui exige que le Familistère reste à l'écart du mouvement ouvrier. Mais le Familistère fut aussi le lieu de naissance d'employés fidèles à l'esprit du socialiste : les modérés partisans d'un équilibre plus juste entre la base et le sommet, les radicaux exigeant la parité, les communistes de Guise également qui bien qu'opposés à la doctrine Godin sont parfois plus réservés dans leurs critiques que leur comité central parisien.

Dans l'entre-deux guerre, les communistes ne se privaient pas de dénoncer cette élite composée en majorité d'employés, peu syndiqués, contre les grévistes, cette aristocratie égoïste « ayant abdiqué toute conscience de classe ». La presse d'ailleurs soulignait que l'oeuvre de Godin était battue en brèche par chaque grève et conflit, « ces luttes fratricides, lui qui avait légué son oeuvre à des collaborateurs, ses amis ».

En 1929, à la surprise générale, le premier candidat communiste de la liste « BOP » (bloc ouvrier et paysan) est élu maire de Guise, un ancien « Godin » reconverti, entouré de conseillers, ouvriers « Godin ». Peu après l'élection, se déclenche une grande grève à l'usine Godin, ouvriers contre aristocratie ouvrière, communistes contre socialistes, avec au centre, les indécis, nombreux semble-t-il. Longue d'un mois, le maire communiste est destitué provisoirement par les autorités qui instaurent l'Etat d'urgence, la troupe s'installe, charge, les grévistes les plus remarquables sont licenciés,

cette grève marque la fin du rêve de Jean-Baptiste André Godin : le fragile équilibre Capital Travail est à jamais brisé.

6<sup>e</sup> Année, N° 98 - 15 Février 1930 Prix : 2 francs

# la Révolution prolétarienne

Revue bi - mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

**SOMMAIRE :**

LE CARNET DU SAUVAGE : De Primo de Rivera à Berenguer. — La fermeture de la B. O. P. — La « politisation » des grèves (P. Monatte).

*De l'idéaliste Godin à l'Harpagon Colin*

## LA GRÈVE DU FAMILISTÈRE DE GUISE

par MAX EMILE

A TRAVERS LES LIVRES : Albert Thierry : Le Révéléateur de la Douleur (B. Giaufré). — Victor Augagneur : Erreurs et Brutalités coloniales (J. P.). — Petites nouvelles.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : La Ligue Syndicaliste doit persévérer (P. Monatte). — Le Comité des Quatre Pays. — Petites remarques.

FAITS ET DOCUMENTS : Les Faits de la Quinzaine. — Les mutineries militaires de 1917 et le sénateur Henry Bérenger. — L'assassinat de Bloumkine par le Guépéou. — Le prêtre à l'école laïque. — La baisse de la peseta a fait partir Primo de Rivera.

**Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau - PARIS (10<sup>e</sup>)**

# REMARQUES EN GUISE DE CONCLUSION

## I

Les partisans, les admirateurs de Godin lui laissaient entendre que son édifice politique et social risquait de s'écrouler à sa mort car aucun autre dirigeant tel que lui ne pouvait le remplacer ; ce à quoi il rétorquait que les « capacités » de son élite ouvrière, l'union de l'ensemble des travailleurs pour préserver leur capital et le faire fructifier, étaient de dignes héritiers, et que leurs imperfections allaient tendre à disparaître avec de nouvelles générations instruites et cultivées.

Les historiens remarquent cependant avec la perte du Fondateur, une baisse prodigieuse de ce qui fit la fortune et la renommée de la firme : l'innovation et permanente et simultanée dans tous les domaines. Placée à l'avant-garde industrielle comme sociale, l'entreprise cessa d'inventer et d'expérimenter pour finalement « se reposer sur ses lauriers », bientôt dépassée à la fois par les lois nationales votées en faveur des ouvriers, celles municipales concernant les services sociaux, et par la concurrence. Jean-Claude Daumas écrivait que « la nouvelle génération privilégie la fidélité aveugle à l'héritage reçu au lieu d'innover pour l'adapter à de nouvelles conditions ». La prodigieuse renommée internationale préserva la marque d'un rapide déclin, elle retarda simplement la déchéance. Le génie de l'inventeur est déterminant pour expliquer sa fulgurante réussite et son immense fortune, comme l'est le conservatisme – ou le maintien des stratégies du Fondateur à l'identique - de ses successeurs pour comprendre la faillite industrielle.

## II

Les critiques exposaient également les limites de la doctrine de Godin en

affirmant, avec justesse, qu'aucune autre fortune de France, pas un seul industriel disposant d'un capital aussi grand – Godin est multimillionnaire -, n'était disposé à le « partager » et l'offrir, sous une forme ou une autre, à leurs salariés. Les conditions préalables mêmes pour l'application du programme Godin étaient ainsi jugées extra-ordinaires : génie créatif et fortune colossale, condamnant sa doctrine à n'être qu'une expérience isolée, un modèle « local » non reproductible. Godin à ce propos répondait que la reproductibilité de son modèle pouvait s'accomplir par un gouvernement socialiste imposant par des lois aux industriels sinon l'ensemble de ces préceptes, mais plus d'équité. Ce qui, d'ailleurs, fut dans une moindre mesure, le cas.

### III

La principale critique faite autant par les communistes que les libéraux, était qu'une telle expérience isolée dans une économie capitaliste n'avait aucune chance de survivre, l'augmentation d'une matière première, une crise économique plus forte qu'une autre, comme celle de 1929, et autres variables économiques, pouvaient décider du destin de millions de travailleurs. La « sécurité » des salariés, concept phare pour Godin, et en particulier des ouvriers auxiliaires, n'était aucunement assurée, comme celle d'ailleurs de l'entreprise. Ainsi par un autre chemin, nous revenons au thème de l'innovation, car en effet, selon les mots de Godin, ses inventions industrielles ont sauvé la marque des crises des années 1870, et celles sociales l'ont préservé des grandes grèves ouvrières qui agitèrent l'industrie. Poursuivant, Jean-Baptiste André Godin assurait dans son livre Solutions sociales que Dieu merci, son affaire était très rentable.

### IV

Alors Godin a-t-il prouvé qu'une entreprise peut à la fois adopter de larges concessions faites généreusement à ses salariés, dont le partage des bénéfices et des décisions, et être une affaire très rentable à une époque où le capitalisme était aussi néfaste qu'il peut l'être aujourd'hui, et les crises aussi sévères ? Michel Lallement, sociologue, auteur d'un bel ouvrage concernant Godin, donne écho au Revival de la doctrine Godin, à la faveur des temps difficiles, et affirme,

« Qu'il s'agisse, en bref, des stratégies gestionnaires, de la démocratie dans l'entreprise ou du droit des femmes, Godin a su faire œuvre d'innovateur au service de l'émancipation collective. Mieux encore, même si les réalisations n'ont pas toujours répondu à ses espérances, ce chef d'entreprise fouriériste a proposé des solutions sociales originales dont nous n'avons toujours pas fini de mesurer la richesse ni de tirer toutes les implications. »

Et :

« La crise de 2008 nous a montré, à rebours de toutes les préconisations de Godin, combien est dangereuse la tentation de céder aux pressions des actionnaires et des marchés financiers, peu soucieux de l'avis et de la vie de celles et ceux qui, par leur travail, font battre le cœur de l'économie. »

Retenons plutôt que l'échec du programme social politique de Godin est l'œuvre en partie de ses ouvriers coopérateurs héritiers de la caste-catégorie supérieure, égoïstes, cupides, qui ont sabordé l'édifice social pour préserver leurs avantages au détriments des Autres, une caste de proto-capitalistes confrontés aux « puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes », l'argent ainsi qualifié par François Mitterrand à Epinay en 1971.

## V

« Vive l'autogestion » fut le mot d'ordre de mai 68, puis de la CFDT puis le principal argument politique du Parti socialiste, au centre même de la campagne présidentielle du candidat Mitterrand de 1974. L'on hésite guère à évoquer l'audace de Charles Fourier, mais le socialiste Jean-Baptiste André Godin ne figure pas sur la liste d'aucun des mouvements et partis politiques se réclamant de l'autogestion ! La fin de la coopérative en juin 1968 et surtout son fonctionnement inégalitaire l'expliquent, sont préférées les expériences de Yougoslavie et d'Israël. Le Revival du

programme économique, politique et social de Godin s'explique en partie par la transformation récente d'une partie du Familistère en centre culturel, la presse et l'édition le redécouvrent. Et à l'instar de Michel Lallement, à la faveur d'une longue crise, ce Revival met en relief les mesures sociales de la doctrine Godin, bien en avance sur leur temps, prophétiques même pour ce qui concerne le féminisme.

## VI

Parler de Godin n'est donc pas, ou plus, anachronique : l'idéologie de l'équilibre Capital Travail par l'absorption des critiques sociale et culturelle du moment connaît, à nouveau, un regain d'intérêt. L'article du plus que célèbre économiste socialiste Thomas Piketti paru dans Libération daté du 29 décembre 2014 soutient l'idée que :

« ... les mouvements politiques qui prospèrent aujourd'hui à la gauche de la gauche, comme Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce, sont fondamentalement internationalistes et proeuropéens. Plutôt que de les rejeter, il faudrait au contraire travailler avec eux pour formuler les contours d'une refondation démocratique de l'UE. » ; et invite François Hollande à « formuler enfin des propositions audacieuses pour notre continent. »

Tout y est, ou presque, Audace et Alliance entre élément positif, le capital, et ensemble négatif, le travail, Coalition des critiques de la Gauche radicale et du monde financier, pour sortir du marasme économique ! Mais l'idéologie de l'équilibre, résumons-la par la recherche d'un équilibre pacifique Capital-Travail au sein d'une société libérale adoptant adaptant les critiques sociale et culturelle, pour profiter de leur potentiel d'innovation autant que les amortir, appliqué en simultanément à tous les domaines de la société, cette idéologie est un mythe, quelle que soit sa forme et son niveau de radicalité. La doctrine Godin fut imparfaite selon son propre aveu, un échec après son décès.

## VII

L'époque est à nouveau un moment de l'histoire, comme d'autres auparavant, de la résurgence des colonies de Fourier, des communautés pacifistes proposant des contre-modèles alternatifs en territoire capitaliste, l'on songe à Marinaleda en Espagne (s'exprimant dans sa forme la plus haute et étendue et guerrière au Chiapas). Au 19e siècle, ses expériences-tentatives souvent téméraires et isolées, participaient à une sorte de nébuleuse nommée le localisme, c'est ainsi d'ailleurs qu'on qualifiait péjorativement la doctrine de Godin. Là encore les Familistères de Godin, à Guise et à Laeken, et de nombreuses autres communautés d'hier, peuvent apparaître comme des expériences locales urbaines préfigurant celles d'aujourd'hui et peut-être de demain : plutôt que tenter de prendre le pouvoir, démocratiquement ou avec les armes, leur idéal est de construire sans attendre et à l'écart de l'autre, une société pacifique, comme l'étaient les communautés hippies américaines ou d'Ibiza ; dans la multitude de variantes possibles, l'idéal de Godin propose :

« Il s'agit pas de rechercher comment l'avenir pourra s'élever sur les ruines du passé ; mais bien de démontrer comment le présent peut créer le bien-être au profit de ceux qui sont privées du nécessaire, sans rien enlever à ceux qui possèdent la richesse. »

Jean-Baptiste André Godin n'est ainsi pas un Robin-des-Bois.

## VIII

L'héritage de Godin peut se retrouver dans les idéaux des ministres de l'après seconde guerre mondiale, socialistes chrétiens partisans de la troisième Voie entre USA et URSS, du moins, lors des premiers temps des trente Glorieuses : la fabuleuse croissance économique devait permettre théoriquement l'embourgeoisement des classes laborieuses et la création de ce que l'on nomme les Classes moyennes. Des ministres gaullistes ainsi se réclamaient des idées de Saint-Simon (plutôt habituel), et (plus grave) de Charles Fourier, évoquant les possibilités bienfaitrices de l'Association Capital Travail, des coopératives auto-gestionnaires, dont celle des Castors. Leur grand programme politique fut la construction de **Palais sociaux** modernes sur l'ensemble du territoire [4]. L'on peut même ajouter que le

principe retenu pour l'habitat favorisa le locatif au détriment du propriétaire, préféra le collectif plutôt que l'individuel, mais l'on oublia, l'on économisa, de bâtir à l'ombre des monstres de béton, services et équipements publics et privés.

## IX

La première différence entre le socialisme radical, sur ce point particulier, de Godin et les élites gaullistes socialisantes de 1950, comme d'ailleurs celles d'aujourd'hui, est de taille, car l'architecte Godin annule les distinctions entre les catégories sociales dans le domaine de l'Habitat, **l'architecture unitaire** rompt avec la ségrégation : habitat social et habitat de standing n'existent plus en tant que tel et unis inventent l'habitat Unitaire public. Pour autant, une certaine dose d'inégalité s'y exprime, subsiste, par la superficie des appartements, Godin y vivait dans un sept pièces de 200 m<sup>2</sup> (l'industriel y avait toutefois ses bureaux de direction) ; mais l'architecte Godin innove encore et à nouveau, en inventant le logement modulable, auquel il est possible d'ajouter ou de soustraire une pièce, configurations données selon les moyens financiers mais aussi selon les goûts de chacun à disposer d'un grand espace ou non ; mais une règle d'Or imposait à la morale d'occuper que le strict nombre de pièces nécessaires.

La seconde particularité de l'architecture unitaire est de bâtir un complexe sans la moindre exigence d'économies, l'habitat minimum est définitivement proscrit, le Familistère est un ouvrage très coûteux, à bâtir et à entretenir, autant par la superficie des appartements que l'immensité des espaces collectifs intérieurs et extérieurs, et le nombre d'équipements et de services. Le Familistère avec certes des améliorations est habité encore aujourd'hui, plus de 150 années après sa construction, ce n'est pas le cas de nombre d'HLM construit sur les seuls critères économiques dont la durée de vie n'a pas excédé pour certains dynamités, 30 ans. « Le bon marché coûte cher » : telle était la conclusion d'un rapport du Conseil économique et social en 1975 qui préconisait :

« Pour ménager l'avenir, et permettre des évolutions futures, il faut, au contraire viser "la peinture au-dessus", car la qualité ne se retrouve plus lorsqu'on l'a sous-estimée au départ. »

## X

Le Familistère, le Palais des Familles, le Palais social, le Versailles des ouvriers, le Palais du Travail, ou bien la Prison, la Caserne Ouvrière, le Tas de briques, le Palais des Veuves, est donc un monument de l'architecture consacrée à l'habitat collectif et non pas social, et tous les défauts qu'il contient – peu nombreux du vivant de Godin – tendent à s'estomper lorsque l'on sait que l'imposant édifice et ses annexes à Guise et à Laeken ont été légué par Jean-Baptiste André Godin à ses employés, en leur interdisant formellement de devenir possesseur, propriétaire de leurs appartements, pour les destiner à jamais à n'être que de simples locataires ; mais en leur donnant l'assurance – la sécurité - d'y vivre aussi longtemps qu'ils le souhaitent, pauvres veuves de défunts ouvriers y compris. Car selon l'architecte,

« La propriété n'est donc ni un talisman contre le désordre, ni un gage de vertu privée ; l'amour de la matière est, hélas ! trop invétéré chez l'homme : mieux vaut l'appeler à l'amour de ses semblables. »

Là le Godin socialiste radical touche le point crucial de nos sociétés : l'héritage qu'il exècre. Ici, le Palais social révèle toute sa beauté et dépasse amplement sa fonction de simple objet architectural, pour atteindre le stade ultime d'architecture politique, aussi ambitieuse que les programmes d'habitat des pays communistes.

## XI

Le Familistère n'est pas une machine à Habiter, mais une **machine à Eduquer**, un formidable instrument de propagande destiné à Inculquer aux habitants – ouvriers analphabètes comme directeurs issus des grandes écoles – le socialisme ; c'est une Fabrique d'une élite socialiste. C'est donc un complexe politique, un espace totalitaire exigeant de ses membres de partager les valeurs du socialisme pacifique, ou de s'y soumettre, excluant si nécessaire les opposants politiques. En caricaturant, l'on songe au principe de l'Avant-garde ouvrière communiste, idée en particulier chère à Lénine, d'une élite formée, guidant les masses opprimées et incultes vers l'égalité par la révolution. Dans les deux cas, il s'agit bien de former un

**Homme nouveau** ; et dans celui de la jeune URSS, Lénine procéda de même, en sélectionnant ses lieutenants par leurs mérites respectifs, avant que ne s'installe après son décès – comme celui de Godin à Guise - la Nomenklatura, ou l'aristocratie ouvrière, et le principe d'hérédité reconduite.

## XII

Zola, qui le visita, jugeait :

« La vie au Familistère : Palais (caserne) social. Un pavillon central et deux ailes. Trois immenses cours couvertes par des verrières. Maison de verre, on voit tout, bruits épiés. Défiance du voisin. Pas de solitude. Pas de liberté. Mais grandes commodités et aisance. Surtout pour l'enfance... [...] Ordre, règlement, mécanisme. Confort, mais le souhait de l'aventure, des risques de la vie libre et aventureuse. Ne pas couler toutes les vies humaines dans le même moule. L'ouvrier est-il devenu meilleur et est-il parfaitement heureux ? Question à résoudre. »  
Notes sur le Familistère dans le dossier préparatoire de Travail, « Les quatre évangiles », en 1901.

## NOTES

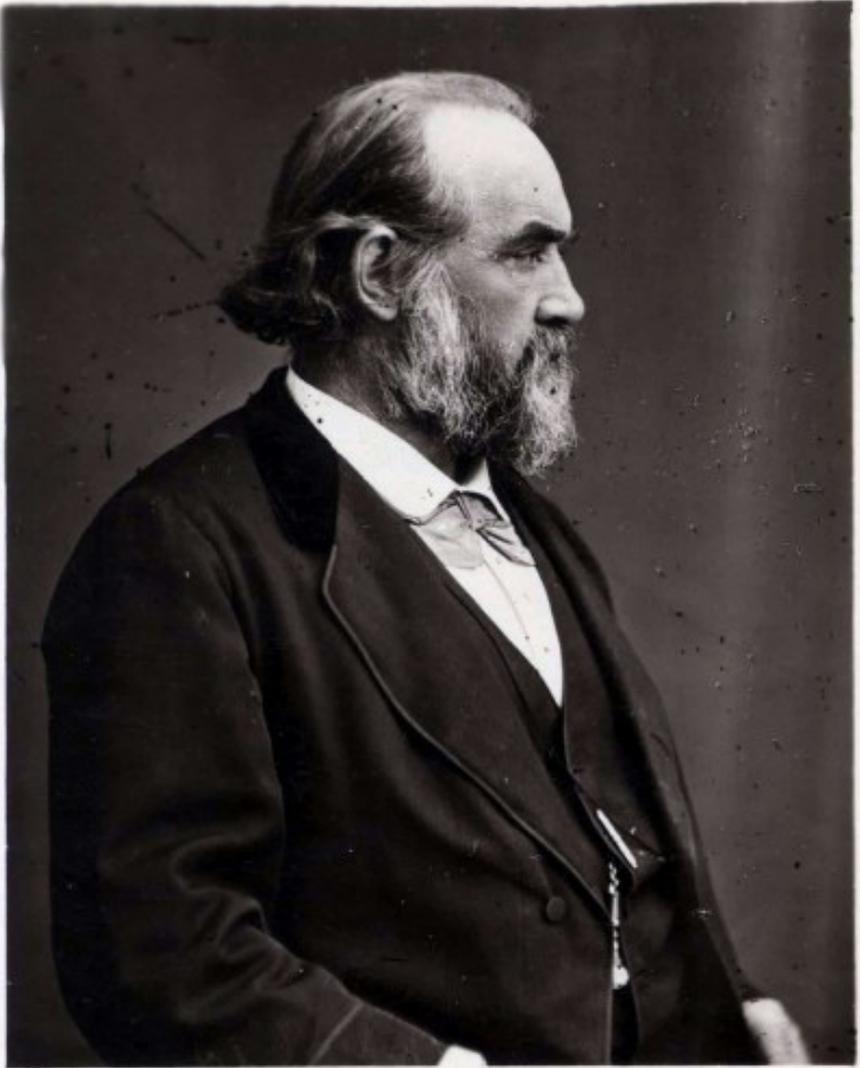
[1] D'autres cas d'héritage de ce type sont signalés, mais aucun n'atteint le degré de richesses du legs de Godin. L'on songe par exemple à Dufayel, propriétaire des Grands magasins, qui ruiné légua en héritage, une partie de sa fortune restante à ses salariés, tout du moins à ceux et celles qui n'avaient jamais fait grève.

[2] Ces mêmes préoccupations se retrouvent, à divers degrés, dans le monde de l'industrie, et à diverses époques : les cités de transit, comme le nom l'indique, de la Sonacotra, construits après la seconde guerre mondiale et surveillés-gérés par des « travailleurs sociaux » répondent à cet impératif d'éduquer et de préparer les populations rurales analphabètes au monde urbain moderne, avant de leur proposer, pour les mieux intégrés, une location dans une HLM classique. Godin supprime ces camps de décantation apprentissage.

[3] Cette sollicitude se retrouve également hors du monde industriel, les premiers Grands magasins parisiens logeaient les jeunes vendeuses célibataires dans des chambrettes aux derniers étages (Le Bon Marché obligeait les jeunes vendeuses à se soumettre à cet internat, il s'agissait aussi de contrôler leurs mœurs, par nature dépravée), et les jeunes apprentis dressaient le soir venu des lits de camps dans les allées mêmes de ces temples de la consommation ; ce fut également le cas pour les fonctionnaires, logés souvent dans les grandes villes, dans des résidences leur étant spécifiquement dédiées.

[4] Visiblement les gaullistes – des premiers temps – n'imaginaient pas de la même manière que les intérêts financiers, l'architecture des HLM, comme l'évoque le ministre Sudreau en 1959 :

« J'avoue avoir été profondément heurté, au cours de récents déplacements à travers la France, par de flagrantes erreurs architecturales. Je n'aurais jamais pu penser que dans un pays comme le nôtre, réputé pendant des siècles pour son goût, son sens de la mesure et de l'harmonie, les paysages et les habitudes puissent être



Portrait de Jean-Baptiste-André Godin  
1879

saccagés par le gigantisme excessif de certaines constructions. Certains grands ensembles, véritables murailles de béton, longs de plusieurs centaines de mètres, hauts de plus de 12 étages, annihilent le côté humain de la construction. On peut se demander si nous n'avons pas changé l'échelle de l'erreur en remplaçant la " petite bicoque " par la grande caserne. Pesante uniformité, la répétition n'implique pas forcément l'absence d'architecture. Lorsque les préoccupations techniques priment toutes les autres, lorsque la vie des hommes est conditionnée pendant plus d'un siècle par la longueur d'un chemin de grue, c'est qu'à l'origine il y a une technocratie malsaine. Une erreur légère plus de mille fois répétée peut engendrer des catastrophes. Les grands ensembles ne doivent pas devenir des machines à répétition d'erreurs ou d'horreurs.»

# SOURCES

## **Jean-Baptiste André GODIN**

*Solutions sociales*

Rédigé en 1870 publié en 1871

*Le Gouvernement, ce qu'il a été, ce qu'il doit être et le vrai socialisme en action*

1883

## **Friedrich ENGELS**

*La question du logement*

1887

## **Jessica Dos SANTOS**

*L'Association sans Godin*

*Le Familistère de Guise. Un palais social,*

Publication collective du département de l'Aisne, vendu en supplément au quotidien Libération , 2010

Auteure d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine concernant l'histoire du Familistère et de l'usine de Guise jusque 1968 : Magistrale et passionnante.

## **Odile VACHER**

*Avis affiches dans un habitat collectif.*

*Du festif au punitif*

*Villages ouvriers, Utopie ou réalités ?*

Actes du colloque international au Familistère de Guise (16- 17 octobre 1993), L'archéologie industrielle en France, N° 24-25, 1994.

## **Michel LALLEMENT**

*Le travail de l'utopie : Godin et le Familistère de Guise*

Les Belles Lettres, 2009.

## **Musée du Familistère**

<https://www.familistere.com/>

# SOMMAIRE

6 → PREAMBULE

**8 → LA DOCTRINE GODIN**

**20 → LE FAMILISTERE**

- 21 → Les cités ouvrières
- 23 → Le modèle américain
- 26 → Guise
- 27 → Urbaphobie
- 28 → Mobilité
- 29 → Immobilité

**32 → L'ARCHITECTURE UNITAIRE**

- 36 → Equivalent de la richesse
- 38 → Mixité sociale
- 39 → Locatif Collectif
- 46 → Cité Napoléon
- 47 → Palais des Familles
- 49 → Palais social
- 52 → Loyers
- 52 → Coopératives
- 53 → Logements

**76 → PANOPTIQUE ?**

- 78 → Débauche d'espaces
- 82 → Liberté
- 83 → Piloni
- 89 → Se familiariser
- 90 → Sécurité

91 → Familialisme

93 → Vie politique

## **96 → LA FABRIQUE**

97 → Méritocratie

99 → Richesse et dépenses sociales

101 → Démocratie ouvrière

101 → Les Unions

103 → Le Devoir

## **104 → L'ASSOCIATION**

108 → Les Godins

## **110 → LA VILLE**

115 → Isoler

117 → Illusion

## **122 → LE PALAIS DES VEUVES**

124 → Immobilisme

## **127 → LE DECLIN**

115 → Isoler

## **134 → EN GUISE DE CONCLUSION**

142 → NOTES

145 → SOURCES



Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel

Avril 2017

Edition n° 1

Contact : Yul Akors

akorsyul@gmail.com

<http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com>

Les brochures que nous mettons à votre disposition, sont libres de droits, que vous pouvez utiliser librement, à une fin non commerciale et non professionnelle. Tout lien vers notre site est bienvenu...

